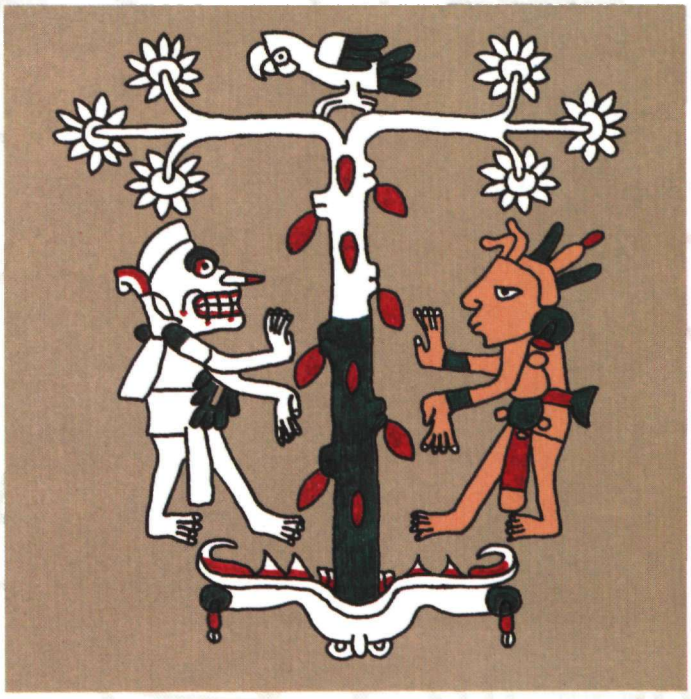
REPÈRES *Développement rural*

L'économie coloniale du cacao en Amérique centrale

Jean-Marc Touzard



CIRAD

L'AUTEUR

Jean-Marc Touzard, ingénieur agronome, a travaillé comme enseignant et chercheur en économie rurale à l'université centraméricaine de San Salvador.

Il poursuit, à l'Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, des recherches sur la dynamique des économies de plantation, qui s'inscrivent dans le courant de l'économie des institutions.

LE CIRAD

Le CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, est un organisme scientifique spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales.

Il réalise, dans une cinquantaine de pays, des opérations de recherche, de développement agricole et de formation.

Dessin de couverture : détail d'un parchemin représentant les cinq régions du monde. Civilisation mixtèque (1200-1521). Codex Fejervary-Mayer. Free Public Museum, Liverpool.

L'économie coloniale du cacao en Amérique centrale

REPÈRES *Développement rural*

L'économie coloniale du cacao en Amérique centrale

Jean-Marc Touzard

CIRAD-SAR

© CIRAD 1993

ISBN 2-87614-134-5

Sommaire

5 Introduction

11 L'économie précolombienne du cacao

21 Les cycles du cacao sous l'administration coloniale espagnole

41 Les principaux déterminants de l'économie coloniale du cacao

63 Vers une synthèse explicative

67 Bibliographie

75 Annexes

95 Abstract

Introduction

L'énigme du déclin cacaoyer

Le cacao a fortement marqué l'économie de l'Amérique centrale au cours des trois siècles de colonisation espagnole (1524-1823). Mais les plantations qui constituaient pour les premiers colons « *les véritables mines d'or de la région* » (MACBRYDE, 1969) ont aujourd'hui disparu. On ne retrouve la trace de cette prospérité coloniale que dans les archives de Séville et de la capitainerie du Guatemala, ou dans les vestiges imposants que révèlent de simples villages autrefois producteurs de cacao, comme Izalco au Salvador.

Ce déclin cacaoyer, touchant ce qui fut la principale zone de production mondiale jusqu'au XVIIIe siècle, a constamment alimenté de multiples débats au sein de l'administration coloniale, puis entre différents historiens. Quelles furent les causes de cette « décadence » ? Faut-il invoquer le simple jeu de la concurrence internationale, la conséquence de phénomènes conjoncturels ou les effets d'un épuisement des ressources productives ? Et quelles mesures politiques, juridiques ou économiques auraient pu être prises pour tenter d'enrayer la régression ?

Ces questions récurrentes, repérables dès le milieu du XVIe siècle, sont également formulées aujourd'hui par des économistes ou des agronomes, confrontés à des crises cacaoyères dans d'autres régions du monde.

Une réflexion générale sur la dynamique de l'économie internationale du cacao est actuellement menée par une équipe du département des systèmes agroalimentaires et ruraux du CIRAD (CIRAD-SAR). La lecture historique qu'elle a entreprise révèle que les mouvements importants qui ont affecté

l'économie du cacao résulteraient pour l'essentiel de l'évolution de l'offre. En effet, la production mondiale a été constituée d'une succession de cycles productifs, touchant tour à tour l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et imprimant une évolution cyclique aux cours mondiaux du cacao (JARRIGE et RUF, 1990 ; RUF, 1990, 1991).

Les caractéristiques de la production cacaoyère

La répétition, à des époques et dans des lieux différents, de ces véritables « booms » du cacao laisse supposer qu'il existe un schéma explicatif commun, ou du moins que l'on peut dégager certaines constantes qui conditionnent les systèmes de production cacaoyers. A priori, ces constantes sont repérables dans les spécificités agronomiques de la production de cacao, dans ses caractéristiques communes aux économies de plantation, dans la qualité de produit agricole tropical d'exportation qui définit le cacao et dans la cohérence plus générale des relations économiques et sociales que nouent les agents du système productif.

La cacaoculture présente des caractéristiques agronomiques spécifiques. On note une sensibilité particulière du cacaoyer aux modifications de son environnement écologique, difficilement maîtrisable sur le long terme en plantation. Le renouvellement in situ d'une plantation est souvent délicat, le cacao apparaissant généralement comme une culture de front pionnier en zone tropicale humide. La forêt représente alors pour la cacaoculture un « capital porteur de rentes différentielles » (RUF, 1987, 1988) ; l'exploitation « minière » de ce capital forestier pourrait handicaper à terme la production de cacao dans chaque région productrice. Cette constante spécifiquement cacaoyère doit toutefois être analysée en tenant compte des systèmes techniques adoptés par les producteurs et des innovations possibles.

La production cacaoyère est également marquée par des caractéristiques communes aux économies de plantation. Les vergers constituent un capital immobilisé et un bien patrimonial végétal. Le cycle de vie de l'arbre implique un délai d'entrée en production, qui demande une avance en capital ou en travail ; il implique d'autre part un vieillissement sensible au bout d'un certain temps – vingt ans pour le cacaoyer – qui impose un renouvellement de la plantation. L'arbre serait donc un facteur de rigidité de l'offre sur le moyen terme et imprimerait un rythme cyclique structurel à la production.

Le cacao présente également des traits propres aux produits tropicaux agricoles d'exportation. Ces biens, peu transformés, ont souvent été à l'origine de l'intégration des régions productrices dans les échanges internationaux. Ils constituent pour ces régions une source importante de financement externe et leurs filières font généralement l'objet de forts prélèvements privés ou publics, pour l'importation de produits de consommation ou le financement du développement économique. L'économie du cacao subit alors l'influence de l'évolution des régimes d'échange internationaux et est marquée par un cloisonnement entre les espaces d'offre et de demande.

Enfin, les relations économiques et sociales qui se nouent autour de la production et des échanges de cacao ont une certaine cohérence. Nous retenons l'hypothèse de rationalité des agents, en fonction de marges définies par les éléments objectifs et subjectifs dont ils disposent. Ces marges et les objectifs sociaux qui orientent leurs choix ont certes une forte historicité, sont inscrits dans des formations sociales différentes, mais peuvent se traduire par des mouvements et des règles économiques présentant de fortes convergences.

Comment s'articulent ces constantes à travers l'Histoire et les pays et comment engendrent-elles des cycles de production ? L'analyse comparative et historique peut permettre de comprendre ces relations et peut contribuer à affiner les éventuels travaux de prospective, si recherchés en période de crise cacaoyère.

Un travail d'histoire économique

Il semblait intéressant d'étudier les premiers booms du cacao survenus en Amérique centrale sous la colonisation espagnole et de suivre l'évolution ultérieure de cette économie régionale du cacao. Les limites géographiques de l'étude correspondent à celles de la capitainerie coloniale du Guatemala, c'est-à-dire du Chiapas, au sud-ouest du Mexique, jusqu'au Costa Rica. La présente publication constitue la première synthèse, réalisée fin 1989, d'un travail de recherche comportant trois étapes :
– une description de l'évolution de la production, des échanges et de la consommation du cacao, en cherchant à construire des séries chronologiques de volumes et de prix ; la priorité accordée à l'histoire quantitative est nécessaire pour repérer les cycles éventuels, les caractériser et identifier les tendances lourdes ;
– une étude plus qualitative des systèmes de production et d'échange du cacao, de leurs éventuelles transformations et surtout de leur articulation avec le système économique et social englobant ;
– une analyse des interactions entre variables ou faits stylisés qui expliqueraient les phénomènes décrits, en distinguant les conditions de démarrage d'un cycle productif, les périodes d'entrée en crise et les phases de croissance ou de baisse régulières de la production.

Les diverses tentatives de relance de la production cacaoyère, qui ont ponctué, avec plus ou moins de succès, les XIX^{e} et XX^{e} siècles, ne sont pas traitées dans cette publication.

Les limites méthodologiques

La recherche à travers l'Histoire des constantes de l'économie mondiale du cacao exige de prendre un certain nombre de précautions méthodologiques ; celles-ci sont d'autant plus importantes qu'elles concernent la modeste incursion d'un agroéconomiste dans une discipline étrangère : l'Histoire.

En premier lieu, l'analyse historique ne peut constituer en soi un moyen rigoureux pour infirmer ou confirmer un système d'hypothèses ; pour un même événement historique, on peut généralement élaborer plusieurs schémas explicatifs, dont on mesure et compare difficilement le pouvoir heuristique (Dockes et Rosier, 1988). Une réalité sociale est déjà complexe en soi et se prête à de multiples interprétations ; un décalage important dans le temps entre l'observateur et son objet de recherche introduit des interférences supplémentaires, le chercheur projetant inévitablement sur cette réalité éloignée une partie de son propre contexte historique. D'autre part, l'imprécision des données, augmentant généralement avec leur ancienneté, ne permet de travailler que sur des indicateurs, autour desquels plusieurs alternatives explicatives sont possibles. Notre travail ne doit donc pas être conçu comme un simple moyen de validation pour des hypothèses préétablies, postulant un fonctionnement de l'économie du cacao indépendant de l'Histoire. Nous l'envisageons plutôt comme une confrontation entre une démarche déductive, cherchant à valider des hypothèses agroéconomiques, et une construction plus inductive, visant une pertinence historique à partir des repères disponibles. La convergence de ces deux démarches peut alors se réaliser en prenant en compte les contraintes issues d'un cadre social particulier – par exemple les institutions issues du cadre colonial espagnol – et le jeu stratégique des agents, qui peut faire l'objet d'une formalisation théorique plus ou moins poussée (Boyer, 1989). La confrontation ultérieure de notre propre synthèse explicative avec d'autres hypothèses, touchant d'autres économies cacaoyères, pourra alors conforter ou limiter l'existence d'un noyau explicatif commun.

L'objet d'étude n'est donc pas la réalité historique en soi, mais les traces que les hommes et la nature ont bien voulu en laisser, traces à partir desquelles se construisent des interprétations cohérentes de la réalité. Il faut généralement se contenter d'indicateurs indirects, dont le recoupement est souvent le seul moyen pour approcher, voire quantifier des variables économiques, ou du moins pour réfuter des hypothèses incohérentes. Dans cette démarche, nous voudrions suivre les voies tracées notamment par l'Ecole française des annales.

Enfin, une étude historique restreinte à un champ spécifique du système économique et social nécessite un minimum de connaissances de l'ensemble de ce système, et donc un investissement de recherche assez important. Cet élargissement du travail se justifie non seulement par l'analyse des relations existant entre l'économie du cacao et son contexte englobant, mais aussi par la connaissance des conditions de production de l'information historique. Pour répondre à cette exigence, nous avons mobilisé un certain nombre de travaux personnels antérieurs, qui abordaient l'histoire agraire au Nicaragua ou au Salvador (Guyon et Touzard, 1986 ; Touzard, 1988).

Les sources d'information

Cette étude est avant tout un travail bibliographique et de recherche d'archives ; elle se fonde sur plusieurs sources d'informations : des publica-

tions récentes, des comptes rendus de recherches archéologiques, des témoignages de voyageurs espagnols, de la correspondance administrative, et des registres d'impôt ou de transactions.

Tout d'abord, un certain nombre de publications assez récentes (ouvrages historiques, thèses, articles) concernent l'économie coloniale du cacao ; mais, à deux ou trois exceptions près, notamment l'ouvrage de MAC LEOD (1973), elles se contentent d'une accumulation de données brutes sans pousser très loin l'analyse ou la synthèse, c'est-à-dire d'une histoire événementielle ou normative.

Des comptes rendus de recherches archéologiques (GASCO, 1987 ; KAUTZ *et al.*, 1985) ont apporté quelques compléments d'information, même s'ils font souvent référence au cacao de manière indirecte.

Les témoignages, généralement volumineux, laissés par de nombreux voyageurs ou chroniqueurs espagnols, décrivent avec minutie, souvent village par village, les régions productrices de cacao. Ces descriptions, importantes pour l'approche qualitative, ont été éditées à plusieurs reprises. Elles doivent être constamment relativisées en fonction de la position sociale et des intérêts de l'auteur, qui influent parfois lourdement sur l'information. Ainsi, Juan de Pineda, chargé en 1594 d'évaluer si les Indiens pouvaient augmenter le tribut payé au roi, fait presque systématiquement état de leurs « richesses » – ils peuvent donc payer plus ! – alors que plusieurs régions visitées connaissent, d'après l'ensemble des autres témoignages, une crise économique importante suite à la baisse de la production de cacao.

Les lettres, rapports et arrêtés internes à l'administration coloniale espagnole, et notamment la correspondance entre l'administration de la capitainerie du Guatemala et le roi d'Espagne, permettent de retracer l'évolution du cadre juridique et administratif formel entourant la production cacaoyère. On y trouve des éléments précis sur les politiques économiques touchant le cacao (imposition, mesures de protectionnisme, etc.) et quelques évaluations de la production ou des exportations.

Enfin, il existe une masse considérable de données économiques « brutes », jusqu'alors très peu exploitées, et qui constitue la base potentielle des futures études sur l'histoire coloniale centraméricaine. Il s'agit des collectes des dîmes, des registres d'impôt ou de transactions, des testaments, des comptes du tribut, etc. Leur consultation est d'un accès facile dans les différentes archives, mais représente un travail beaucoup plus long que ne le permet cette étude rapide. Quelques sondages ont pu être réalisés, apportant un éclairage sur certaines périodes.

Les centres d'archives et de documentation

Les publications et les données sont relativement éparpillées ; elles ont pu être consultées dans les centres suivants :

• Salvador

– bibliothèque de l'université centraméricaine (UCA), avec notamment la donation « De Sola » ;
– bibliothèque de l'université d'El Salvador (UES) ;
– bibliothèque du musée Guzman ;
– bibliothèque privée « Gallardo » (Santa Tecla) ;
– les historiens Larde y Larin et Granadino possèdent également quelques documents inédits .

• Guatemala

– archives générales du Guatemala (impôts, lettres, registres...), avec un fonds d'archives coloniales de près de 7 millions de folios (mais une part importante a été volée ou est en voie de décomposition) ;
– archives épiscopales du Guatemala (dîmes, rapports de transactions, testaments...), concernant essentiellement le XVIII[e] siècle ;
– académie d'histoire et de géographie, où un certain nombre de manuscrits ont été retranscrits ;
– bibliothèques de l'université San Carlos (USAC) ;
– Bibliothèque nationale ;
– Centre de recherche de Méso-Amérique (CIRMA) à Antigua, avec de nombreuses publications universitaires nord-américaines .

• France

– Institut des hautes études de l'Amérique latine.

Les références d'archives mentionnées dans cette publication doivent être comprises de la manière suivante :
– AGG : archives générales du Guatemala ;
les cotes renvoient au numéro de fichier (A), de livre (leg) et de folio (f) ;
par exemple : AGG : A1.23 leg1515 f25 ;
– AGI : archives générales des Indes (Séville) ;
les cotes renvoient à l'origine (audiencia du Guatemala : AG), à un numéro de livre et à la date du document ;
par exemple : AGI/AG 108, 3 août 1535 ;
– AEG : archives épiscopales du Guatemala ;
les cotes sont définies par l'objet, le lieu et la date ;
par exemple : AEG : dîmes, Sonsonate, 1745 ;
– ANCR : archives nationales du Costa Rica
les cotes sont définies par un numéro et l'année entre parenthèses ;
par exemple : ANCR : 803 (1754).

L'économie précolombienne du cacao

Lorsque les Espagnols se lancent à la conquête du Mexique et de l'Amérique centrale (1504-1525), le cacao y est produit, consommé, échangé depuis déjà plusieurs siècles. Tout porte à croire que son commerce avait acquis les dimensions, et certains traits, du « commerce au long cours » européen : bien à haute valeur symbolique et marchande, zones de production éloignées des centres de consommation, grands commerçants au service des princes indiens...

Le manque de données ne nous permet pas d'envisager une analyse précise des tendances et du fonctionnement de l'économie précolombienne du cacao ; il est toutefois important d'en tracer les contours, même s'ils restent incertains, car ses caractéristiques – systèmes de production, localisation de la production, nature de la demande, formes de prélèvement des richesses, systèmes d'échange – vont fortement déterminer les mouvements économiques du cacao au XVI^{e} siècle sous l'administration espagnole.

Une longue histoire

Si l'on excepte un usage rituel et assez marginal chez quelques ethnies amazoniennes [1], les références archéologiques ou ethnologiques montrent que la consommation et la production de cacao se limitaient alors à la région mésoaméricaine (figure 1). Par contre, l'aire botanique de *Theobroma cacao* cou-

1. A Maracaibo par exemple (Venezuela) : cacao à usage local provenant d'une cueillette forestière (BERGMAN, 1969).

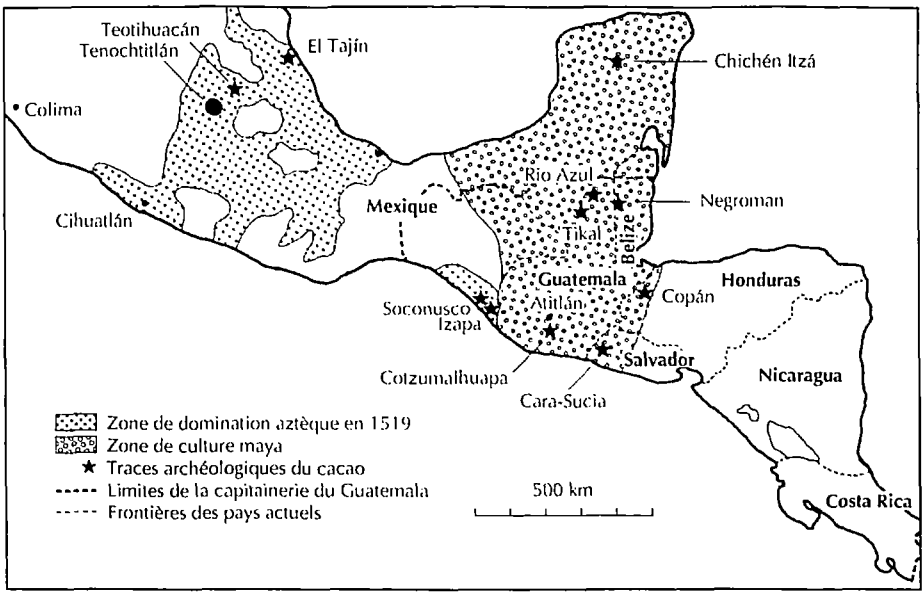


Figure 1. Quelques traces du cacao dans l'Amérique précolombienne.

vrait un espace beaucoup plus vaste, s'étendant des forêts tropicales humides du Mexique à celles du bassin amazonien, où se situerait, selon Cheesman [2], son foyer originel. L'usage croissant du cacao, sa valorisation sociale entraînant domestication et sélection du cacaoyer, ne se sont développés que dans une partie restreinte de son aire botanique.

L'histoire de ce processus et les raisons de sa détermination géographique restent obscurs. On peut penser avec BERGMAN (1969) que les populations indiennes ont d'abord été attirées par la pulpe sucrée entourant les fèves. Ces dernières ont pu ensuite être introduites dans les pratiques alimentaires et religieuses. Leur teneur en matière grasse (que l'on peut brûler lors des cérémonies), les possibilités de conservation des graines, la présence de théobromine rendant la boisson tonifiante constituent des propriétés qui peuvent expliquer en partie leurs usages sociaux. Ces usages, conservés ou adoptés lors du développement des villes et des Etats précolombiens, ont ainsi intégré le cacao dans des systèmes d'échange de plus en plus importants.

Sous la pression de cette demande croissante, échanges ou coercition ont dû pousser à la mise en place progressive de systèmes de production de type plantation, associés aux systèmes de défriche-brûlis vivriers (maïs, haricot rouge).

2. Cheesman émet cette hypothèse à la suite de ses expéditions, en 1938, dans le bassin amazonien pour rechercher des cacaoyers sauvages résistant aux attaques cryptogamiques. D'autres auteurs, dont Bergman, évoquent également un foyer en Amérique centrale.

Le repérage de cette évolution possible à travers les références archéologiques nous fait remonter au moins à l'époque préclassique maya et sans doute olmèque (400 av. J.-C., dessin de cabosses sur un monument d'Izapa). Les représentations ou les traces du cacao deviennent surtout nombreuses à partir de l'époque classique (400 apr. J.-C.) : sculpture de cabosse grandeur nature à Cara-Sucia, à l'ouest du Salvador ; graines carbonisées de *Theobroma cacao* dans une céramique sur un site proche (FOWLER, 1986) ; présence de graines, cabosses ou cacaoyers sur des sculptures à Soconusco, El Tajín, Chichén Itzá, sur les céramiques de Cotzumalhuapa – dont le cacao est le symbole – ou encore sur les peintures murales de Teotihuacán (COE, 1968 ; THOMPSON, 1975 ; MILLON, 1955).

Les données linguistiques [3], la place du cacao dans les mythes – par exemple, chez les Quitchés ou les Cakchiquels –, l'existence de rites spécifiques accompagnant la plantation et la récolte du cacao [4] témoignent également de la place importante et certainement ancienne du cacao au sein des civilisations méso-américaines préhispaniques (figure 2).

Les traces directes des plantations remontent généralement aux derniers siècles précédant l'arrivée des Espagnols ; des structures de drainage et des fragments de cacaoyers ont été mis à jour à Izapa et dans les basses terres mayas (KAUTZ *et al.*, 1985). Les difficultés liées au milieu fortement dégradant des zones de production et les faibles quantités de pollen libérées par les cacaoyers font que ces traces sont peu nombreuses. Par ailleurs, les archéologues n'ont longtemps porté qu'un faible intérêt à l'analyse des anciens systèmes de production. On peut cependant supposer, sans grand risque d'erreur, que des plantations plus ou moins intensives étaient en place le long des côtes du Pacifique et de l'Atlantique avant le début de l'ère chrétienne.

L'information beaucoup plus conséquente du début du XVI[e] siècle (chroniqueurs espagnols accompagnant les conquistadors, mémoires, codex indiens...) va nous permettre de saisir de manière plus précise les modalités de consommation, de production et d'échange à la veille de la conquête espagnole.

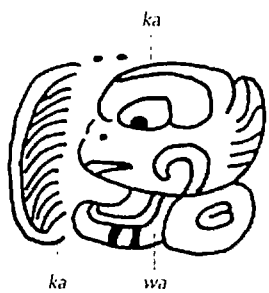


Figure 2. Glyphe maya signifiant « cacao ».

3. Le vocabulaire touchant l'utilisation ou la production de cacao dans de nombreuses langues indiennes est particulièrement riche : en nahualt, il existe même un verbe signifiant « falsifier le cacao » (MILLON, 1955).

4. Description que fait par exemple GARCIA DE PALACIO (1576) : « *Quand ils semaient* [le cacao] *ils s'accouplaient avec leurs femmes, avec d'autres cérémonies bien sales* ».

Breuvage et monnaie

Au sein des sociétés précolombiennes, le cacao avait acquis plusieurs fonctions qui vont conditionner le comportement de la demande lors des premiers « booms » coloniaux du cacao.

Tout d'abord, associé à d'autres ingrédients tels que le maïs, le piment, la vanille ou l'achiote, il était directement consommé sous différentes formes, notamment comme « *chocolatl* », boisson largement répandue du Mexique au Costa Rica actuel (figure 3). Les avis des premiers Espagnols sur ces boissons sont très partagés : leur amertume prononcée répugne à BENZONI (vers 1550), lors de son passage au Nicaragua ; PONCE (1586) insiste au contraire sur leur saveur et leurs bienfaits... La consommation du cacao se faisait sans doute dans des conditions très différentes selon les lieux : boisson tonifiante et festive relativement populaire dans certains cas, boisson strictement religieuse ou boisson de luxe dans d'autres...

De nombreux historiens soutiennent, sur la base notamment des récits de Garcia de Palacio, que la boisson était partout réservée aux classes privilégiées indiennes telles que la noblesse, les prêtres ou les guerriers, et que des interdits en limitaient la consommation populaire [5]. En fait, ces restrictions ne semblent concerner que quelques régions. D'autres voyageurs espagnols, comme Diaz del Castillo, mentionnent la présence du cacao « en vente libre » sur les marchés indiens, notamment ceux de la vallée de Mexico, mais à un prix en or relativement élevé (BERGMAN, 1969). Il est probable que, hors des zones de production où il devait être largement autoconsommé, le cacao, à haute valeur symbolique et religieuse, était effectivement un aliment de luxe. Le prince Moctezuma, par exemple, en buvait plusieurs fois par jour à l'époque où Cortés s'est lancé à la conquête de Tenochtitlán, l'actuel Mexico.

Il semble également que le fruit de *Theobroma bicolor,* le *pataxtli,* était consommé comme substitut bon marché du cacao et était très populaire dans le Yucatan (FUENTES Y GUZMAN, 1932). C'est donc avant tout la disponibilité relativement limitée en cacao qui restreignait sa consommation aux groupes dominants. Cette disponibilité doit s'analyser au regard de l'importance de la population indienne, estimée à près de 25 millions en Méso-Amérique à la veille de la « conquête » (BRIGNOLI et CARDOSO, 1977). Les villes aztèques – Tenochtitlán comptait sans doute près de 300 000 habitants –, les cités du Yucatan ou des hautes terres guatémaltèques consommaient quand même de fortes quantités de cacao qu'elles devaient importer des zones de production, parfois éloignées de plusieurs centaines de kilomètres.

Le cacao avait également une fonction d'échange, à l'intérieur et entre les différents groupes ethniques ou Etats. Cette fonction devait être relativement importante. Selon OVIEDO (1944), « *tout pouvait s'acheter avec des fèves de cacao* », même si la valeur d'échange du cacao fluctuait en fonction des régions (quasi-monnaie). Dans la *Tasación de los naturales* (CERRATO, 1548), il est noté que les porteurs indiens sont payés « *50 fèves par charge* », souvent

5. « *Personne n'en buvait s'il n'était pas cacique, grand seigneur ou vaillant guerrier...* » (GARCIA DE PALACIO, 1576). Repris et diffusé par RUBIO SANCHEZ, BROWNING, THOMSON.

Figure 3. Illustration tirée du Traitez nouveau et curieux du café, du thé et du chocolate *de Philippe Sylvestre Dufour, La Haye, 1685.*

dans des localités éloignées des centres de production. Dans un manuscrit de 1538, découvert récemment, une récolte de maïs est évaluée en cacao (KRAMER *et al.*, 1986).

Les unités de mesure se référaient à un nombre de fèves. La main (5 fèves), le *zontle* (400 fèves), le *xiquipil* (8 000 fèves) et la *carga* (24 000 fèves, soit près de 27 kilogrammes) furent même utilisés jusqu'au XVIII[e] siècle (TORQUEMEDA, 1723). D'un usage relativement commode, peu altérables [6], fortement valorisées socialement, les fèves de cacao se prêtaient assez bien à leur utilisation comme monnaie et étaient épargnées en quantités parfois impressionnantes. Plusieurs chroniqueurs espagnols, reprenant les relations de Cortés, ont rapporté que lors de la prise de Tenochtitlán par les Espagnols, leurs alliés indiens pillèrent les entrepôts de cacao du prince Moctezuma, qui contenaient « *près de 40 000 cargas* » (TORQUEMEDA, 1723). La quantité mentionnée, sans doute excessive, traduit en tout cas l'importance du cacao comme attribut de la puissance et de la richesse dans l'empire aztèque.

Aliment, monnaie, attribut religieux, bien ostentatoire, la place du cacao dans les sociétés précolombiennes a suscité de nombreuses interrogations ou commentaires : comment interféraient les fonctions alimentaires et monétaires ? Pouvait-on consommer longtemps les fèves ayant servi comme moyen de transaction ? L'âge de la fève, et donc sa qualité, influençait sans doute sa valeur d'échange, mais dans quel sens ?

Par ailleurs, il peut paraître curieux qu'un bien issu d'une production végétale puisse servir de base monétaire ; « *l'argent poussait sur les arbres* » comme le souligne le titre de la thèse de MILLON (1955), reprenant le commentaire d'un colon espagnol. La thésaurisation des princes aztèques pourrait d'ailleurs être envisagée comme un moyen de régulation de la « masse monétaire » ; mais si l'on se réfère à la théorie quantitative de la monnaie, il faut aussi supposer une certaine rigidité de l'offre en cacao, ou du moins un contrôle de sa production et de son approvisionnement par les pouvoirs indiens.

Des plantations parfois très intensives

Les premières descriptions des cacaoyers centraméricains révèlent des caractéristiques botaniques assez diverses : fèves allant du rouge au noir, sucrées ou amères, arbres de différentes tailles, etc. Ces variétés semblent pouvoir se rattacher au groupe Criollo [7]. *Theobroma bicolor* est également souvent signalé, à l'état sauvage ou associé au cacaoyer dans les plantations (MILLON, 1955 ; Ministère de l'Education du Guatemala, 1890).

Les difficultés de la culture de *Theobroma cacao* sont relevées par les premiers Espagnols ; JUAN DE PINEDA (1594) insiste sur l'extrême fragilité de l'arbre

6. Plusieurs textes évoquent une « durée de vie » de deux ans pour les fèves, ce qui est possible vu les conditions climatiques dans lesquelles elles circulaient. La plupart des centres urbains se situaient sur la cordillère pacifique, en altitude.

7. Du fait notamment de la mention générale de l'entrée de l'arbre en production trois à cinq ans après sa plantation. Mais la présence du groupe Forastero n'est pas impossible (DENYS, 1962).

car « *s'il reçoit du soleil, il sèche et ne donne pas de fruits ; s'il y a trop d'ombre, les cabosses pourrissent ; s'il y a du vent, elles tombent de l'arbre* ».

La confrontation des informations du début du XVIe siècle fait ressortir l'existence de différents systèmes de production précolombiens.

Une production « extensive » est mentionnée à plusieurs reprises, notamment sur la côte atlantique du Yucatan au Honduras (OVIEDO, 1944) ou au Costa Rica. Il s'agit probablement d'une utilisation raisonnée de cacaoyers sauvages que l'on préserve lors de la défriche-brûlis, ou que l'on sème derrière le maïs, en sous-bois. Les vallées, où ces systèmes de production sont assimilés à une simple cueillette, ont souvent une faible densité humaine et exportent des quantités relativement réduites de cacao.

Chez de nombreuses familles indiennes, quelques cacaoyers plantés près de la maison s'intègrent au *solar* (jardin de case). Associés à d'autres arbres et plantes à usage domestique (coton, arbres fruitiers, calebassier), ils fournissent des fèves pour l'autoconsommation. Ce système de production était, semble-t-il, très répandu le long de la côte pacifique mexicaine, dans les régions de Colima, Cihuatlán, etc. (BERGMAN, 1969).

Mais ce sont les plantations intensives qui ont surtout retenu l'attention des premiers Espagnols. Elles sont mises en place lors du défrichement d'une parcelle boisée (BENZONI, vers 1550) ; des arbres d'ombrage, généralement la « mère-cacao » (*Gliricidia sepium*), sont plantés régulièrement pour assurer une bonne protection (PONCE, 1586 ; PINEDA, 1594) ; deux ou trois fèves sont mises en terre tous les 3 ou 4 mètres (des plantations à plus de 1 000 arbres par hectare sont mentionnées). La récolte se concentre à deux moments de l'année : avril-mai d'une part, novembre-décembre d'autre part, avec quelques variations géographiques.

Dans certaines de ces véritables plantations, notamment dans le sud-est du Guatemala, un ensemble de techniques assez complexes avait été mis au point pour accroître les rendements et surtout permettre une certain renouvellement de la plantation ; on peut noter :
– des canaux de drainage, retrouvés par exemple lors de prospections archéologiques ou mentionnés aussi par Cortés à Tabasco ;
– des systèmes d'irrigation, qui ont retenu l'attention de certains chroniqueurs espagnols : PONCE (1586) précise que les « *Indiens* [de la côte pacifique] *mettent leurs plantations où ils peuvent irriguer* [...], *il ne doit pas manquer d'eau pour que* [les arbres] *durent longtemps et donnent de nombreux fruits* » ;
– la taille des arbres, évoquée par BENZONI (vers 1550) : « *Ils* [les Indiens] *plantent un autre arbre à proximité* [...] *et quand il atteint une taille suffisante, ils plient sa cime* ».
– la constitution de pépinières, que mentionne clairement le document de Tezozomoc, cité par MILLON (1955), ou celui de TORQUEMEDA (1723) ; on y décrit même le transport sur de longues distances des plants de cacaoyers à la période préhispanique.

L'ensemble de ces opérations demandait alors une quantité importante de travail, sans doute une centaine de jours par hectare.

Dans ces pôles d'innovation, mis en place sur de riches terres volcaniques dans des régions à forte densité humaine, on pratiquait un remplacement des

cacaoyers trop vieux ou abîmés. Il est difficile de savoir si ces techniques permettaient une reproduction totale des plantations. La gestion arbre par arbre dans la plantation, évoquée notamment par TORQUEMEDA (1723), rappelle en tout cas certains systèmes agroforestiers analysés aujourd'hui, par exemple sur de riches terres volcaniques de Java.

Les cacaoyères faisaient l'objet d'au moins deux types de tenure :
– des petites plantations familiales ; transmissibles aux enfants, leur gestion restait familiale même si la distribution des parcelles relevait du conseil des anciens ;
– des plantations cultivées pour le cacique ou le prince aztèque contrôlant le territoire.

Ces deux types de tenure coexistaient souvent au sein des villages indiens producteurs de cacao ; ils sont repérables dans la province de Tochtepec où les Indiens « *doivent cultiver chaque année un champ de cacao de 400 mesures de long sur 200 de large* » pour l'empereur aztèque (MILLON, 1955), sur la côte pacifique du Nicaragua (OVIEDO, 1944), dans le Yucatan, etc. La noblesse indienne de la région d'Atitlán possédait de son coté des plantations dans les basses terres où travaillaient des esclaves capturés lors des guerres interethniques (MILLON, 1955).

Des régions cacaoyères très convoitées

En réunissant l'ensemble des références préhispaniques ou contemporaines à la conquête espagnole, il est possible d'établir une carte non exhaustive des zones de production (figure 4). Ces zones, à la veille de la conquête, se concentrent en premier lieu le long de la côte pacifique, de Soconusco sur la côte sud du Mexique actuel, à la région d'Izalco à l'ouest du Salvador. La côte atlantique mexicaine jusqu'à Tabasco approvisionnait la haute vallée de Mexico, dont elle était assez proche ; les plantations plus extensives dans les vallées du Belize ou du Honduras fournissaient en fèves les cités du Yutacan. La production du Nicaragua, issue de cultures mises en place près de Rivas par les groupes Nahualts venus du Mexique (OVIEDO, 1944) ou du Costa Rica, ne concernait vraisemblablement que l'économie locale.

Ces zones de production ne correspondent pas toujours à l'optimum écologique du cacaoyer, même si les exigences écologiques des anciennes variétés, aujourd'hui disparues, sont peu connues. Par exemple, la côte pacifique du Guatemala et du Salvador connaît une saison sèche assez marquée, d'au moins quatre mois, à laquelle les Indiens ont su faire face en développant notamment l'irrigation. Les plantations y étaient localisées dans la partie basse des piémonts, sur des sols volcaniques bien drainés et parcourus par de nombreuses rivières. Sur les côtes atlantiques, c'est par contre l'excès d'eau qui imposait, pour les quelques plantations intensives, le recours au drainage. Le facteur démographique semble donc avoir joué un rôle primordial dans la distribution géographique des plantations, les groupes indiens réussissant à repousser les marges des contraintes écologiques. La pression démographique croissante est alors peut-être un des facteurs qui ont poussé à l'intensification

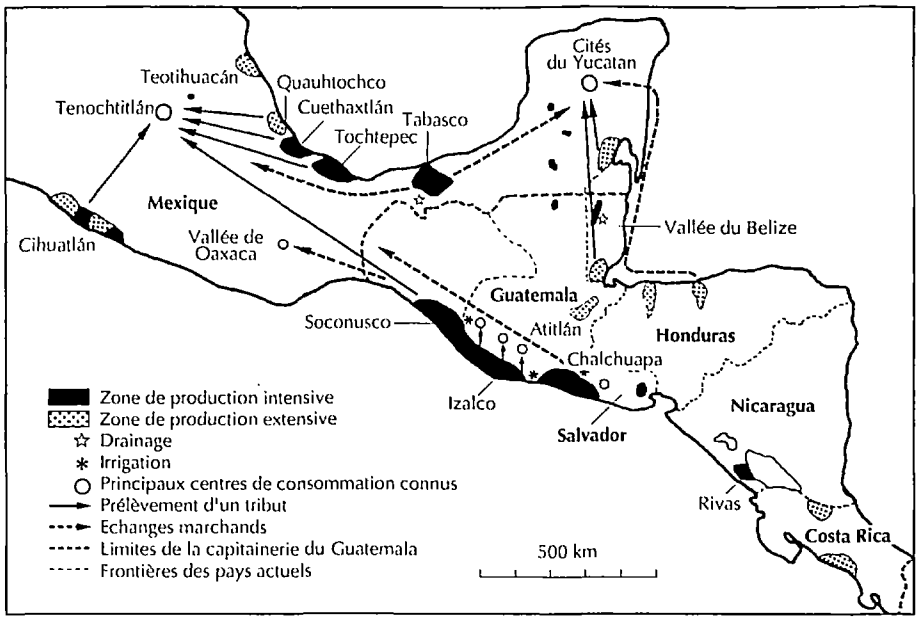


Figure 4. L'économie précolombienne du cacao vers 1500. Principales sources : BERGMAN (1969), MILLON (1955), FOWLER (1986).

cacaoyère, par suite de la baisse des ressources forestières nécessaires aux systèmes plus extensifs. L'alternative technique aurait été possible du fait de la richesse minérale des sols volcaniques, peut être au cours du premier millénaire après J.-C.

A cause de la forte valorisation du cacao, le contrôle des régions productrices faisait l'objet de luttes incessantes. Soconusco, par exemple, conquis à la fin du XVe siècle par les Aztèques, était assujetti à un lourd tribut en cacao, dont la collecte était constamment surveillée par deux officiers de haut rang (GASCO, 1987). De même, les royaumes guatémaltèques des hautes terres s'étaient attribués des bandes de territoires, incluant une partie de la région côtière riche en cacao, et pour lesquelles ils entraient souvent en conflit.

Il nous est impossible de quantifier la production des différentes régions. Seul le *Codex Mendoza* nous fournit les quantités de cacao que devaient remettre cinq régions à la cour aztèque sous forme de tribut, ce qui ne correspond qu'à une partie de la production et des exportations. Il n'y a également aucune information sur les possibles délocalisations de la production survenues avant la conquête espagnole. Il apparaît en tout cas que la spécialisation relative de ces régions était loin d'avoir acquis les dimensions d'une monoculture, le cacao s'intégrant à des systèmes agraires diversifiés, où il constituait une des principales cultures de rente.

Tribut et commerce

Entre des zones de production assez restreintes et les grands centres de consommation des hautes vallées mexicaines ou guatémaltèques, intervenaient deux modes de circulation du cacao : le prélèvement sous forme de tribut, ou l'échange contre d'autres biens.

Le cacao pouvait être prélevé sous forme de tribut sur les régions conquises : c'est le cas à la fin du XVe siècle pour Soconusco (400 *cargas*), Tochtepec (200 *cargas*), Cuetlaxtlán (200 *cargas*), Cihuatlán (160 *cargas*), Quauhtochco (20 *cargas*) pour la cour aztèque. Il est fait mention également de tributs en cacao dans le Yucatan et probablement dans la vallée de Oaxaca pour Chinantla (BERGMAN, 1969). Un manuscrit dicté en 1571 par les caciques d'Atitlán atteste aussi l'importance du rapport tributaire précolombien en cacao sur la côte guatémaltèque (MILLON, 1955).

La plus grande partie du cacao exporté était échangée contre des tissus, de l'obsidienne, des poteries, etc. Les fouilles réalisées par exemple à Chalchuapa, dans le sud-ouest du Salvador, révèlent la présence de céramiques de Teotihuacán échangées, selon FOWLER (1986), contre le cacao produit localement. Ce commerce au long cours était réalisé par des marchands rattachés aux différentes cours. Ceux-ci jouissaient d'un statut social élevé et avaient même des représentants directs dans certaines régions cacaoyères, comme le précise la *Relación de Motul*, un manuscrit cité par THOMPSON (1975). Le transport se faisait soit à dos d'homme le long des routes intérieures proches du Pacifique, soit au moyen d'embarcations en suivant les rivières du Yucatan ou en longeant la côte atlantique. Selon les récits de Bartolomé de las Casas, Christophe Colomb aurait rencontré, lors de son quatrième voyage, une embarcation indienne chargée de cacao le long de la côte hondurienne (BERGMAN, 1969). Plus récemment, une expédition menée par Michel Peissel et sponsorisée par une grande marque de chocolat a tenté de refaire en pirogue maya le trajet des commerçants de cacao le long de la côte atlantique (PEISSEL, 1989).

Les distances importantes parcourues avec des moyens de transport sommaires (pas d'animaux de bât, embarcations légères...) entravaient fortement les échanges et contribuaient à la limitation des quantités disponibles dans les principaux centres de consommation, où le cacao restait un produit de luxe.

Les techniques culturales des plantations intensives précolombiennes et les divers modes d'organisation et de prélèvement de la production cacaoyère vont se retrouver pratiquement inchangés durant la période coloniale, mais cette fois au profit des différents groupes sociaux espagnols. L'introduction de nouveaux moyens de transport comme les mules ou les navires, de quelques techniques comme les haches de fer, la machette, l'élevage bovin, et surtout l'insertion de l'Amérique centrale à l'« économie-monde » européenne, selon l'expression de BRAUDEL (1979), constitueront par contre des sauts qualitatifs importants pour l'économie du cacao.

Les cycles du cacao sous l'administration coloniale espagnole

Avant d'analyser le fonctionnement de l'économie coloniale centraméricaine du cacao, de 1520 à 1820, il convient d'en décrire les mouvements en construisant autour des indicateurs disponibles une représentation de l'évolution historique et spatiale de l'offre en cacao.

Le déplacement des zones de production

L'évolution de la distribution géographique de la production cacaoyère constituera un premier contact, encore imprécis, avec cette économie coloniale du cacao. Nous établirons pour cela une succession de « photographies » révélant à chaque fois les régions de forte production, généralement en plein boom productif, et les régions secondaires de production, souvent en début d'expansion ou en déclin. MAC LEOD (1973) a déjà tenté cette démarche qu'il illustre à l'aide de quatre cartes sommaires. Nous allons reprendre l'ensemble des données disponibles pour essayer d'affiner cette description.

Pour cela, nous utiliserons trois types d'informations :
– quelques recensements quasi exhaustifs, comme celui des tributs payés en cacao par les communautés indiennes en 1548 ;
– une série de descriptions réalisée sur l'ensemble de la capitainerie du Guatemala par des contrôleurs administratifs ou religieux, par des chroniqueurs ou des voyageurs ;
– un ensemble d'informations partielles, touchant des zones plus restreintes (lettres, transactions...).

La périodisation des « photographies » a été choisie en fonction de la concentration des données existantes, pour avoir un bon recoupement, et non en fonction de l'optimum explicatif qui aurait davantage révélé les contrastes supposés. Les XVI^e^ et XVIII^e^ siècles sont à peu près bien décrits ; les données pour le XVII^e^ siècle existent, notamment dans les transactions conservées par les archives du Guatemala, mais n'ont été que partiellement dépouillées.

La période 1520-1538

Les informations proviennent des correspondances de Cortés [1], des rapports d'Alvarado [2], de Marroquin [3], des premiers recensements du tribut (KRAMER *et al.*, 1986), et de quelques lettres (archives de Séville notamment). Les zones de production pendant la période 1520-1538 sont représentées sur la figure 5.

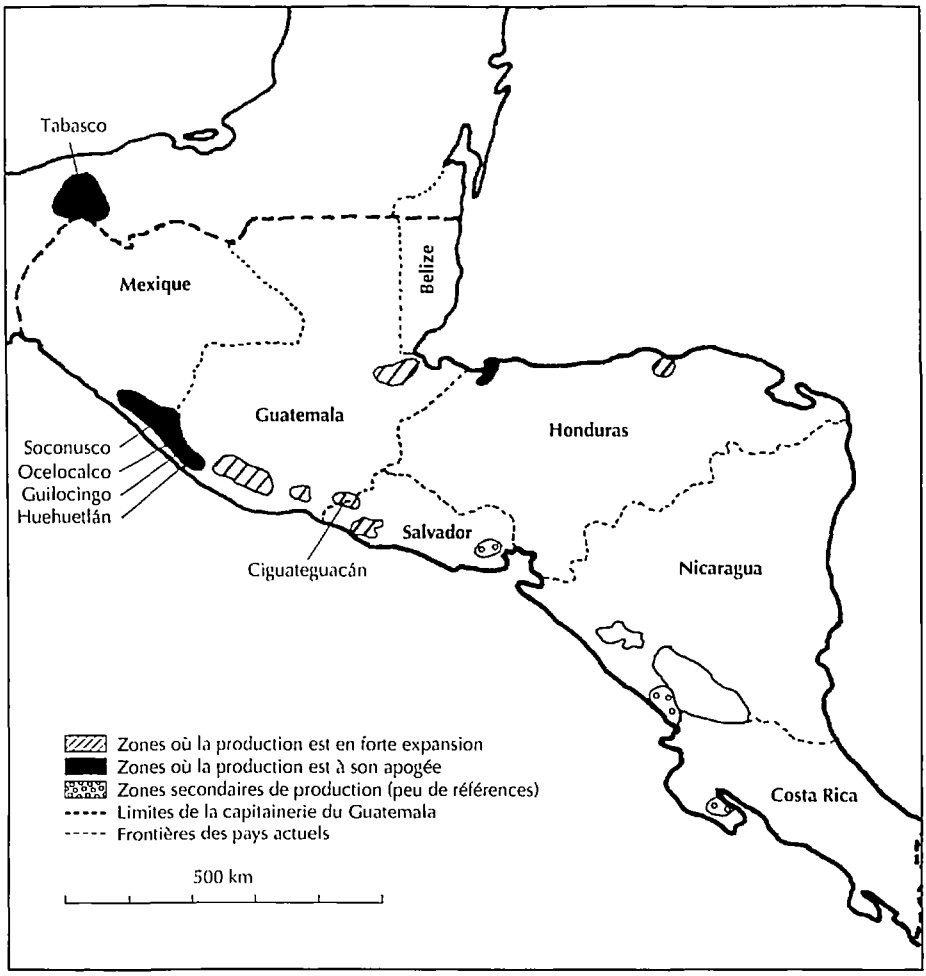


Figure 5. Les zones productrices de cacao de 1520 à 1538.

1. Les lettres du conquistador du Mexique ont été indirectement transmises par des historiens espagnols comme De Comara, Torquemeda, Bartolomé de las Casas...

2. Alvarado, principal lieutenant de Cortés, a mené à partir du Mexique les expéditions sur les côtes pacifiques du Guatemala et du Salvador ; les lettres d'Alvarado à Cortés en 1524 sont citées notamment par BERGMAN (1969).

3. Marroquin est chargé entre 1530 et 1532 de fournir à la Couronne espagnole une première information sur les villages indiens et les colons (LARDE Y LARIN, 1983).

Les informations sont encore peu nombreuses. Au cours de cette période, le pouvoir politique et économique est aux mains des conquistadors, aventuriers à qui la Couronne espagnole a confié la mission de « conquérir » la région en échange d'un droit de prélèvement sur les richesses rencontrées. En l'absence d'or en Amérique centrale, ces richesses seront les Indiens, exportés comme esclaves dans les régions aurifères, et les produits agricoles, dont le cacao.

Avec la disparition des marchands aztèques, les échanges du cacao sont fortement perturbés, mais quelques Espagnols réorganisent les filières ; une licence est ainsi accordée à Ruy Lopez de Villalobos pour importer du cacao guatémaltèque à Mexico en 1537 (AGG : A1.24 leg2196 f119).

La région de Soconusco, comme celle de Tabasco, connaît alors un véritable boom du cacao avec des exportations importantes vers Mexico. Dans les autres régions où les Indiens produisaient déjà du cacao, il n'y a pas trace de cette expansion ; il semble au contraire que la destruction de l'ordre économique et social aztèque y ait entraîné une réduction des exportations et donc un repli de la production. Un document de 1538 mentionne toutefois la mise en place, sous l'ordre de quelques Espagnols, de nouvelles plantations à la frontière actuelle entre le Guatemala et le Salvador ; les Indiens y payent par ailleurs un tribut assez élevé en cacao [4].

La période 1548-1560

Les informations proviennent du recensement du tribut de 1548 par Cerrato, des récits de voyage de Benzoni [5] et Chilton [6] et de nombreuses lettres royales [7]. Les zones de production pendant la période 1548-1560 sont représentées sur la figure 6.

La reprise en main administrative de la région par la Couronne espagnole se traduit notamment par une normalisation des tributs perçus par le roi ou par les *encomenderos,* Espagnols à qui la couronne a donné, en reconnaissance des services rendus pour la conquête, le droit de percevoir un tribut sur un village indien.

L'administrateur Lopez de Cerrato a dressé entre 1548 et 1550 l'inventaire des tributs payés par chaque village indien de la province (annexe 1). Le cacao est un des principaux produits prélevés ; il concerne près de la moitié des villages. Ce document est le premier à valeur statistique existant sur la région. Pour l'exploiter, il convient de préciser la nature des relations entre la valeur

4. « *Que* [les Indiens] *entretiennent les plantations jusqu'à ce qu'elles donnent des fruits* ». A Ciguateguacán, l'actuel Santa Ana, ils doivent plus de 5 tonnes de cacao en tribut (KRAMER *et al.*, 1986).

5. Benzoni est un voyageur italien qui passe notamment au Nicaragua vers 1550 (BENZONI, vers 1550).

6. Chilton est un voyageur anglais qui traverse l'Amérique centrale vers 1560 ; ses commentaires sont repris par GASCO (1987).

7. Par exemple aux archives générales du Guatemala (A1.23 leg1511 f105 ; A1.23 leg1512 f253). L'objet de ces lettres concerne souvent la législation du tribut.

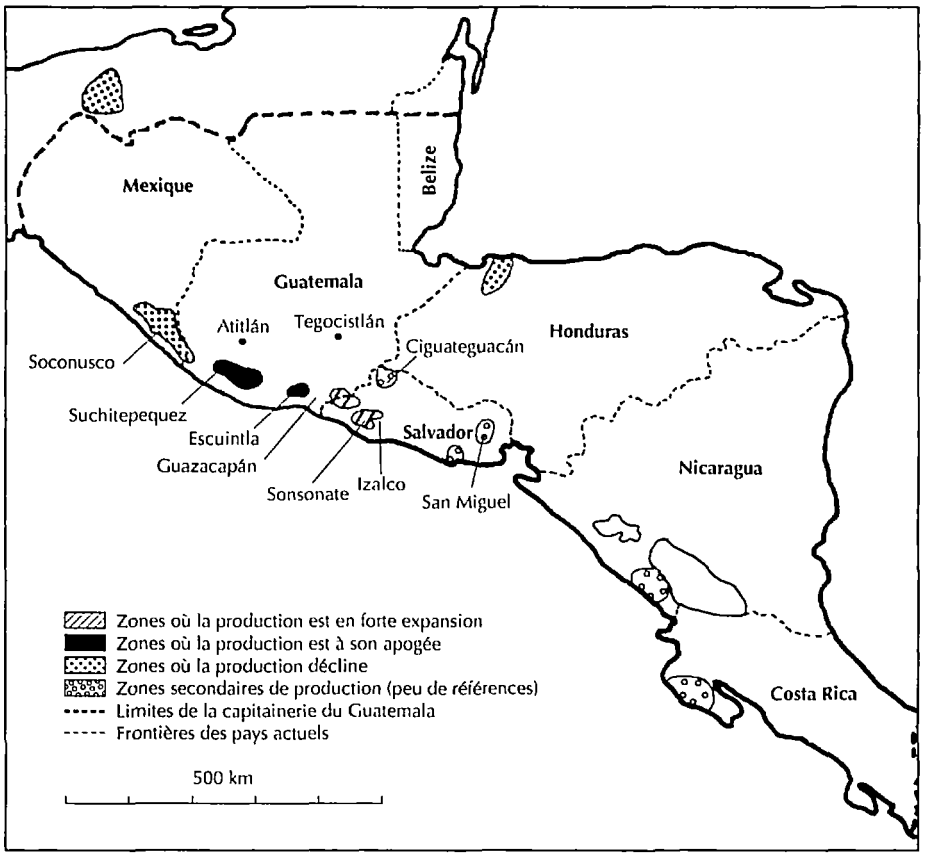


Figure 6. Les zones productrices de cacao de 1548 à 1560 .

du tribut en cacao et la production ; il faut aussi examiner les variations géographiques de ces relations et leurs évolutions possibles au cours des trois siècles de domination espagnole.

Tout d'abord, la confrontation de la carte des tributs (figure 7) avec les conditions écologiques de la cacaoculture et avec les données sur les localisations antérieures des plantations, notamment précolombiennes, montre que les plus fortes quantités prélevées se situent effectivement dans les zones probables de production : 6 860 *xiquipiles* (près de 68 tonnes) dans la région de Suchitepequez, 3 036 plus à l'est autour de Guazacapán et Escuintla, 5 444 pour la région d'Izalco, 800 pour celle de San Miguel.

En périphérie de ces foyers de production, plusieurs villages situés en altitude donnent du cacao en plus faible quantité, alors qu'à l'évidence ils ne peuvent en produire. Ceci peut s'expliquer dans certains cas par la possession de plantations sur une portion éloignée du territoire, comme à Atitlán par exemple, ou dans d'autres cas par des relations de travail et de troc – migrations tempo-

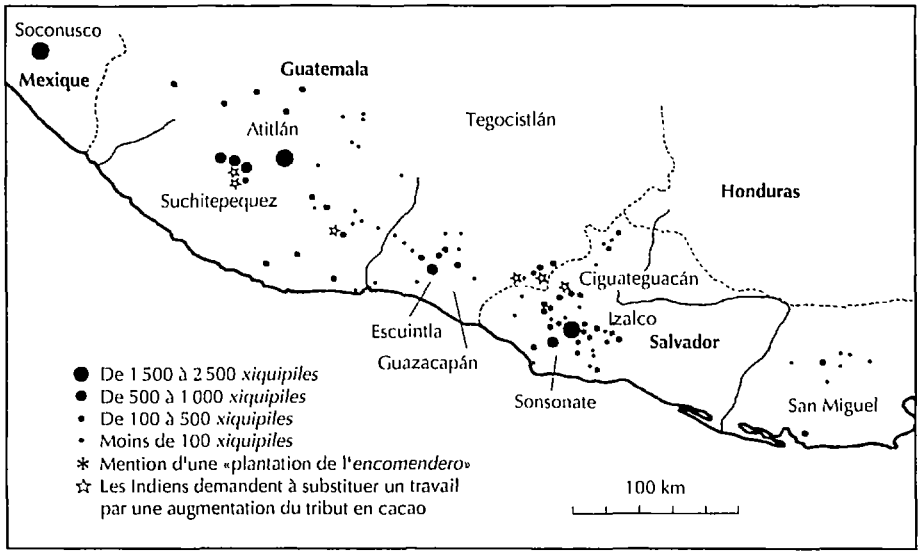


Figure 7. Répartition du tribut en cacao de 1548 à 1551. Source : CERRATO (1548).

raires pour la récolte du cacao où les cueilleurs sont rétribués en cacao – ou plus simplement par l'usage monétaire persistant du cacao. Dans les villages encore plus éloignés, le cacao ne fait plus partie des biens ou des services que la communauté doit remettre aux Espagnols. Le tribut semble donc pouvoir être un indicateur géographique de l'offre en cacao.

Par ailleurs, une série d'indices nous montre que la normalisation du tribut réalisée par Cerrato a tenu compte des capacités productives de chaque village ; l'administrateur a consulté les *encomenderos*, mais également les Indiens, et semble être allé dans certains cas jusqu'à estimer le nombre de cacaoyers. Ainsi, de nombreuses corrections, repérables sur le parchemin, ont été apportées entre 1548 et 1551 et peuvent être interprétées comme une sorte d'ajustement à l'offre réelle. Plusieurs villages en zone productive, comme Suchitepequez, ont demandé le remplacement dans le tribut d'un service obligatoire ou d'un produit précis, tel que les tissus, par un accroissement de la part en cacao. D'autres, au contraire, ont obtenu une réduction de cette part vu « *qu'ils n'en produisaient pas* », comme à Tegocistlán, ou « *qu'ils ne pouvaient donner cette somme* », comme à Chalchuapa qui passe de 120 à 20 *xiquipiles*.

Si ces réajustements renforcent la présomption de corrélation entre tribut et production, il est difficile de pouvoir fixer un coefficient précis et d'en connaître la variabilité géographique. Les quelques recoupements entre tribut et production qui existent pour certains villages au XVI[e] siècle, par exemple pour Soconusco ou la région d'Izalco, donnent un taux de prélèvement allant de 5 à 20 %. La variation semble être liée au nombre de tributaires, au rapport de force local entre Indiens et *encomenderos* sous l'arbitrage de l'administration royale, mais aussi à l'inertie de la valeur officielle du tribut face à l'évolu-

tion cyclique de la production : la diminution du taux de prélèvement durant les phases de croissance de la production entraîne par la suite une revalorisation du tribut ; puis, l'augmentation du taux tributaire lors d'une baisse de la production est évidente et est dénoncée à plusieurs reprises par les Indiens. Pour un même recensement, comme en 1548, on peut penser que la variation géographique du coefficient reste limitée au sein des foyers producteurs et que sa valeur est d'environ 10 %.

La carte de répartition des tributs montre que la région de Soconusco semble avoir perdu sa position de leader et connaît une crise importante. L'effacement de cette région est confirmée par Chilton qui note que « *Soconusco est en désolation* » et par plusieurs lettres royales (AGI/AG 52, [1561]) qui insistent sur la « *décadence de Soconusco* ». Les alentours de Suchitepequez sur la côte sud du Guatemala semblent avoir pris le relais, suivis de près par la région d'Izalco alors en pleine croissance : la ville de Sonsonate vient d'être fondée par un groupe de marchands. Le tribut exigé comporte souvent un travail sur les nouvelles plantations des *encomenderos*.

A la même époque, le tribut en cacao perçu au Nicaragua est faible : 18 *fanegas* – soit seulement une tonne – et la production est essentiellement autoconsommée.

La période 1572-1586

Les informations proviennent des visites de Velasco [8], Garcia de Palacio [9], Estrada [10], Ponce [11], et de lettres royales. Les zones de production pendant la période 1572-1586 sont représentées sur la figure 8.

L'ensemble des descriptions, assez nombreuses durant ces quinze années, insiste sur l'importance du boom touchant la région d'Izalco au sud-ouest du Salvador actuel. Il s'agit alors de « *la région la plus riche de la province* » (Garcia de Palacio, 1576), qui exporte au moins 1 300 tonnes de cacao par an, à partir du port d'Acajutla. La ville de Sonsonate est alors prospère (au moins 400 Espagnols selon Velasco) et des *encomenderos*, des marchands ou des prêtres y font rapidement fortune à partir de la vente du cacao.

Les régions de Guazacapán et de Suchitepequez, notamment le village de Samayac, restent également « *très riches en cacao* », alors que la culture s'étend « *depuis peu* » au sud-est de San Salvador (Garcia de Palacio, 1576). Soconusco semble connaître quelques regains de production (Pineda, 1594), mais loin des niveaux de 1530-1540. Frère Ponce, de passage à Soconusco en 1586, prend d'ailleurs conscience du mouvement de déplacement de la production cacaoyère vers l'est : « *La traite du cacao va en diminuant* [dans cette

8. Lopez de Velasco est mandaté par la Couronne ; il parcourt toutes les colonies espagnoles des Amériques entre 1571 et 1574 (Velasco, 1572).

9. Pour un commentaire détaillé sur les visites de Garcia de Palacio en 1576, voir les remarques de Mac Leod (1973).

10. Juan de Estrada décrit la province de Zapotitlán et de Suchitepequez en 1579 ; reproduit par Natareno (1980).

11. Le père commissaire Ponce inspecte les paroisses de la capitainerie en 1586.

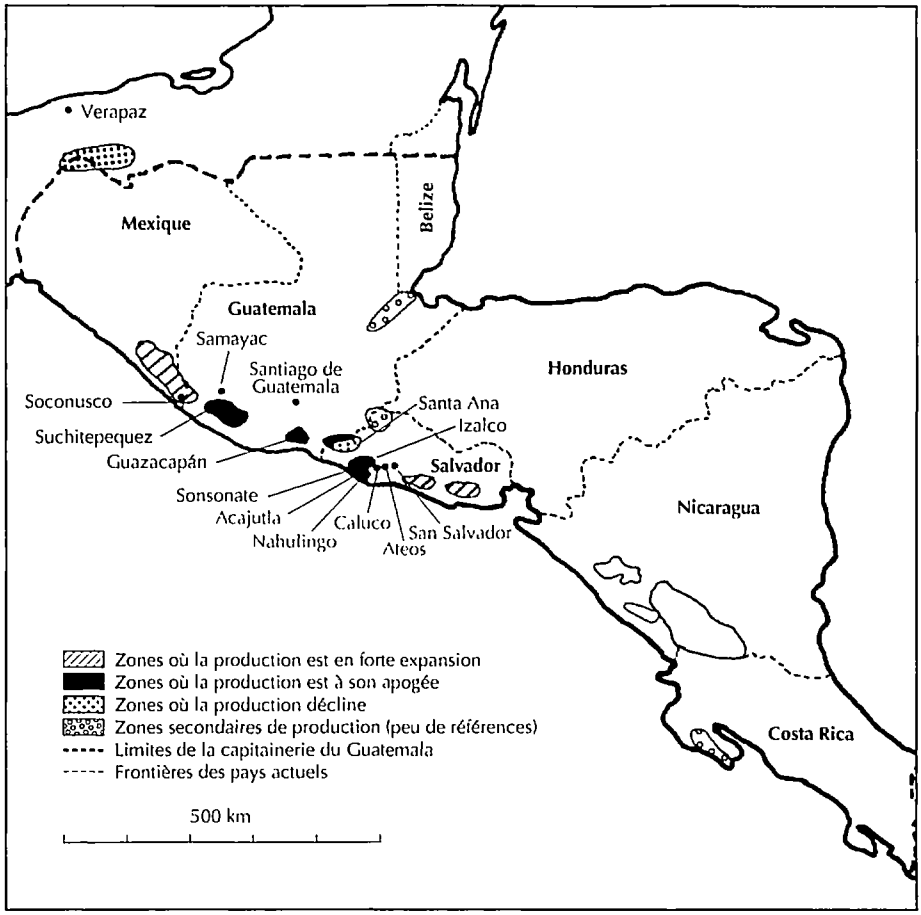


Figure 8. Les zones productrices de cacao de 1572 à 1586.

région] *et est passée à une autre province plus en avant sur le chemin de Guatemala* ». Les appréciations du religieux – « *un peu* », « *beaucoup* » ou « *de grandes quantités* » de cacao pour chaque village – permettent de dresser une carte approximative de la production cacaoyère (annexe 2).

La période 1605-1630

Les informations proviennent de Vasquez de Espinoza [12], de Gage [13] et de lettres royales. Les zones de production pendant la période 1605-1630 sont représentées sur la figure 9.

12. Vasquez de Espinoza visite l'ensemble des Indes occidentales ; il est de passage au Guatemala vers 1615 (VASQUEZ DE ESPINOZA, 1629).

13. Thomas Gage est probablement un « espion » anglais traversant le Mexique et l'Amérique centrale au début du XVII[e] siècle (GAGE, 1630).

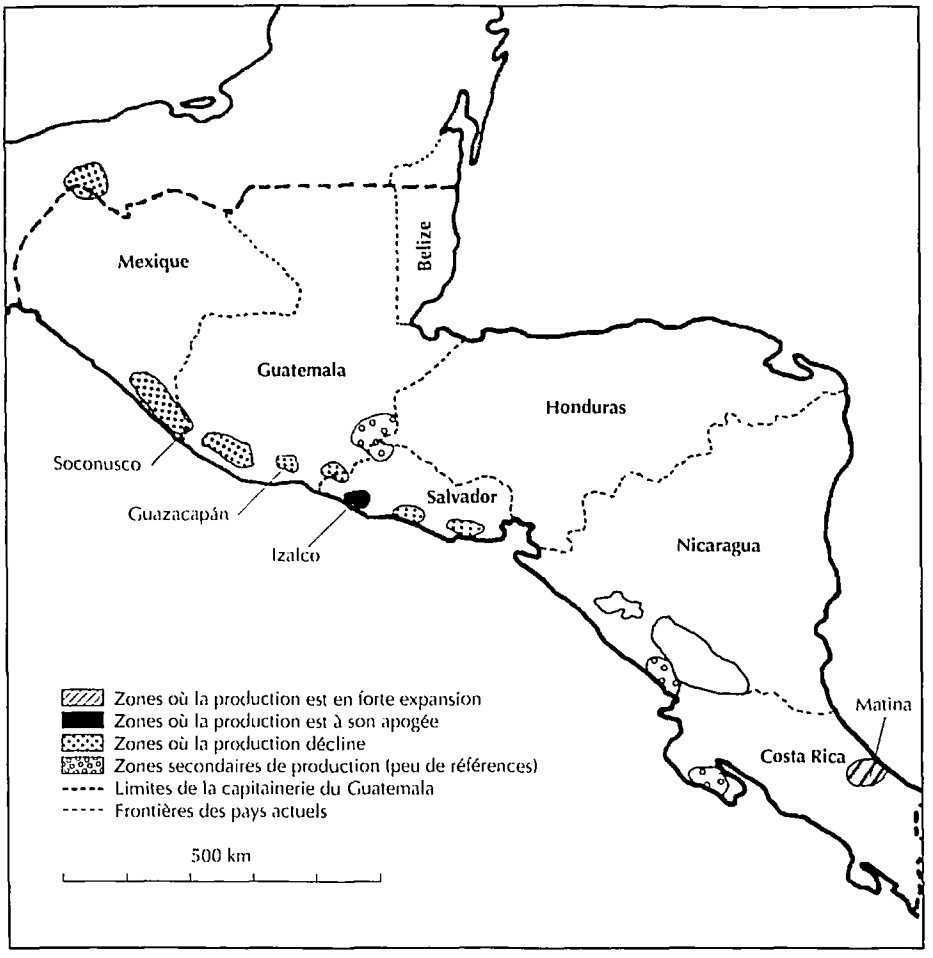


Figure 9. Les zones productrices de cacao de 1605 à 1630.

L'information beaucoup moins précise du début du XVII^e siècle exprime surtout les préoccupations de l'administration espagnole face à une chute assez générale de la production de cacao. La région d'Izalco reste la première zone de production. Les exportations totales de la capitainerie du Guatemala auraient chuté vers 1630 pour atteindre 25 000 *cargas*, soit 700 tonnes (GARCIA PELAEZ, 1943). Il est fait mention à plusieurs reprises de mesures visant à mettre en place et à préserver de nouvelles plantations. A Guazacapán ou à Izalco, on interdit de couper de jeunes cacaoyers (AGG : A1.23 leg3671 f288) ; mais ces tentatives ne paraissent pas réussir à enrayer la « décadence » des régions productrices ou à générer de nouveaux booms cacaoyers dans d'autres zones. La rapide expansion cacaoyère du sud-est du Salvador – confirmée par Pineda en 1594 – semble n'être plus qu'un souvenir déjà lointain vers 1630.

La période 1690-1732

Les informations proviennent des archives nationales du Costa Rica, citées par ROSÉS ALVARADO (1982), du registre des dîmes (archives épiscopales) et de lettres diverses. Les zones de production pendant la période 1690-1732 sont représentées sur la figure 10.

La fin du XVII[e] siècle et le début du XVIII[e] voient le développement d'un nouveau boom du cacao, mais cette fois sur la côte atlantique du Costa Rica, dans la vallée de Matina. L'ampleur du cycle semble assez réduite – l'apogée des exportations se situe autour de 200 tonnes par an –, mais marquera notablement la société costaricienne.

Le long de la côte pacifique de la capitainerie, la production de cacao a encore chuté : les exportations sont alors estimées à 15 000 *cargas* (GARCIA PELAEZ, 1943), soit 400 tonnes ; elles semblent concerner seulement la région d'Izalco et de Suchitepequez. Sur la côte pacifique nicaraguayenne, la région de Rivas, au sud-ouest du pays, accroît sensiblement sa production pour couvrir au moins le marché intérieur de la province.

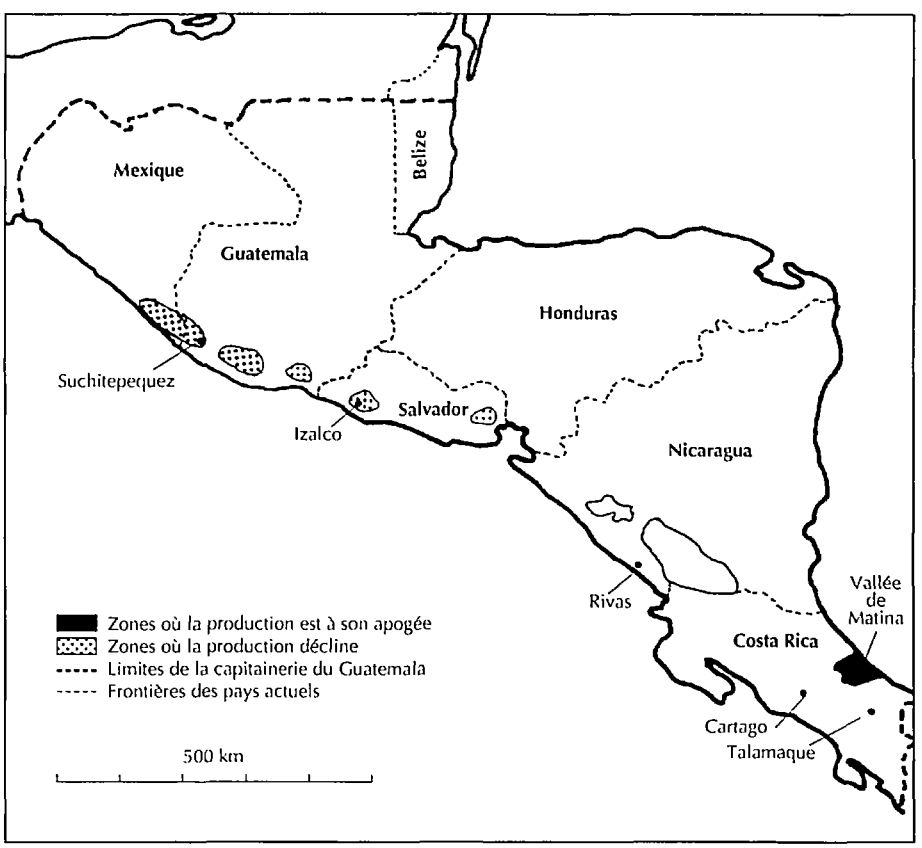


Figure 10. Les zones productrices de cacao de 1690 à 1732.

La période 1760-1780

Les informations proviennent du rapport de Cortés y Larraz [14], du registre des dîmes, de rapports royaux (GARCIA REDONDO, 1799), et de nombreuses lettres. Les zones de production pendant la période 1760-1780 sont représentées sur la figure 11.

L'abondance et la qualité des informations à la fin du XVIII[e] siècle nous permet d'avoir une « photographie » presque village par village de la production de cacao : la côte atlantique du Costa Rica n'en produit pratiquement plus. Dans la région d'Izalco, les plantations sont totalement abandonnées, souvent remplacées par des bananiers ou de la canne à sucre. Plus à l'ouest, seuls les villages de Jocotán, Patuhul, Cuyotenango, mais surtout Mazatenango près de

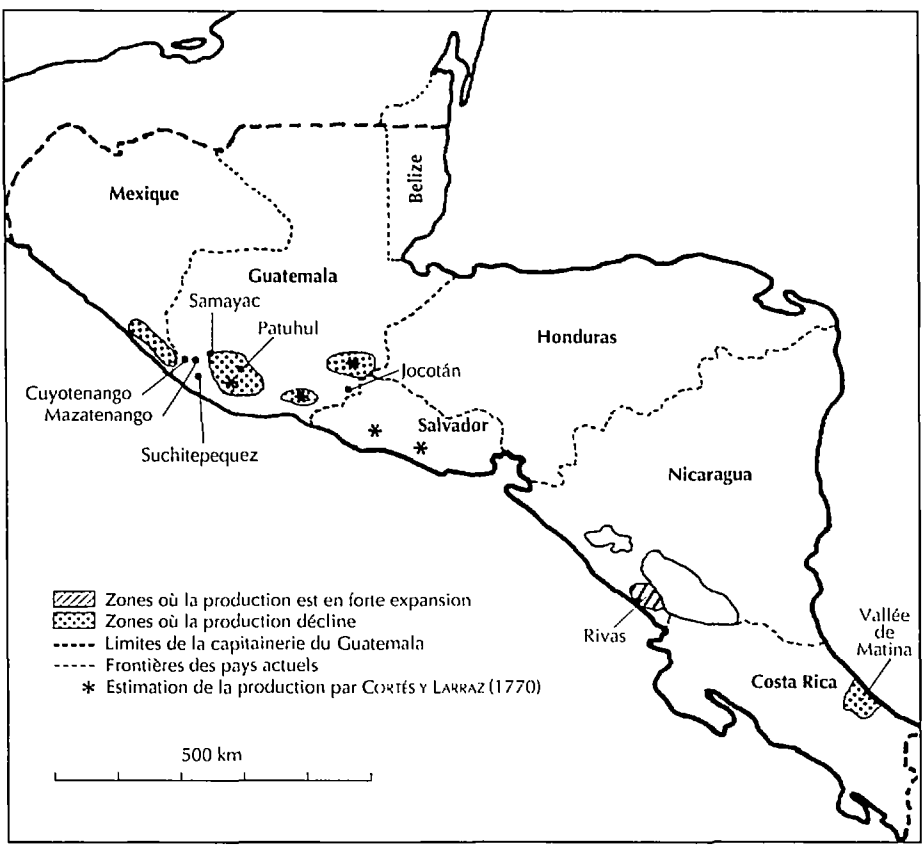


Figure 11. Les zones productrices de cacao de 1760 à 1780. Cette carte utilise une classification réalisée par FRANCISCO DE SOLANO (1977), d'après les descriptions de Cortés y Larraz en 1770 ; son niveau de précision est proche de celui de la figure 7.

14. Cortés y Larraz parcourt et décrit l'état des paroisses du diocèse de Guatemala vers 1768 (CORTÉS Y LARRAZ, 1770).

Suchitepequez produisent des quantités non négligeables de cacao. Ces villages n'étaient pas parmi les principaux tributaires du cacao au XVIe siècle, contrairement à certains de leurs voisins, par exemple Suchitepequez et Samayac qui, à la fin du XVIIIe siècle, ne produisent plus de cacao. Ces indications évoquent de possibles délocalisations de la production au sein de chaque petite région. La province du Guatemala n'exporte plus de cacao et en importe même certaines années de Guayaquil en Equateur.

Un déplacement d'ouest en est

L'évolution sur presque trois siècles de la distribution spatiale de la production cacaoyère en Amérique centrale montre un déplacement frappant d'ouest en est des zones de production, tout le long de la côte pacifique puis au Costa Rica. Il semble que presque tout l'étage écologique favorable de la côte pacifique ait été occupé par des plantations à un moment ou un autre, ce qui n'est pas le cas pour les plaines des côtes atlantiques, tout aussi favorables. A l'origine, les booms semblent s'être déclenchés au sein des zones déjà en culture sous la domination aztèque ; ils se sont étendus ensuite à d'autres régions (est du Salvador, Costa Rica...). Après la période d'apogée, la production s'est maintenue plus ou moins longtemps dans chaque région, pour, dans certains cas, aller jusqu'à disparaître totalement comme au Salvador.

La description plus précise de quelques cycles

Après ce survol rapide, nous allons décrire de manière plus précise trois cycles productifs, dans trois petites régions où il a été possible de réunir suffisamment d'informations quantitatives et qualitatives sur l'évolution de la production cacaoyère.

Le cycle de Soconusco

La plaine côtière de Soconusco, qui était déjà le principal fournisseur de la cour aztèque, connaît le premier boom cacaoyer de la période coloniale. Ses villages sont d'abord attribués comme *encomienda* à Cortés et Alvarado – les deux principaux conquistadors de l'Amérique centrale – avant d'être directement administrés par la Couronne espagnole à partir de 1531. Cette appropriation successive par les plus hauts pouvoirs témoigne de l'importance économique accordée à la région, du moins durant les premières décades sous contrôle espagnol.

Pour décrire l'évolution de la production de cacao à Soconusco, nous avons croisé quatre types de données : une série assez longue des valeurs du tribut, des estimations des exportations, des résultats de fouilles, et des lettres ou des rapports.

Comparés aux 400 *cargas* du tribut aztèque, les 1 475 *cargas* (8 834 *pesos*) perçus officiellement par Cortés et Alvarado en 1530 représentent un prélèvement important, traduisant sans doute une augmentation de la production (Gasco, 1987). Les tributs payés ensuite aux caisses royales s'établissent sur une

base proche des 400 *cargas* avec une imposition supplémentaire d'abord de l'ordre de 50 %, puis beaucoup plus forte à la fin du XVI[e] siècle et calculée en fonction du nombre de cacaoyers. Les changements de système tributaire et l'inertie du processus de réajustement rendent possible une variation de la corrélation entre tribut et production, mais les écarts importants traduisent probablement des mouvements réels de l'offre.

Les diverses estimations des exportations sont généralement réalisées par des administrateurs de la région, et correspondent soit à des évaluations contemporaines – donc assez précises, surtout si les calculs se font sur la base de l'enregistrement des douanes – soit font référence à des périodes antérieures, « *du temps où Soconusco exportait ses 15 000 cargas* » (ministère de l'Education du Guatemala, 1890). Elles donnent des ordres de grandeur – les chiffres sont arrondis au millier de *cargas* près. Par ailleurs, elles incluent parfois une production étrangère à la région, en « transit » pour Mexico ; c'est du moins ce que laisse entendre une lettre royale de 1576. On peut supposer que ces estimations – surtout quand elles sont faites à des dates assez rapprochées – révèlent au moins les variations réelles des exportations.

Les fouilles réalisées à Ocelocalco par Gasco (1987) révèlent le pourcentage, par strate, des céramiques espagnoles par rapport à l'ensemble des céramiques mises au jour. Ce pourcentage peut être un indicateur du niveau d'échange du village, qui a produit du cacao jusqu'au XVIII[e] siècle. La datation des céramiques, peu précise, permet seulement de visualiser des tendances lourdes.

L'ensemble des lettres et des rapports qui touchent Soconusco apportent des commentaires sur les tendances productives observées : baisse, crise ou augmentation.

La confrontation de ces quatre séries d'indicateurs nous donne un aperçu cohérent des grands traits de l'évolution de la production de cacao (figures 12 et 13). A un premier boom vers 1530, de forte amplitude mais assez court (20 à 25 ans), succède une première dépression, puis, à la fin du XVI[e] siècle, un second pic de production, notablement inférieur au premier. La seconde crise, qui se serait déclenchée vers 1609 [15], amorce une chute inexorable de la production qui devient inférieure à 85 tonnes à la fin du XVIII[e] siècle. En deux siècles, la production a donc été divisée au moins par 20. Cela se traduit clairement par une diminution du troc – et donc des importations – pour le village d'Ocelocalco ; de plus de 30 % de céramiques importées d'Espagne au XVI[e] siècle, le niveau tombe à seulement 10 % pour le XVIII[e] siècle (figure 14).

Le premier boom cacaoyer de Soconusco est arrivé « trop tôt » pour que nous puissions disposer d'un minimum d'informations, l'administration espagnole étant en partie absente ; de plus, le rattachement administratif de la région a changé plusieurs fois, tantôt au Mexique, tantôt au Guatemala, ce qui entraîne un éparpillement des données. Néanmoins, il apparaît que la production était largement le fait de petites unités familiales indiennes, payant collectivement le tribut exigé, et échangeant le reste de sa production contre des articles

15. En 1614, la production serait « *entrée en décadence depuis plus de 4 ans* » (AGG : A1.23 leg1514).

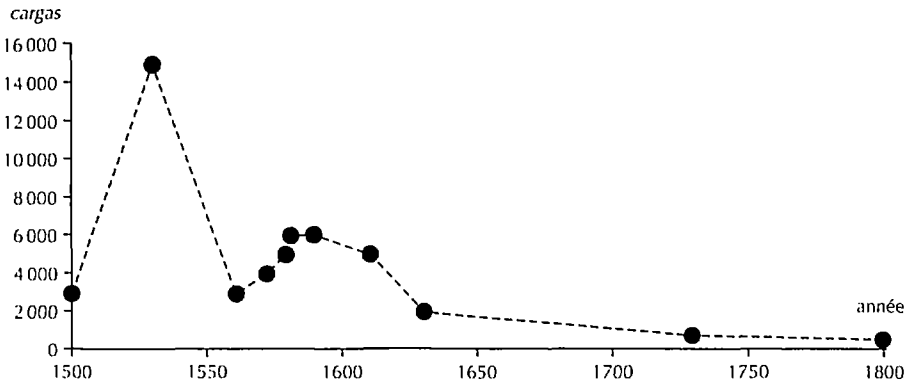


Figure 12. Volume de cacao exporté à partir de la région de Soconusco.

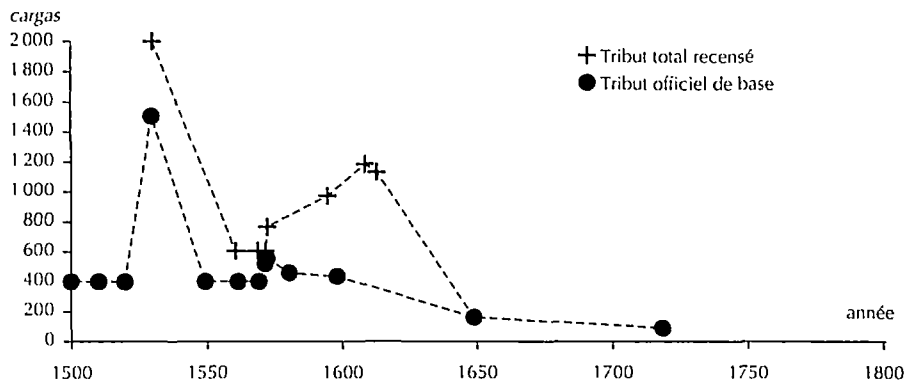


Figure 13. Tributs en cacao prélevés à Soconusco.

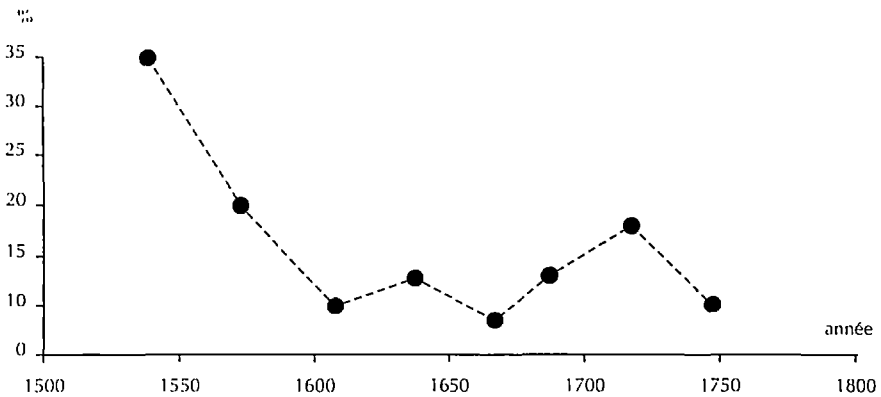


Figure 14. Pourcentage de poteries importées d'Espagne sur l'ensemble des poteries découvertes par strate, à Ocelocalco.

importés par les marchands espagnols. Le recensement en 1582 des cacaoyers de Guilocingo, cité par GASCO (1987), indique par exemple que 15 des 18 familles de ce village possédaient une plantation de 200 à 3 200 arbres (15 800 arbres au total). Les marchands, dont les exactions (usure et escroquerie) sont rapportées dans plusieurs lettres au roi, résidaient temporairement à Huehuetlán, ville prospère pendant quelques décennies et d'où ils expédiaient le cacao vers le Mexique.

L'administrateur royal et quelques Espagnols possédant leurs propres plantations font souvent état de difficultés pour obtenir la main-d'œuvre nécessaire à la cacaoculture, à tel point qu'un plan de repeuplement est même proposé au XVII^e siècle (AGG : A1.23 leg4576 f26). Les descriptions du XVII^e et XVIII^e siècle laissent entrevoir une modification du paysage agraire : les prairies se seraient substituées en de nombreux endroits à la forêt et aux cacaoyères, confirmant la marginalisation de cette production dans l'économie locale.

Le cycle d'Izalco

La région d'Izalco a été profondément marquée par le plus important boom cacaoyer de la capitainerie du Guatemala, même si aujourd'hui la cacaoculture n'y dépasse pas les 10 hectares (7,3 hectares au recensement de 1971).

Dans cette petite plaine traversée par de nombreux cours d'eau et dominée par plusieurs volcans, les Pipils [16] cultivaient probablement déjà le cacao avant l'arrivée des Espagnols (FOWLER, 1986). La saison sèche, plus longue qu'à Soconusco, semble avoir imposé très tôt l'irrigation des cacaoyères ; celle-ci est décrite à diverses reprises au cours du XVI^e siècle par les voyageurs espagnols (PONCE, 1586).

Pour apprécier l'évolution de la production et caractériser le cycle, nous avons de nouveau fait appel à plusieurs sources indirectes : les estimations des exportations, les valeurs du tribut, les dîmes perçues par l'évêché de Guatemala, et des lettres ou des rapports.

Les estimations des exportations constituent une série assez complète, permettant de visualiser grossièrement le cycle productif (figure 15). Les chiffres avancés – comme pour Soconusco, ce sont des ordres de grandeur – correspondent généralement aux quantités exportées du port d'Acajutla, qui drainait la production d'une région plus vaste que celle d'Izalco, incluant notamment Guazacapán et Santa Ana ; c'est probablement le cas pour les 50 000 *cargas* exportées à l'apogée du cycle productif (1575-1585). A la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, les exportations ne se font plus que par voie de terre pour le marché guatémaltèque ; cette fois, il semble que du cacao de Guayaquil, débarqué à Acajutla, soit parfois inclus dans ces exportations.

Les informations concernant le tribut payé en cacao par les différents villages sont moins nombreuses qu'à Soconusco ; elles ne couvrent l'ensemble des villages que pour l'année 1548. Les tributs des trois villages retenus (figure 16) donnent une idée des réévaluations survenues : entre 1532 et 1548, le tribut

16. Groupe indien établi au Salvador à l'arrivée des Espagnols, non colonisé par les Aztèques, mais en relation commerciale avec eux.

passe de 20 à 60 *xiquipiles* pour Ateos ; pour Nahulingo et Caluco le tribut augmente considérablement entre 1548 et 1584, pour diminuer ensuite en 1594. Ces valeurs officielles du tribut sont souvent en dessous des quantités réellement prélevées : ainsi, Juan de Guzman, un des *encomenderos* d'Izalco, est accusé de prendre chaque année « *plus de 160 cargas supplémentaires* » (MILLA, 1937). Dans d'autres cas, le village s'endette, le tribut impayé étant reporté sur l'année suivante et s'ajoutant à la quantité normalement due ; par exemple, en 1584, Caluco a une dette de 1 100 *cargas* (MAC LEOD, 1973). Il reste cependant vrai que les réajustements officiels peuvent suivre des tendances lourdes de la production.

Les dîmes perçues par l'évêché de Guatemala, qui ne sont qu'une partie de la dîme totale, ont pu être consultées, mais elles ne couvrent que le XVIIIe siècle (figure 17). Elles étaient payées en nature (cacao, maïs, bétail, fromages...), et revendues par le prêtre responsable de la collecte. La dîme – en fait généralement moins d'un dixième des ventes de chaque producteur – doit donc être un indicateur économique intéressant : sa baisse constante de 1743 à 1770 pour la région d'Izalco est à mettre en relation avec la chute probable, voire même la disparition, de la production de cacao à cette époque.

Enfin, les descriptions et les notes présentes dans les lettres ou les rapports espagnols apportent une appréciation contemporaine aux évolutions économiques. On décèle ainsi une dynamique de plantation en 1538, en 1550 et même en 1594. Tous les éléments témoignant de l'euphorie du boom se rencontrent au cours de la seconde moitié du XVIe siècle : enrichissement rapide et important des Espagnols [17], croissance accélérée de la ville commerçante de Sonsonate... Puis, aux préoccupations et à la mise en place des premières mesures [18] face au déclin de l'activité cacaoyère, succède la nostalgie du boom déjà lointain.

Toutes ces informations, même si elles sont peu nombreuses pour le XVIIe siècle, concordent donc pour décrire un cycle atteignant rapidement son apogée vers 1578-1585, suivi par une chute productive lente puis brutale vers le milieu du XVIIIe siècle.

Comme à Soconusco, ce sont des exploitations familiales indiennes qui constituent la base de la production cacaoyère, mais les *encomenderos* semblent s'être également impliqués directement en utilisant le *repartimiento* [19] pour mettre en place leurs propres plantations. C'est du moins ce qui ressort du recensement des tributs de 1548, où dans la région d'Izalco, on exige des Indiens qu'ils « *travaillent à la cacaoyère de l'encomendero* », ce qui semble spécifique à cette région. L'inventaire des plantations de la région en 1732, rapporté par LARDE Y LARIN (1980), ne mentionne plus ces plantations espagnoles ; à cette date, il y a encore près de 765 000 cacaoyers en production,

17. Juan de Guzman, *encomendero* d'Izalco, retournera en Espagne avec 70 000 *pesos* tirés du cacao (AGI/AG 10, 8 avril 1584).

18. Interdiction d'arracher des cacaoyers (AGG : A1.23 leg3671 f288) ; nomination de contrôleurs de plantation en 1654 (RUBIO SÁNCHEZ, 1985).

19. Droit à une certaine quantité de main-d'œuvre indienne accordé à quelques Espagnols (souvent *encomenderos* par ailleurs).

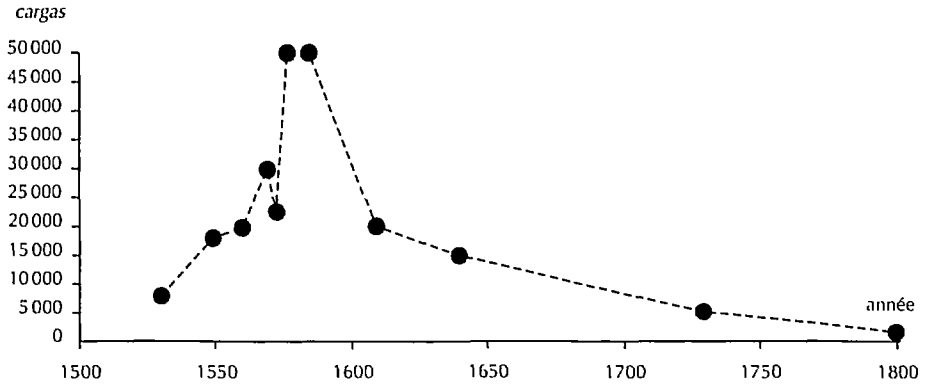


Figure 15. Volumes de cacao exportés à partir de la région d'Izalco et de Sonsonate.

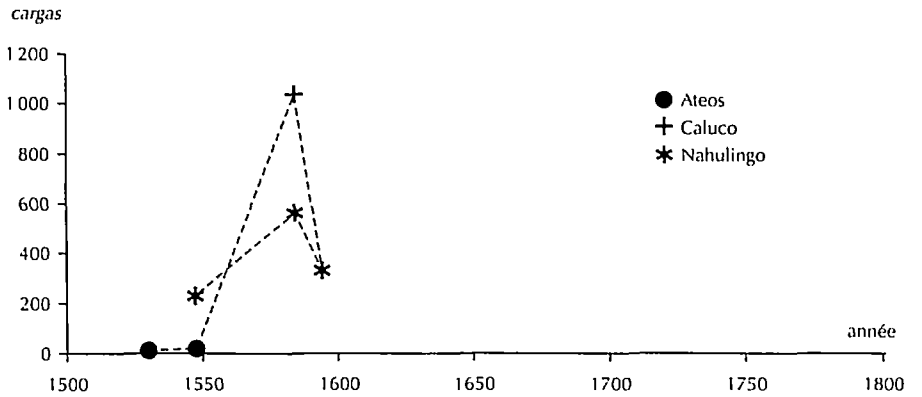


Figure 16. Tribut en cacao dans trois villages de la région d'Izalco.

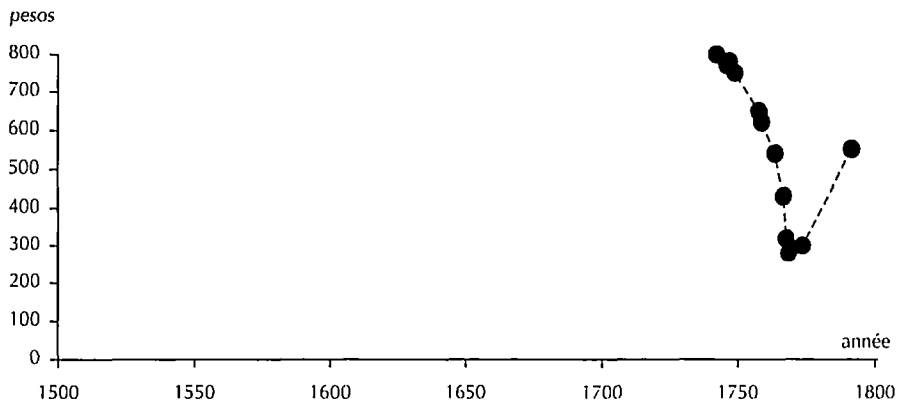


Figure 17. Dîmes perçues dans la région de Sonsonate.

répartis en 2 176 plantations indiennes, une famille pouvant posséder plusieurs plantations. Mais, trente-huit ans plus tard, CORTÉS Y LARRAZ (1770) indique que les plantations sont totalement abandonnées et ne produisent plus ; elles ont été partiellement remplacées par de la canne à sucre ou des bananiers. La « *désolation* » que présentent alors la région et sa capitale Sonsonate contraste avec les splendeurs de la fin du XVI^e^ siècle et du début du XVII^e^. Sonsonate était alors la seconde ville de toute la capitainerie du Guatemala après Santiago de Guatemala, et la région avait même obtenu une autonomie administrative avec un statut de province à part entière.

Le cycle du Costa Rica

CARLOS ROSÉS ALVARADO (1982) a fort bien décrit le boom cacaoyer survenu dans la région de Matina au Costa Rica. Contrairement aux deux cycles étudiés précédemment, il semble que les quelques groupes indiens de cette région peu peuplée et isolée ne produisaient pas – ou peu – de cacao avant l'arrivée des Espagnols. Les terres, au milieu du XVII^e^ siècle, ont été partiellement attribuées à quelques familles espagnoles de Cartago – l'ancienne capitale du Costa Rica – ou aux rares communautés indiennes locales. Des plantations ont été mises en place – les « *haciendas* de cacao » – le long du cours inférieur des rivières de cette basse terre atlantique, couverte d'une épaisse forêt tropicale. La forte pluviométrie – plus de 3 000 mm –, bien répartie tout au long de l'année, a souvent poussé les premiers planteurs à avoir recours au drainage, même si les riches sols forestiers alluviaux sont assez perméables.

Pour décrire l'évolution de la production cacaoyère, nous reprendrons les séries de données dépouillées par ROSÉS ALVARADO (*op. cit.*), en essayant de les recouper.

Les *haciendas* de cacao étaient le plus souvent établies sur des terres louées à un propriétaire de Cartago. Le locataire, un autre Espagnol, parfois un Métis, signait un bail pour planter et exploiter la cacaoyère. En plus du loyer perçu, le propriétaire conservait la plantation, qu'il pouvait éventuellement relouer à un autre locataire. Ce système semble s'être maintenu tout au long du cycle. La figure 18 présente l'évolution du nombre de baux de fermage pour les *haciendas* de cacao. Les baux recensés aux archives du Costa Rica semblent couvrir une bonne partie des locations ayant existé ; les actes étaient garantis par l'administration royale de Cartago et ont été bien conservés jusqu'à nos jours. Mais l'estimation du niveau de production d'après le nombre de baux reste imprécise, car nous ne possédons pas d'information sur l'évolution des surfaces moyennes louées par *hacienda*.

La figure 19 présente l'évolution du nombre de ventes de cacao enregistrées par l'administration. Les ventes de cacao devaient être contrôlées légalement par l'administration royale qui prélevait différentes taxes. Chaque vente enregistrée correspond bien à un convoi destiné à l'exportation vers Panama, le Nicaragua ou Cartagena. Mais de nombreuses transactions se faisaient en contrebande. Il faudrait connaître la part de cette contrebande mais aussi le volume commercialisé à chaque transaction pour avoir une indication précise du volume de cacao produit.

Entre 1678 et 1747, l'administration coloniale a recensé une dizaine de fois les cacaoyers « jeunes » et « en production » de la région de Matina, afin d'établir un impôt sur les plantations (figure 20). Les évaluations du nombre d'arbres ont généralement été effectuées sur la base des déclarations des propriétaires ou des locataires, plus que d'après des comptages directs. Pour cette raison, les chiffres sont certainement en dessous de la réalité, du moins en ce qui concerne les arbres en production. La forte proportion d'arbres déclarés « jeunes », qui reste à peu près constante sur la période, semble le confirmer. On peut toujours penser que l'omission probable de cacaoyers est restée plus ou moins proportionnelle au nombre total d'arbres.

Malgré les réserves émises sur la représentativité des indicateurs utilisés par rapport aux mouvements de la production, nous observons une bonne correspondance entre eux, qui tend à prouver que les tendances lourdes sont assez bien révélées : une phase d'expansion, assez lente, de 1670 à 1720, débouche sur une courte période d'apogée de 1720 à 1740 ; la proportion d'arbres « jeunes » est alors plus faible, traduisant un vieillissement des plantations en 1738. La phase de déclin qui suit est interrompue par un regain de production de 1770 à 1790, mais se termine par une disparition totale de la cacaoculture au tout début du XIX^{e} siècle.

L'absence d'indicateurs plus directs ou d'estimations de la production ne nous permet pas de mieux ajuster ces tendances. L'isolement de la région, le faible contrôle administratif de la Couronne espagnole, le poids de la contrebande, expliquent sans doute ce vide statistique. D'après le nombre d'arbres à l'apogée du cycle – probablement entre 200 000 et 300 000 – on peut estimer que la production atteignait 200 tonnes par an, ce qui donne au boom cacaoyer du Costa Rica une dimension modeste.

Les exploitations ne sont pas paysannes : elles sont gérées par un fermier ou un administrateur, qui utilise des esclaves noirs ou emploie quelques ouvriers agricoles. Les plantations ne dépassent pas les 5 000 arbres, mais un même propriétaire en loue souvent plusieurs. Quelques familles, qui possèdent une dizaine de plantations, ont accumulé un capital important sur la base de la production et du négoce du cacao. Elle constitueront vite la principale composante de la bourgeoisie costaricienne, qui consolidera sa domination foncière, mais augmentera surtout sa consommation importée.

Des cycles locaux au cycle centraméricain

La description de trois cycles locaux précise la nature des phénomènes économiques qui peuvent expliquer le déplacement de la production cacaoyère. Après une phase de démarrage plus ou moins rapide, la période d'euphorie ne dure généralement pas longtemps (20 à 30 ans), et la production peut décliner ensuite pendant de nombreuses décennies pour éventuellement disparaître brutalement. Il est possible de quantifier très grossièrement l'évolution de la production de la capitainerie du Guatemala en agrégeant les productions des principaux cycles locaux (figure 21). On retrouve alors un cycle productif centraméricain avec une production maximale autour de 1590. Le boom de

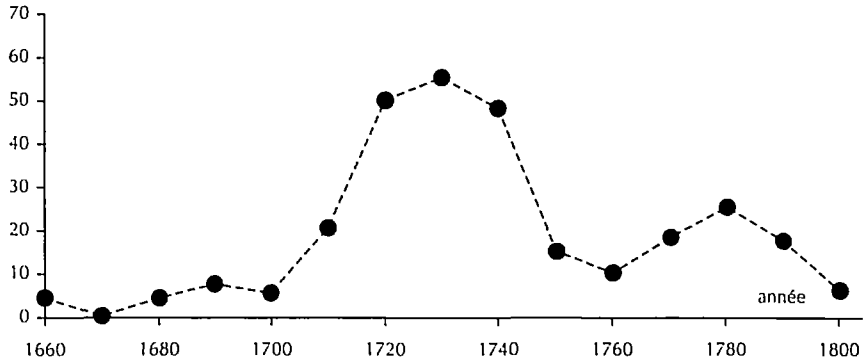


Figure 18. Nombre de baux pour plantations de cacao enregistrés par l'administration au Costa Rica

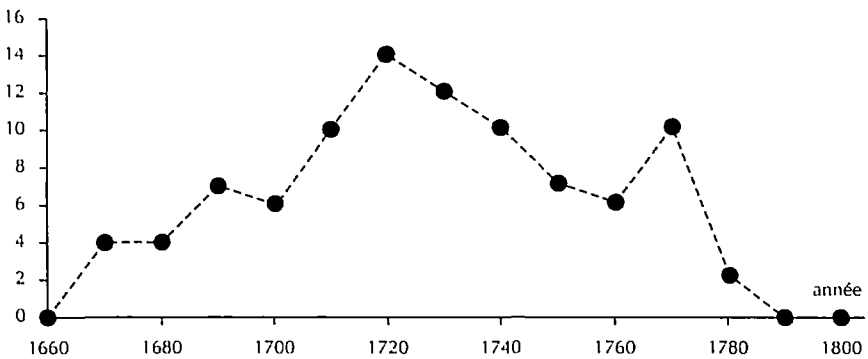


Figure 19. Nombre de transactions de cacao enregistrées par l'administration (exportations) au Costa Rica.

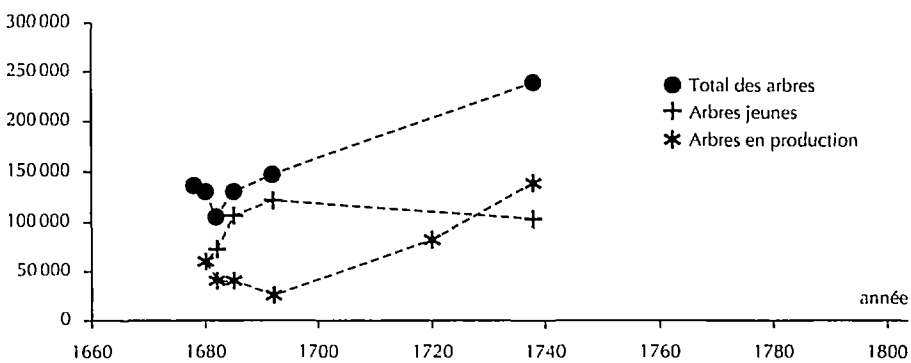


Figure 20. Nombre de cacaoyers recensés dans la région de Matina, au Costa Rica.

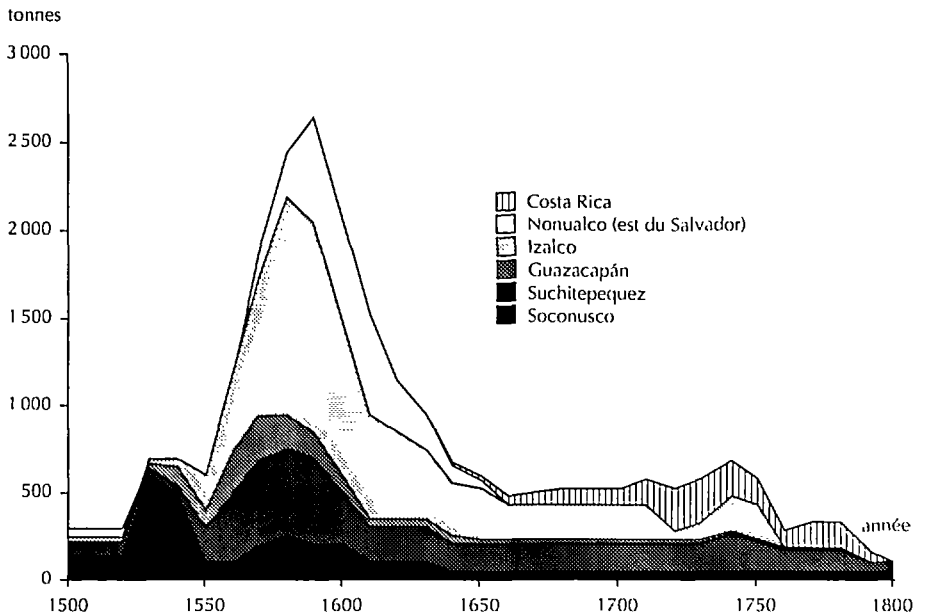


Figure 21. Estimation de la production cumulée de cacao sur la capitainerie du Guatemala (peu de données sur le XVII^e siècle).

Soconusco et celui du Costa Rica sont à l'origine de petits pics secondaires sur la courbe de production. Cette construction du cycle centraméricain concorde avec les diverses estimations globales effectuées au XVII^e siècle et à la fin du XVIII^e siècle, généralement pour alerter les autorités espagnoles sur le déclin cacaoyer. Les estimations font état de 100 000 *cargas* à la fin du XVI^e siècle (GARCIA PELAEZ, 1943) ; il est également mentionné 150 000 *cargas* à l'apogée du cycle (Diaro Centro America, 1881) ; on trouve ensuite 60 000 puis 25 000 *cargas* au XVII^e siècle (RUBIO SÁNCHEZ, 1958 ; MILLA, 1937), puis 15 000 *cargas* à la fin du XVIII^e siècle (Diario Centro America, 1881). Ces quantités peuvent être considérées comme minimales, car il faudrait ajouter la contrebande, l'autoconsommation, et une partie de la consommation intérieure de la capitainerie, qui sont mal connues.

La description de l'économie du cacao en Amérique centrale, animée par une succession de cycles locaux se déplaçant d'ouest en est, rappelle les mouvements survenus à l'échelle mondiale, ou ceux mis en évidence dans d'autres espaces régionaux ou nationaux, comme en Côte-d'Ivoire (RUF, 1988) et au Cameroun (LOSCH *et al.*, 1991). Ces similitudes formelles renforcent l'intérêt d'une recherche plus précise des déterminants de l'économie cacaoyère en Amérique centrale.

Les principaux déterminants de l'économie coloniale du cacao

L'analyse du fonctionnement de l'économie coloniale du cacao suppose la recherche et l'organisation des éléments susceptibles d'avoir des relations avec les cycles cacaoyers. Il faut également préciser la nature de ces relations, pour éventuellement mettre en évidence des éléments moteurs, des rétroactions ou des points de blocage. Pour cela, on repère des informations historiques qualitatives révélant – sans pouvoir réel de généralisation – les déterminismes possibles au sein de chaque zone cacaoyère. D'autre part, on examine, en essayant de les quantifier, les évolutions d'indicateurs des conditions de la production : prix, mesures réglementaires ou disponibilités en facteurs de production.

L'évolution du marché international du cacao

Le premier élément généralement avancé pour expliquer les mouvements de la production de cacao en Amérique centrale fait référence aux simples mécanismes d'un marché concurrentiel du cacao. La chute de la production au XVII[e] siècle serait due à la concurrence de Guayaquil et du Venezuela, qui auraient alors profité d'avantages comparatifs substantiels (BERGMAN, 1969 ; BROWNING, 1971). Le même mécanisme aurait joué entre les différents cycles centraméricains et expliquerait les déplacements successifs de la production. Avant d'appliquer ce schéma explicatif un peu réducteur, il convient d'examiner de manière plus précise les faits économiques.

Une demande méso-américaine puis européenne

L'évolution de la demande en cacao durant la période coloniale est assez difficile à apprécier à cause du manque de données précises, mais il est clair qu'après la conquête espagnole, le Mexique est le principal centre de consommation. Les importations européennes ne deviennent conséquentes qu'à partir du milieu du XVII^e siècle (MAC LEOD, 1973). Les booms cacaoyers centraméricains répondent donc avant tout à une demande mexicaine, qui s'explique par la poursuite des usages précolombiens ; le cacao y est toujours consommé sous forme de boisson tonifiante par les Indiens, puis, peu à peu, par les Espagnols, notamment après l'introduction de la canne à sucre. L'utilisation monétaire se maintient au cours du XVI^e siècle, pour disparaître ensuite peu à peu avec la diffusion des monnaies espagnoles frappées en Espagne ou dans les différentes capitaineries coloniales.

Il semble qu'après une baisse liée aux bouleversements de la conquête (chute de la population indienne, désorganisation économique et sociale...), la demande mexicaine se soit accrue progressivement à partir du milieu du XVI^e siècle. On observe du moins une augmentation de la consommation par habitant. De nombreux auteurs [1] évoquent une « popularisation » de la consommation en cacao, qui résulterait de la levée des interdits qui la touchaient. Si la forte valorisation sociale du cacao a pu effectivement inciter les populations indiennes à en consommer, il faut sans doute invoquer aussi une simple réponse à une baisse du prix relatif du cacao, due à une modification du rapport entre l'offre et la demande ; en effet, la production cacaoyère était vraisemblablement supérieure à celle de l'époque précolombienne, alors que les consommateurs potentiels étaient beaucoup moins nombreux et que le coût du transport avait baissé. Le « chocolat » est en tout cas peu à peu passé d'une boisson prestigieuse et relativement chère, à une boisson populaire mexicaine. Quant à l'impact de la fonction monétaire du cacao sur sa demande, il est difficilement appréciable.

A côté de la demande mexicaine, la demande intérieure de la capitainerie du Guatemala a conservé un poids important jusqu'au milieu du XIX^e siècle, avant que le café ne se substitue au cacao comme boisson chaude populaire. Un rapport du XVIII^e siècle (ECHEVERS, 1742) estime que la consommation moyenne d'un Indien est au moins de 3 kg de cacao par an, ce qui, appliqué à la population totale de la capitainerie [2], nous donne une quantité minimale consommée de 1 500 tonnes par an pour la fin du XVIII^e siècle. Ces 1 500 tonnes ou 50 000 *cargas* sont, à partir de la moitié du XVII^e siècle, à peine couvertes par la production intérieure et comprennent, certaines années, une proportion non négligeable de fèves importées de Guayaquil.

En fait, la destination des fèves était liée à leur qualité ; le cacao centraméricain est toujours décrit comme étant d'excellente qualité, classée « fine » ou « *flavor* » (BERGMAN, 1959) ; il a continué à être exporté vers le Mexique, puis vers l'Europe, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, ainsi que vers les

1. Sur la base notamment des observations de GAGE (1630) et TORQUEMEDA (1723) ; voir aussi BERGMAN (1969).

2. 421 000 habitants dans le diocèse de Guatemala vers 1770 selon GARCIA ANOVEROS (1987). Il faut rajouter la population du Nicaragua, du Costa Rica et du Honduras.

Philippines et l'Amérique du Sud au début du XVIIe siècle. Du cacao de mauvaise qualité était importé pour couvrir une partie de la demande populaire interne.

En Europe, le chocolat est devenu, à partir du milieu du XVIIe siècle, une boisson très prisée des cercles aristocratiques (BRAUDEL, 1979) et sa consommation s'est étendue progressivement à l'ensemble des bourgeoisies européennes. Mais le développement de cette demande, intéressant les circuits économiques du monde occidental – les importations se font essentiellement par Séville et par Amsterdam – ne semble pas avoir eu de répercussion sur la production centraméricaine, en déclin depuis le début du XVIIe siècle.

L'offre de régions concurrentes

Le marché international du cacao a vu arriver au XVIIe siècle de nouvelles régions productrices, hors de la capitainerie du Guatemala. Après un écroulement assez rapide de la production mexicaine au début du XVIe siècle, puis la période de monopole guatémaltèque jusqu'au début du XVIIe siècle, l'Equateur (Guayaquil), le Venezuela (régions de Caracas et de Maracaibo) et certaines îles des Caraïbes (Trinidad, Jamaïque) connaissent à leur tour des booms cacaoyers. L'enjeu réside au début dans le marché mexicain. En 1638, le cacao en provenance de Guayaquil et du Venezuela représente déjà près de 40 % des importations légales de la ville de Mexico (ARCILAS FARIAS, 1950), contre 55 % en provenance de l'ensemble de la capitainerie du Guatemala. Les exportations du Venezuela vers Mexico passent de 115 tonnes à cette date à plus de 600 tonnes à la fin du siècle *(ibid.)*. Les exportations de Guayaquil vers Mexico sont encore plus importantes : 20 000 *cargas* sont enregistrées hors contrebande à la fin du XVIIe siècle (CHIRIBOGA, 1980). L'ouverture européenne profitera ensuite largement à ces régions, et avant tout au Venezuela.

La concurrence entre le cacao guatémaltèque et celui d'autres régions a donc pu être assez vive, mais cette concurrence n'est intervenue, semble-t-il, que plusieurs décennies après l'amorce du déclin cacaoyer guatémaltèque.

Les déterminants des prix du cacao

Après avoir situé l'offre et la demande, l'analyse de l'évolution des prix du cacao va apporter quelques précisions sur l'articulation de l'économie du cacao guatémaltèque avec les conditions du marché externe. Il a été possible de dresser une série des prix ayant cours dans la capitainerie (annexe 6). Elle couvre assez bien les trois siècles de colonisation espagnole, mais doit être lue avec précaution, car les sources d'information sont loin d'être homogènes.

Les prix relevés correspondent généralement aux transactions entre marchands espagnols – « grossistes » – au départ des zones de production. Ce sont les prix que prend en compte l'administration espagnole, et avec lesquels elle estime parfois la valeur de la production sur une région précise. Mais quelquefois, le type de transaction et sa place au sein de la filière ne sont pas explicites. La collecte du cacao se faisant sous forme de tribut, de dîme, de troc ou par coercition, et en fonction du rapport de force local, il est difficile d'établir réellement un prix payé au producteur ; on peut seulement calculer

un équivalent. Pour les quelques prix à la production trouvés, l'écart avec le « prix de gros » ne semble pas trop important ; par exemple, en 1548, la *carga* de cacao est payée 60 à 70 *reales*[3] aux producteurs à Izalco, pour un prix de gros de 80 à 90 *reales* à Sonsonate.

Il existe une variation géographique des prix. Elle peut être mise en évidence les années où nous disposons des prix au départ de plusieurs zones de production. Le prix baisse apparemment avec l'éloignement de Mexico ; il est plus élevé à Soconusco qu'à Izalco, et plus élevé à Izalco qu'au Costa Rica. L'écart le plus important se situe, bien sûr, entre le prix à Mexico[4] et celui des zones productrices guatémaltèques. Il apparaît clairement que le prix se fixait à Mexico et se répercutait ensuite dans les régions productrices, en fonction des coûts de transport et du rapport de force local, une fois les marges et les taxes fixes prélevées. Mais l'autonomie du marché intérieur guatémaltèque semble s'être peu à peu affirmée à la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, le prix intérieur du cacao devenant relativement indépendant de Mexico à coup de mesures protectionnistes successives.

La notion de qualité des fèves intervient aussi pour la définition du prix ; des classements de « crus » de cacao sont parfois établis (Diario Centro America, 1881). Tous les prix rassemblés portent sur du cacao de bonne qualité.

Il existe également une variation saisonnière des cours, mise en évidence lorsque l'on dispose de plusieurs prix pour une même année. Elle s'explique sans doute par un fonctionnement discontinu des transports, que régulent imparfaitement les agents stockeurs, notamment à Mexico, et par les variations productives de chaque région. Dans ces conditions, une référence unique de prix pour une année ne fournit qu'un ordre de grandeur, ce qui limite la précision de la courbe de prix ; mais la plupart des références sont déjà des prix moyens. Par ailleurs, la variation annuelle maximum des prix est de 40 % pour 1663, mais se situe généralement autour de 10 %.

Tous les prix rapportés sont donnés en *reales* courants et non constants parce que les mouvements monétaires sont peu connus. On peut supposer que ceux qui affectaient l'Espagne se sont partiellement répercutés sur les économies périphériques américaines : inflation sensible au cours du XVI^e siècle, en partie liée à l'afflux de métaux américains, mais aussi à la diffusion du crédit, puis, succession de déflations et d'inflations au cours du XVII^e siècle, où le poids en or ou en argent des différentes monnaies est souvent révisé (Brignoli et Cardoso, 1977). Ces mouvements ont probablement été amortis dans la capitainerie du Guatemala, qui disposait d'une faible masse monétaire. Une fois l'or expédié en Europe, les échanges se sont souvent effectués sous forme de troc avec l'Espagne.

Les soixante références de prix ne sont donc pas parfaitement homogènes, mais les biais ne sont sans doute pas très importants. Il est possible de tracer l'ébauche d'une courbe de prix (figure 22), avec certaines séquences beau-

3. Huit *reales* font un *peso*.

4. Petite série de prix entre 1525 et 1652, rapportée par Mac Leod (1973).

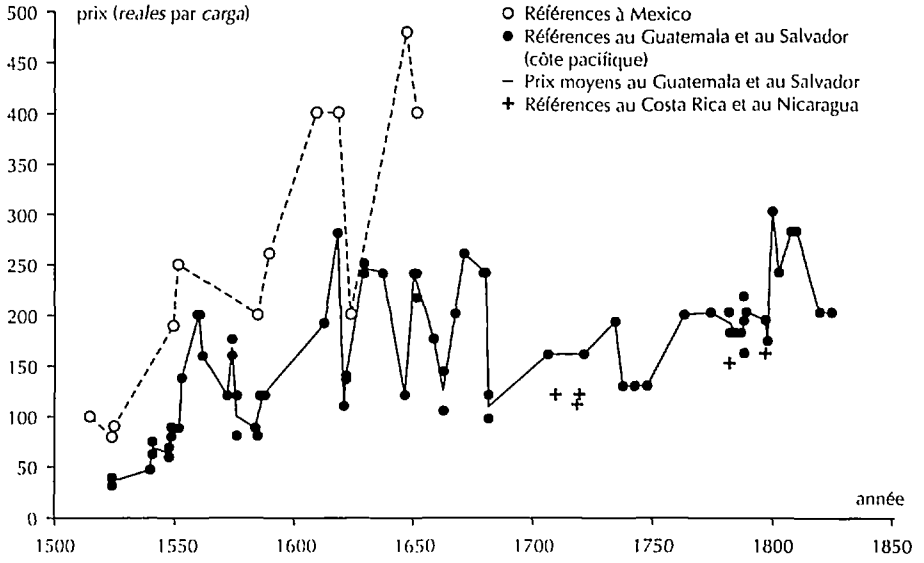


Figure 22. Prix de la carga *de cacao dans la capitainerie du Guatemala et à Mexico.*

coup plus fiables que d'autres. Les commentaires contemporains à l'évolution de ces prix sont extrêmement précieux et confortent dans tous les cas les tendances observées.

L'évolution des cours du cacao

L'interprétation de la courbe des prix se fait en la confrontant aux cycles centraméricains du cacao, à l'évolution estimée de la demande et de l'offre externe, et aux interventions de l'administration espagnole sur le marché du cacao. Il est possible de dégager trois grandes périodes.

De la « conquête » à 1620, les cours du cacao reflètent parfaitement l'évolution de la production centraméricaine face à la demande mexicaine ; la capitainerie du Guatemala est alors la première région productrice dans le monde. L'augmentation des prix à Mexico et au Guatemala après l'arrivée des Espagnols, due à l'inflation, à la chute de la production mexicaine et au réamorçage relatif de la demande en cacao, s'accélère entre 1550 et 1560, au moment de la première crise de Soconusco. La hausse du prix ne relance pas tout de suite la production de cette province, mais pousse probablement celle de Suchitepequez et d' Izalco. Les prix chutent ensuite à 10 *pesos* par *carga* entre 1580 et 1590, à l'apogée du cycle d'Izalco ; ils remontent ensuite progressivement jusqu'en 1620, alors que la production guatémaltèque décline.

Cette confrontation des prix avec les cycles de production nous permet d'éliminer définitivement deux explications possibles. Ce n'est pas la concurrence avec le Venezuela ou l'Equateur qui a entraîné la crise cacaoyère ; celle-ci a eu lieu bien avant et s'est prolongée alors que les prix du cacao montaient. La

crise ne résulte pas non plus d'un processus endogène d'ajustement de l'offre guatémaltèque à une baisse trop forte des prix qu'elle aurait engendrée (comme pour les cycles du porc en France). En trois décennies de hausse du prix du cacao, atteignant 100 % à Mexico comme au Guatemala, les planteurs auraient eu tout le temps de replanter des cacaoyers, s'ils n'avaient répondu qu'aux conditions du marché et si l'accès aux facteurs de production n'avait pas été limité. Il y a, à l'évidence, des déterminants de l'offre qui se situent hors des stricts mécanismes du marché concurrentiel, et qui ont empêché le redémarrage du cycle sur une même région.

De 1620 à la fin du XVII^e siècle, les prix du cacao connaissent une succession de hausses et de baisses brutales, rapportées par de nombreuses lettres des administrateurs espagnols [5]. La concurrence entre les différents pays producteurs est forte. Les chutes des cours sont dues à l'entrée massive de cacao équatorien (en 1620) ou vénézuélien. Les hausses, tout aussi rapides, sont le résultat de baisses conjoncturelles de la production d'un des pays, comme pendant la courte crise en Equateur vers 1630, ou de mesures protectionnistes qui visent à préserver la production du Guatemala. Ces mesures sont accordées par le roi, sous les pressions conjointes des Espagnols du Guatemala et du Venezuela contre l'Equateur. Des décrets interdisant le commerce entre Guayaquil et le Mexique sont pris en 1627, 1631 et 1650 ; d'autres visant les échanges entre Guayaquil et le Guatemala entrent en vigueur en 1635 et 1685 (PARDO, 1944 ; RUBIO SÁNCHEZ, 1973).

Il est intéressant de remarquer qu'au cours du XVII^e siècle, les fluctuations des prix se font entre deux niveaux assez constants, traduisant probablement deux équilibres précis entre l'offre et la demande. Le niveau le plus faible se situe autour de 100 *reales*. Il correspond, si l'on néglige l'inflation, au prix du cacao en plein boom de la fin du XVI^e siècle. Le niveau le plus élevé, surtout durant les périodes protectionnistes, n'entraîne pas de relance marquée de la production, mais favorise sans doute le boom de la côte atlantique costaricienne. Le manque de données sur la production de cacao du XVII^e siècle nous empêche de conclure précisément sur l'influence de la variation des prix ; toutefois, celle-ci ne modifie pas de façon importante la tendance régressive de la production.

Le XVIII^e siècle présente une plus grande stabilité des cours, due au poids du marché intérieur guatémaltèque, relativement protégé jusque vers 1780, même si du cacao équatorien y entre régulièrement en contrebande. Les exportations sont réduites aux marchés de cacao de qualité, mexicains et européens.

L'analyse du marché du cacao nous permet donc d'infirmer les explications couramment avancées pour expliquer la crise cacaoyère du Guatemala. La concurrence externe ou interne à la capitainerie du Guatemala n'est pas la cause directe du déclin cacaoyer. L'existence d'une différence de prix importante entre Mexico et les régions productrices est bien une condition essentielle pour le démarrage des cycles de production, grâce au rôle moteur de la demande, mais semble incapable d'enrayer ensuite le déclin de la production

5. Voir par exemple AGG : A1.23 leg 1525 f231 ; A1.25 leg 1680 f10-335...

et de réamorcer durablement de nouveaux cycles sur la même région. Il faut donc envisager l'existence de contraintes structurelles jouant sur l'offre, qui empêcheraient ou dévieraient la réponse des systèmes de production aux conditions du marché.

Un manque chronique de main-d'œuvre

Le manque de main-d'œuvre disponible dans les régions cacaoyères semble avoir été une des contraintes majeures ayant limité l'expansion des cycles productifs. Le problème est constamment évoqué dans les documents d'époque, pour chacun des booms étudiés (annexe 3).

Une forte mortalité

Le manque de main-d'œuvre est tout d'abord la conséquence de la catastrophe démographique qui suit l'arrivée des Espagnols : la population indienne du Mexique central serait passée de 25 millions en 1519 à 2,6 millions en 1568 (BRIGNOLI ET CARDOSO, 1977) ; celle du Salvador de 130 000 à 50 000 (BARON CASTRO, 1942). Les causes de cette hécatombe générale se trouvent à la fois dans les maladies introduites par les Espagnols – les Indiens se trouvent alors sans défenses immunitaires – les captures d'esclaves envoyés dans les mines du Panama et du Pérou [6], les massacres de la conquête, les excès du travail forcé imposé par les Espagnols, des famines importantes comme en 1570, en partie liées à la destruction de l'ancien ordre social, etc.

La mortalité indienne semble avoir été encore plus forte dans les régions chaudes et humides productrices de cacao. La population précolombienne de Soconusco, qui est estimée à près de 70 000 Indiens, chute à moins de 7 000 vers 1570 (GASCO, 1987). La densité de population ne revient au niveau de l'époque précolombienne que vers 1910. Il s'agit à l'évidence du principal déterminant de la première crise que connaît Soconusco, de 1550 à 1570 ; les plantations mises en place sous l'impulsion des premiers *encomenderos* ne peuvent être que partiellement récoltées (MAC LEOD, 1973).

Les migrations

Sur la côte pacifique, les plantations demandent un travail assez intensif (irrigation, drainage, désherbage, récoltes) et les cycles suivants vont largement se réaliser grâce à d'importantes migrations de main-d'œuvre indienne à partir des hautes terres. Ces migrations sont plus ou moins « spontanées », ou parfois organisées par les Espagnols contre l'avis de l'administration. Les frères Cadena, Gallegos et Viana rapportent par exemple en 1574 que les Indiens de Verapaz au Mexique vont travailler dans les plantations des Indiens d'Izalco *« pour gagner leur tribut et leur chemise* [7] *»*. Au lieu de gagner 40 fèves de

6. Sans doute près de 400 000 Indiens ont été exportés du Nicaragua entre 1527 et 1536, si l'on se réfère à un décompte des bateaux d'esclaves au départ du Nicaragua (CIERA, 1985). Cela est confirmé par OVIEDO (1944).

7. Cité par LARDE Y LARIN (1983), d'après la *Relación de la provincia y tierra de Verapaza* de Coban, en 1574.

cacao par jour chez eux, ils en gagnent près de 400 à Izalco. JUAN DE PINEDA (1594) ajoute un peu plus tard que « *de 500 Indiens qui partent, seulement 400 reviennent* ». De nombreux Indiens meurent dans les plantations, d'autres s'installent définitivement dans la région et cultivent leur propre cacaoyère. Ainsi, en 1584, sur les 1 200 Indiens tributaires des villages cacaoyers d'Izalco, Nahulingo et Caluco, seulement 210 sont originaires de la région, alors qu'ils étaient plus de 2 000 quarante ans plus tôt (MAC LEOD, 1973). On retrouve le même phénomène à Soconusco, où les migrations ont sans doute permis la reprise de la production entre 1570 et 1610 : en 1599, il est indiqué que plusieurs villages indiens, tels que Cuilco ou Tacualoya, avaient été fondés par des Indiens venus des hautes terres guatémaltèques ; ceux-ci devaient, en échange de leurs nouvelles terres, travailler dans les cacaoyères des Indiens originaires de Huehuetlán [8]. Les Espagnols de Soconusco ont écrit plusieurs lettres au roi [9], demandant la permission d'opérer des transferts massifs de population indienne.

Sur la côte atlantique du Costa Rica, peu peuplée à l'époque précolombienne, les Espagnols organisent directement des expéditions chez les Indiens de Talamaque, encore insoumis au XVII[e] siècle, pour approvisionner en main-d'œuvre bon marché leurs plantations naissantes (ROSÉS ALVARADO, 1982). Suite à l'épuisement de cette ressource et à l'interdiction royale de 1690, le recours aux esclaves noirs se généralise au début du XVIII[e] siècle. Mais leur coût relativement élevé [10] et les difficultés à les contrôler limiteront leur nombre par plantation – dix esclaves noirs au maximum par *hacienda* – et par là même la superficie des cacaoyères.

Le contrôle de la force de travail

Dans chacune des régions productrices, les Espagnols – *encomenderos*, propriétaires de plantations, administrateurs – font pourtant tout pour utiliser au maximum la main-d'œuvre existante. Au début, ils ne se préoccupent pas de son renouvellement. Ils en tiendront compte quand cette force de travail fera cruellement défaut. Le système du *repartimiento* leur permet de disposer directement de la main-d'œuvre indienne pendant plusieurs jours par semaine sur leurs propres plantations (à Izalco, au Costa Rica), ou de l'assigner à certaines plantations indiennes (à Soconusco). Le schéma général, sur la côte pacifique, est un encadrement serré des plantations paysannes par des contrôleurs, privés ou officiels. Ils sont chargés d'estimer les récoltes sur pied, de veiller à l'adéquation et au paiement du tribut et surtout d'imposer la plantation de nouveaux cacaoyers, même si cela semble sous-estimer les besoins ultérieurs en travail pour l'entretien et la récolte. Ces contrôles justifieront la création d'une fonction administrative spécifique, le « *juez de plantacion* » (juge de plantation).

---

8. D'après les *Plaintes des Indiens de Cuilco, Tacualoya, Tepeguiz et Namapa* (AGG : A3.16 leg351 f4485).

9. AGG : A1.23 leg 1513 f649 (1585) ; A1.23 leg4576 f26 (1618)...

10. Les esclaves noirs sont souvent troqués contre du cacao ; on trouve par exemple dans les archives du Costa Rica la référence d'un esclave échangé contre 35 *zurrones* de cacao, soit près d'une tonne.

Les migrations de main-d'œuvre se ralentissent considérablement au début du XVII[e] siècle, et les demandes de transfert de population sont refusées par l'administration royale, sous la pression de prêtres et d'*encomenderos* des hautes terres qui voient le nombre de « leurs » Indiens se réduire. L'administration cherche aussi à préserver à long terme la base économique de son pouvoir, constituée exclusivement par le travail indien, et clairement menacée par la forte mortalité indienne dans les plantations.

Le « taux d'exploitation du travail » semble parallèlement baisser dans les zones cacaoyères, puisqu'il faut cette fois préserver la main-d'œuvre disponible sur place. On note une suspension de certains contrôles (interdictions renouvelées des juges de plantation), une baisse du montant du tribut, etc. ; mais le débat est vif entre Espagnols sur l'opportunité ou non des mesures coercitives. Au Costa Rica, le coût et le contrôle difficile des esclaves poussent les planteurs à proposer des mesures « d'intéressement » : promesse de libération en échange d'une certaine durée de travail sur les cacaoyères, location-vente des parcelles, etc. (ROSÉS ALVARADO, 1982).

Les relations étroites entre disponibilité en main-d'œuvre et nature du cycle cacaoyer sont certaines. Le sens de la causalité l'est sans doute moins ; les migrations peuvent cesser parce que la rémunération du travail est moins élevée ou parce que le volume de la production cacaoyère se réduit. La quantité de travail disponible semble cependant avoir une influence primordiale sur la phase de croissance de la production, en limitant son intensité. Ainsi, le cycle du Costa Rica est beaucoup plus amorti que celui d'Izalco, qui touche une zone densément peuplée. Aucun cycle, sauf celui du Costa Rica, ne se met en place sur les côtes atlantiques, écologiquement favorables mais peu peuplées. On peut aussi accorder un certain crédit aux plaintes d'Espagnols faisant état de la *« décadence de la production par manque de bras* [11] » ou de plantations *« laissées par les Indiens morts et sans nouveau propriétaire »* (PINEDA, 1594).

Cette influence ne joue sans doute plus lors de la période de long déclin, puisque la population des zones cacaoyères a notablement augmenté au XVIII[e] siècle, sans conséquence sur la production ; c'est le cas par exemple pour la population du village d'Izalco, qui passe de 4 500 habitants en 1550 à 9 215 en 1768 (BROWNING, 1971).

Transformation et fragilisation du complexe agroécologique de plantation

Un ensemble d'éléments étroitement liés, concernant les exigences agronomiques des cacaoyers et les systèmes agraires, semble avoir joué un rôle important dans la dynamique cacaoyère. L'information à ce sujet est réduite car l'agronomie n'existait pas en tant que science, et il faut donc se contenter d'hypothèses, à partir d'indications historiques indirectes et de données comparatives.

11. AGG : A1.23 leg 4576 f26. Ces plaintes sont peut être exagérées et cherchent à contrer la politique de l'administration en matière de contrôle des populations indiennes.

Les inconvénients de la monoculture

Il est à peu près certain que lors des booms, les systèmes agraires se sont rapidement spécialisés pour s'orienter parfois vers une quasi-monoculture cacaoyère. Les plantations couvraient sans doute près de 100 km² à Izalco (GARCIA DE PALACIO, 1576) et une partie de l'alimentation était importée. A Guazacapán, *« tant de terre était plantée en cacao qu'il n'y en avait plus pour le maïs »* (RUBIO SÁNCHEZ, 1985). Dans la région de Soconuso, l'estimation de la production annuelle de cacao par Indien tributaire passe de 6 kg avant la conquête à plus de 100 kg vers 1575. Il s'agit à l'évidence d'une rupture avec les systèmes agraires précolombiens plus diversifiés, la dépendance économique externe ayant parfois des conséquences dramatiques, comme lors de la disette de 1570 [12].

Cette spécialisation se fait essentiellement, sur la côte pacifique, par diffusion des systèmes de production relativement intensifs qu'avaient mis au point certaines communautés indiennes. Les Espagnols introduisent quelques innovations techniques dans l'outillage : hache en fer, houe, machette... Ils organisent parfois de nouveaux systèmes d'irrigation comme à Soconusco [13], mais se contentent le plus souvent de promouvoir les techniques indiennes, que Juan de Torquemeda compare rapidement avec celles qui étaient utilisées dans les oliveraies espagnoles. On peut supposer que la quasi-monoculture cacaoyère entraîne alors une accélération de la dégradation des conditions agroécologiques. On retrouve ici le schéma de la « rente forestière », tel qu'il a été difini par RUF (1987, 1989) à partir du cas de la Côte-d'Ivoire et de la Malaisie.

La culture pérenne du cacao, avec des rendements d'au moins 150 à 200 kg de graines par hectare, exporte une grande quantité d'éléments minéraux. Cela se traduit probablement à long terme par une baisse de la fertilité minérale, et donc des rendements, même si la richesse des sols volcaniques et la plantation de légumineuses d'ombrage retardent la crise de fertilité et permettent plusieurs replantations. Avec l'accroissement des surfaces cacaoyères, les repousses forestières au sein des systèmes agraires sont fortement limitées, ce qui remet en cause le processus antérieur de reconstitution de la fertilité. Par ailleurs, il semble qu'aucun transfert de fertilité n'ait été pratiqué.

Les mauvaises herbes envahissent progressivement les plantations, surtout si l'ensoleillement augmente, et sont de plus en plus difficiles à combattre. Le désherbage est pourtant nécessaire, notamment quand il existe un système de drainage par rigoles, que les mauvaises herbes risquent d'envahir. Cette opération technique est mentionnée dans de nombreuses lettres ou descriptions du *repartimiento* : *« que les Indiens nettoient les plantations »* (CERRATO, 1548). De passage en 1768 à Nahulingo, Cortés y Larraz remarque de son côté que *« les Indiens ne nettoient plus leurs plantations »* déjà trop envahies par les broussailles, ce qui est alors attribué à leur *« paresse naturelle »*...

12. On trouve également une période de disette vers 1642. Elle est attribuée à la disparition des juges de plantations, qui *« forçaient les Indiens à semer aussi du maïs »* (RUBIO SÁNCHEZ, 1985).

13. AGI/AG 44, 26 janvier 1566 : *« le premier système d'irrigation de la province »*. Cela tend à prouver l'absence de système d'irrigation précolombien à Soconusco, où, il est vrai, la saison sèche est assez peu marquée.

L'extension des plantations a entraîné un afflux de nuisibles ou de maladies : les nombreux ravages causés par les bandes de perroquets ou les sauterelles exigent les interventions répétées des Indiens. Il est ainsi fait mention dans le manuscrit *Indios de Atitlán* que les plantations d'Atitlán ont subi de graves dommages de la part des perroquets, car *« il n'y avait plus personne pour garder les cacaoyères »* (MILLON, 1955). De même, les archives épiscopales évoquent à plusieurs reprises les dégâts causés par des ravageurs au cours du XVIII[e] siècle dans la région d'Izalco (AEG : dîmes, Sonsonate, 1775). En 1768, dans la même région, Cortés y Larraz observe les Indiens *« occupés à détruire les sauterelles »*.

Enfin, il semble que la protection physique des cacaoyers s'amenuise au fur et à mesure du vieillissement de la plantation, peut-être à cause de la diminution de l'ombrage ; le soleil, les vents sont souvent rendus responsables de baisses de production (PONCE, 1586).

La raréfaction des espaces disponibles

Les difficultés pour maintenir à long terme des plantations relativement intensives qui épuisent les sols entraînent souvent leur abandon et la replantation de cacaoyers sur d'autres parcelles, si possible boisées. Au Costa Rica, les cacaoyères sont systématiquement réinstallées plus loin dans la forêt, ou le long du fleuve, la terre et la forêt étant largement disponibles. Sur la côte pacifique, par contre, les parcelles de forêt étaient sûrement peu nombreuses.

Il faut effectivement souligner l'importance de l'espace écologiquement favorable disponible dans une région donnée, et plus précisément du capital forestier – ou de repousse forestière. Ce capital forestier constitue une condition propice pour l'installation d'une plantation, en offrant une réserve de fertilité, l'absence d'adventices et de maladies, et une protection assurée par les arbres restants (RUF, 1988). Sur la côte pacifique guatémaltèque, l'étage écologique optimal est relativement limité, entre la plaine basse mal drainée et la chaîne côtière trop froide. De plus, vu la densité de population précolombienne assez élevée, qui se situait entre 10 et 20 habitants au km^2, et l'occupation ancienne de la région, cet espace devait déjà être défriché en grande partie [14]. Le capital écologique favorable à la cacaoculture a dû être rapidement consommé dans les zones où existaient déjà quelques cacaoyères précolombiennes, comme Soconusco ou Izalco, puis dans les autres régions, comme à l'est du Salvador.

On peut cependant penser que la chute démographique liée à la conquête espagnole a retardé ce phénomène en entraînant une baisse de la pression foncière et donc une extension possible du recrû forestier. Mais, dans beaucoup d'endroits, l'élevage bovin a été introduit par les Espagnols sur les terres en friche et a court-circuité le cycle de reconstitution de la fertilité. A la fin du XVI[e] siècle, PONCE (1586) mentionne déjà quelques prairies à Soconusco ; MAC LEOD (1973), d'après des documents postérieurs, conclut que l'élevage était devenu plus important que le cacao à la fin du XVII[e] siècle, ce qui *« suggère que la plupart de la couverture forestière avait été coupée ou brûlée »*.

14. La densité était sans doute plus forte autour d'Izalco ; on était alors probablement à la limite des capacités de reproduction de la défriche-brûlis (BARON CASTRO, 1942).

Des productivités différentes selon les régions

Les conditions agroécologiques doivent être comparées entre les différentes régions productrices, de manière à déterminer leurs avantages comparatifs « naturels ». On a souvent affirmé que les cacaoyers centraméricains étaient plus fragiles et moins productifs que les variétés équatoriennes ou vénézuéliennes. WHITE (1983) a même avancé l'existence en Amérique du Sud d'un insecte pollinisateur absent d'Amérique centrale. En fait, des variétés plus productives et donnant du cacao de qualité inférieure étaient également présentes en Amérique centrale. On a également affirmé que la saison sèche de deux à quatre mois sur la côte pacifique était un handicap important. Sur ce point, l'information est assez contradictoire : les rendements sont estimés selon les sources dans une fourchette de 100 à 800 kg par hectare, la qualité des fèves a pu compenser des rendements faibles et la saison sèche avec irrigation pouvait être un atout en opérant une coupure phytosanitaire.

Les différences de conditions naturelles ne peuvent être analysées économiquement qu'en tenant compte des systèmes de production spécifiques mis en place dans chaque région et de la productivité du travail qu'ils impliquent. Les systèmes de production de la côte pacifique du Guatemala, capables de produire du cacao dans des conditions d'épuisement relatif des ressources forestières, exigeaient plus de travail, pour des rendements sans doute inférieurs, que ceux des vallées d'Equateur encore non défrichées. Les techniques intensives guatémaltèques – pour ce qui est du travail – pouvaient entraîner un gain de productivité par rapport à des techniques plus extensives en condition de relative saturation foncière, mais pas en condition de forte disponibilité en terres « vierges ». Ces différences de productivité, et donc de coût de production, ont joué aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles : autour de 1650, le prix de la *carga* de cacao au départ de Guayaquil est de 6 *pesos* (CHIRIBOGA, 1980), contre 15 *pesos* à Soconusco, sans que la production équatorienne ne semble affectée. Mais, si cette différence de productivité a contribué à pérenniser le déclin cacaoyer centraméricain, nous avons vu qu'il ne fallait pas y chercher l'élément moteur de la crise.

Par contre, la rente différentielle agroécologique diminue bien dans une même région, au fur et à mesure du vieillissement des plantations et de l'épuisement des dernières ressources forestières. Sur la côte pacifique, cette évolution pourrait expliquer en partie l'intensité et la durée des cycles. Au Costa Rica, les meilleures terres le long des fleuves atlantiques ont été rapidement défrichées, mais cela ne semble pas avoir joué de rôle déterminant.

Les politiques économiques

L'ensemble des mesures fiscales, juridiques et économiques qu'impose l'administration espagnole joue un rôle important dans l'économie centraméricaine du cacao. Ces mesures étaient le principal objet des lettres ou rapports royaux et faisaient l'objet de luttes entre les différents groupes sociaux de la capitainerie. Il faut bien sûr prendre soin de distinguer dans ces informations l'implicite et l'explicite, le discours officiel, ses applications et ses effets réels.

L'ensemble des mesures prises vise en premier lieu l'organisation du prélèvement sur la production et les échanges, ainsi que la répartition de ce surplus entre les différents groupes sociaux dominants espagnols. Au travers des textes et décrets transparaît une approche mercantiliste, qui privilégie la recherche de l'accumulation, notamment des métaux précieux, sans opérer une analyse précise des conditions réelles de la production des richesses et des effets pervers qu'entraînent justement les mesures prises. Le cacao, en tant que produit d'exportation à haute valeur marchande, issu de plantations facilement contrôlables, se prêtait tout à fait à ces prélèvements.

Les taxes à la production

Une grande partie des récoltes était consacrée au paiement par les producteurs des différents tributs :
– le tribut du « *toston* » que l'ensemble des Indiens de la capitainerie remettait aux caisses royales (entre 1 et 2 *pesos* par tributaire) ;
– un tribut en cacao fourni pour l'*encomienda* royale ou pour celle d'un Espagnol (jusqu'à 5 *xiquipiles* par tributaire en 1548 pour Izalco, soit près de 16 *pesos*) ;
– une imposition supplémentaire par cacaoyer pour les producteurs indiens et espagnols, à partir de la fin du XVI^{e} siècle ; en 1582 à Soconusco, elle se monte à 7 à 16 fèves par arbre, soit entre 6 et 14 *pesos* par famille (Gasco, 1987) ; au Costa Rica, une imposition d'un *real* (1/8^{e} de *peso*) par arbre était appliquée vers 1675 pour financer officiellement une garnison militaire de 200 hommes (Rosés Alvarado, 1982) ;
– la dîme ; à Suchitepequez au XVIII^{e} siècle, une dîme sur le cacao s'ajoute même à la dîme de base (AEG, 1785) ;
– une contribution obligatoire fournie aux caisses de la communauté ou du village ; par exemple, 1,5 *real* en 1582 par Indien [15].

Ces prélèvements se font d'abord en nature, puis progressivement en monnaie. Leur montant, généralement plus de la moitié de la production, permet-il la reproduction des exploitations ? Cela semble le cas lorsque le boom cacaoyer est à son apogée. Ponce (1586), note des signes évidents d'accumulation chez certaines familles indiennes ; les Indiens de Samayac par exemple *« sont bien vêtus et riches, grâce au cacao qu'il vendent aux marchands espagnols »* ; Pineda (1594) indique que des Indiens possèderaient même des chevaux dans les villages cacaoyers, mais il exagère vraisemblablement, afin d'obtenir une augmentation du tribut royal. Les fouilles de Guilocingo confirment ces niveaux d'accumulation. Mais, en période de crise, les prélèvements ont tendance à se maintenir alors que la production baisse et cela malgré les demandes de réajustement ; en 1702, alors que la crise financière de l'administration espagnole est aiguë, une lettre royale ordonne *« que les Indiens continuent de payer le même tribut et que, vu la pauvreté de certaines caisses royales, il fallait le faire payer exactement »* (Solorzano, 1970). Face à une chute des rentrées monétaires par suite du déclin de la production, la réaction est même parfois d'augmenter le prélèvement par producteur ou par

15. Les *cofradias* (caisses communautaires) deviendront parfois extrêmement riches (troupeaux, terres...) et seront souvent utilisées par le clergé local pour la construction des églises, pour les fêtes religieuses, etc. (Solorzano, 1970).

négociant, pour rétablir le niveau de recette fiscale ou de revenu. Les *encomenderos* font ainsi couramment payer les « Indiens morts » pour conserver leur revenu global, ce qui augmente le prélèvement par tributaire vivant (FOWLER, 1986). L'incompatibilité de telles mesures avec la réalité économique ne fait qu'aggraver la crise, alors que les producteurs auraient justement besoin de nouveaux financements, par exemple pour replanter.

Les taxes sur le négoce

On trouve une série tout aussi importante de prélèvements sur le commerce du cacao, qui se mettent en place progressivement et s'accumulent au XVII[e] siècle en plein déclin cacaoyer (annexe 4) :
– dès 1537, les importateurs ou exportateurs espagnols doivent obtenir une licence pour le négoce du cacao [16] ;
– le système de l'*alcabala*, taxe sur toute transaction commerciale, est introduit vers 1576 (PARDO, 1944) ; il sera effectif vers 1590 ; son taux, de 2 % au départ, atteindra 10 % en 1779 pour pouvoir financer l'armée espagnole (SOLORZANO, 1970) ;
– les exportations par voie maritime sont soumises à l'*almojarifasgo* (entre 5 et 10 % de la valeur transportée), puis, à partir de 1638, à une taxe supplémentaire ou *barlovento*, destinée officiellement à entretenir une flotte de défense (RUBIO SÁNCHEZ, 1973) ;
– le cacao qui partait par voie terrestre était également taxé lors du passage de ponts : on note par exemple un péage de 4 *reales* par *carga* de cacao sur le « pont aux esclaves » entre les provinces du Salvador et du Guatemala (*ibid.*) ; les exportations de cacao du Costa Rica vers le Nicaragua étaient taxées à 1 *peso* pour 3 *cargas*, puis chaque mule paiera même un supplément (ROSÉS ALVARADO, 1982).

Ces lourdes impositions sur le commerce du cacao, auxquelles s'ajoutaient les coûts élevés du transport, réduisaient fortement le prix au producteur. Bien entendu, dans les régions peu contrôlées comme la côte atlantique du Costa Rica, la contrebande avec les marchands anglais ou hollandais offrait une alternative intéressante, mais tout de même risquée.

La répression

Le corollaire d'un tel carcan fiscal est le recours à des mesures coercitives pour « *obliger les Indiens à produire du cacao* ». A côté des sanctions prises à l'encontre des « *mauvais tributaires* » ou « *mauvais planteurs* », par exemple des amendes ou des châtiments corporels, les « *jueces de Milpas* » (juges de plantation) sont chargés de surveiller les cacaoyères et notamment d'imposer des replantations. Le juge de Guazacapán, en 1611, dit avoir « *fait semer de grandes quantités d'arbres de cacao. Il en a résulté une augmentation des plantations et des bénéfices aux Indiens pour le paiement des tributs, sans que les Indiens ne se plaignent* » (RUBIO SÁNCHEZ, 1985). Pourtant, le juge était une charge supplémentaire pour le village, qui devait le payer « *300* pesos, *que les*

16. AGG : A1.24 leg2196 f119 : licence accordée à Lopez de Villalobos, Espagnol de Mexico ; voir aussi A1.24 leg2196 f190.

Indiens remettaient pour le paiement de cette grâce [17] ». En fait, des abus de toutes sortes sont commis : utilisation des Indiens sur des plantations personnelles en dehors du cadre légal, châtiments non justifiés... Ces exactions font d'ailleurs l'objet de plaintes écrites par les Indiens qui affirment par exemple que « *quand ils* [les juges] *rencontrent des plantations abandonnées sans savoir la cause, ils châtient les Indiens* » (*ibid.*). Devant ces nombreuses plaintes indiennes, le roi interdit à plusieurs reprises la fonction (en 1619, 1657, 1669...). Mais, à chaque fois, les Espagnols du Guatemala – les *criollos* – répondent que dès que l'on supprime les juges de plantation, la production baisse [18]...

Sans aller jusqu'à dire que la suppression des juges est une des causes du déclin cacaoyer, comme l'a affirmé un vieil historien guatémaltèque, pour qui « *les Indiens n'étaient pas capables de produire seuls* », il est possible que le juge ait été une condition coercitive de maintien du taux de replantation, dans un contexte économique où les producteurs n'avaient pas intérêt à produire du cacao, à cause des prélèvements excessifs ou du prix trop faible par rapport aux coûts.

Le contrôle sur la mobilité des ressources productives

La mobilité des facteurs de production a été constamment entravée par l'administration espagnole, préoccupée avant tout par le contrôle et la stabilité politique de ses colonies. Ce contrôle concerne en premier lieu les déplacements de la main-d'œuvre indienne : politique de regroupement et d'assignation de la population indienne avec les *reducciones*, normalisation du *repartimiento* pour les colons espagnols, contrôle strict puis interdiction des transferts de population, chasse aux Indiens « non réduits » vivant dans les zones boisées... Dès le milieu du XVI[e] siècle, ces mesures ont incontestablement freiné l'utilisation « minière » des Indiens par les premiers colons ; elles ont donc limité l'ampleur des cycles, mais sans doute faiblement car elles sont entrées en vigueur alors que la disponibilité en main-d'œuvre se réduisait déjà dans les régions cacaoyères. Néanmoins, ces mesures ont aussi vraisemblablement évité une hécatombe démographique encore plus importante, et elles ont, en tout cas, contribué au maintien d'aires culturelles indiennes au Guatemala.

Les contrôles concernent également l'accès au foncier, l'appropriation des plantations et le défrichement de nouvelles terres. Les colons espagnols n'ont pas un accès libre au territoire pour se tailler une propriété foncière ; ils doivent souvent entamer des procédures longues, et parfois coûteuses, pour obtenir la reconnaissance d'une occupation de fait (BROWNING, 1971). De leur coté, les communautés indiennes obtiennent progressivement, ou achètent à la Couronne, des terres communales qui sont ensuite réparties en usufruit aux familles du village. C'est dans ces terres communales que se mettent en place la majorité des plantations de cacao. Outre les litiges portant sur de nom-

17. Le contrôleur de Suchitepequez n'effectuait par ailleurs que deux visites par an ! (SOLORZANO, 1970).

18. Par exemple, AGG : A1.22 ex11 767 leg1773 f138 (en 1620) ; A1.23 leg1515 f231 (en 1630) : « *depuis qu'on a supprimé des juges de plantation, le cacao est beaucoup plus cher* ».

breuses parcelles, ces répartitions foncières sont indiscutablement un facteur de rigidité pour des systèmes de production vivriers et cacaoyers « semi-itinérants », qui utilisaient les réserves de fertilité de parcelles boisées.

Les contrôles sur la population et les terres s'inscrivent dans une codification raciale, véritable base juridique de l'ordre social colonial : chaque race a ses droits et ses devoirs, un statut et des fonctions sociales bien définis. De nombreuses lettres royales concernent l'établissement de ces règles : les Espagnols *« doivent-ils payer la dîme du cacao »* (AGG : A1.23 leg4575 f65) ; faut-il interdire *« aux Espagnols, Métis, Mulâtres de résider dans les villages indiens, où ils nuisent au prélèvement du tribut en cacao »* (AGG : A1.23 leg1514 f77). Dans ce cadre, seuls les Métis, sans réel statut à l'origine et jouissant donc d'une certaine « liberté », sont de fait autorisés à travailler comme salariés ou *colonos* dans les *haciendas* espagnoles. Ils constituent, surtout à partir du XVIIIe siècle, la main-d'œuvre agricole mobile, en dehors du *repartimiento* très codifié visant les Indiens. S'ils sont exemptés de nombreuses taxes et ne paient pas de tribut, ils n'ont toutefois aucune garantie dans l'accès au foncier (pas de droits, pas de devoirs). Ce sont eux qui entreprendront tardivement les défrichements de la véritable frontière agricole, vers les forêts de la côte atlantique.

On voit bien, à travers cet examen rapide de la disponibilité et de la répartition sociale des ressources productives, que le fonctionnement de l'économie coloniale du cacao ne peut se comprendre sans tenir compte des règles plus ou moins codifiées régissant les comportements économiques des agents.

Les tentatives d'encouragement

Un ensemble de mesures variées ont malgré tout été prises pour tenter de protéger la cacaoculture et d'enrayer son déclin : en 1615, interdiction d'arracher des jeunes cacaoyers (AGG : A1.23 leg3671 f138) ou d'élever du bétail à proximité des plantations [19] ; mesures protectionnistes interdisant l'entrée de cacao équatorien au Mexique ou au Guatemala ; suppression du tribut pour les nouveaux producteurs de cacao [20], etc. Globalement, ces mesures ne semblent pas avoir eu d'effets significatifs ; même les hausses substantielles des prix du cacao suite à l'interdiction d'importation de cacao équatorien ne se sont pas traduites par des relances durables de la production. Elles ont toujours fini par être contournées, et par générer rapidement de la contrebande, dont on perçoit l'importance à travers les quelques prises réalisées par l'administration royale : 3 000 *cargas* illégales ont par exemple été interceptées à Acajutla en 1687 (AGG : A1.23 leg1522 f229).

Il apparaît donc que le contrôle de la mobilité des facteurs, la réglementation commerciale assez rigide et les prélèvements fiscaux, obtenus grâce à un encadrement « musclé » des producteurs, n'ont fait qu'aggraver la crise cacaoyère, surtout au XVIIe siècle. Les effets pervers de cette politique colo-

19. *« Interdiction de libre pâturage à 20 lieues à la ronde »*. Il en résulte un prix élevé de la viande à Sonsonate (Baron Castro, 1942).

20. AGG : A1.23 leg1511 f105 ; A1.23 leg1542 f215.

niale peuvent s'expliquer à la fois par les lourdeurs de fonctionnement de l'administration espagnole, qui prenait ses décisions en Espagne sur la base d'informations souvent biaisées, par les marges de manœuvre laissées aux fonctionnaires espagnols des colonies, qui n'appliquaient pas les mesures et commettaient des exactions de toutes sortes et par les faibles références disponibles, induisant des erreurs en matière de théorie économique. Mais ces effets, jugés aujourd'hui pervers, sont avant tout le produit logique d'un cadre colonial, dans lequel interagissent différents groupes sociaux aux intérêts et aux objectifs divergents.

Ce n'est qu'à la fin du XVIII[e] siècle que se produisent des changements notables dans l'orientation des mesures économiques et que s'exerce l'influence du libre-échange et des physiocrates. GARCIA REDONDO (1799), dans son *Mémorandum pour le développement de la culture du cacao*, explique par exemple que ce n'est pas la paresse naturelle des Indiens qui est la cause du déclin du cacao, mais le manque de débouchés et la baisse des rendements. Il préconise notamment des mesures d'encouragement et la privatisation des terres communales indiennes (annexe 5). Quelques années plus tard, par décret royal en 1803, l'administration exempte d'impôts les nouveaux planteurs sur une période de dix ans (AGG : A1.23 leg1542 f215), des primes sont offertes aux nouvelles plantations par la toute récente « société économique des amis du pays » (RUBIO SÁNCHEZ, 1958), etc. Mais il est déjà bien trop tard, puisque la capitainerie est obligée d'importer du cacao pour couvrir sa consommation intérieure.

Les autres éléments à prendre en compte

Les catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles ont parfois été avancées pour expliquer simplement le déclin ou la disparition de la production cacaoyère.

A Izalco, par exemple, une éruption volcanique aurait détruit de nombreux cacaoyers en 1722, les cendres se déposant sur les cabosses et « *les empêchant de mûrir* » (KUNY MENA, n.d.). A Soconusco, des cyclones ont fortement endommagé les plantations en 1641, 1659 (GASCO, 1987) et 1794 (JUARROS, 1823). Des sécheresses sont mentionnées à plusieurs reprises (PARDO, 1944) et des invasions de sauterelles font des ravages importants sur l'ensemble des cacaoyères de la capitainerie. Les attaques cryptogamiques ne sont pas directement évoquées, mais il est probable que *Phytophthora palmivora* ait été à l'origine de nombreux dégâts (DENYS, 1962).

Le cacaoyer est effectivement très sensible aux calamités. En période de déclin de la production, où le complexe agroécologique de la plantation est plus sensible et où la reproduction économique de l'exploitation est plus difficile, une conjoncture défavorable est beaucoup plus difficile à surmonter par le producteur et peut le pousser à abandonner la plantation. C'est probablement ce qui explique la disparition du cacao dans la région d'Izalco avant 1770.

Deux siècles après le boom, en période de lent déclin dû à l'épuisement des terres et de relâchement de l'encadrement des producteurs, une éruption volcanique en 1722, suivie d'une série d'invasions de sauterelles, déclenche l'abandon massif des cacaoyères. Les éléments conjoncturels ou favorables ne constituent pas la trame causale d'un cycle cacaoyer ; celui-ci n'est pas l'expression d'un enchaînement casuel, mais possède sa logique propre en tant que constructions sociales. Les conjonctures modulent, spécifient chaque cycle, mais ne l'animent pas.

La concurrence avec d'autres cultures

La concurrence avec d'autres cultures accentue ou atténue les tendances de chaque période du cycle de production.

En période de déclin de la production cacaoyère, quand les coûts de production ont tendance à s'élever, l'existence de cultures de substitution plus rentables au sein du système agraire peut entraîner l'abandon, voire l'arrachage des cacaoyères. Au XVIII[e] siècle, les planteurs d'Izalco remplacent leurs cacaoyères par de la canne à sucre, des cocotiers ou des bananiers, par ailleurs beaucoup moins imposés. On observe un changement important de la composition des dîmes ; le cacao n'en fait plus partie à la fin du XVIII[e] siècle, alors qu'apparaissent les noix de coco et que la part des pains de sucre s'accroît. (AEG : dîmes, Sonsonate, 1800). A l'est du Salvador, l'indigotier (*Indigofera suffruticosa*), moins exigeant que le cacaoyer en ce qui concerne les sols et le travail, devient dès le XVII[e] siècle la principale culture de rente (Browning, 1971). Dans d'autres régions, on observe un repli sur les cultures vivrières ou une mise en prairie des anciennes cacaoyères comme à Soconusco. Au XIX[e] siècle, le café *de bajio* éliminera en partie le cacao des environs de Suchitepequez.

Mais le changement n'est pas toujours radical : après les booms cacaoyers, la culture de vanille est souvent introduite dans les plantations en voie d'abandon, où elle apporte un complément de revenu. Cette culture est même devenue extrêmement importante sur la côte pacifique au XVII[e] siècle ; on a alors un retour à des systèmes d'agroforesterie, où les cacaoyers, supports de la vanille, ne sont plus remplacés (Mac Leod, 1973). Cette nouvelle diversification des systèmes de production semble avoir associé également bananiers et cocotiers.

La concurrence avec d'autres cultures peut également jouer entre zones agricoles différentes, pour l'appropriation de la main-d'œuvre saisonnière ou migrante. C'est probablement le cas avec l'indigo au Salvador. Mais ces substitutions de culture dépendent du degré de liberté économique et sociale ainsi que des dotations en facteurs dont disposent les producteurs. Les Espagnols propriétaires de plantations peuvent effectuer ces changements de production rapidement ; les Indiens, à qui l'on impose souvent des replantations de cacaoyers, n'ont pas la même marge de manœuvre, du moins jusqu'au XVIII[e] siècle.

L'organisation de la production

Les formes d'organisation de la production sont un élément institutionnel d'explication de la dynamique cacaoyère.

Sur la côte pacifique de la capitainerie, les plantations familiales indiennes, fortement encadrées, soumises au tribut et utilisant lors du boom une force de travail saisonnière, ont peu d'autonomie de décision et ne répondent que faiblement aux variations des marchés. L'organisation et la gestion des exploitations résultent avant tout du rapport de force qu'imposent les pouvoirs locaux espagnols à des unités de production issues du système précolombien, et qui en conservent largement les techniques de culture et le fonctionnement villageois communautaire et hiérarchisé (MARTINEZ PELAEZ, 1973).

Lors des booms cacaoyers, la pression coloniale espagnole imposant les plantations et le paiement du tribut, ainsi que la possibilité de troquer un faible excédent assurent une réponse productive croissante de l'organisation familiale indienne ; dans ce cas, l'évolution des facteurs de production disponibles est favorable.

En période de déclin, on peut estimer que l'organisation familiale indienne « encadrée » joue de deux façons différentes sur la production. Elle constitue tout d'abord un élément de blocage du redémarrage productif, étant donné ses faibles capacités d'autofinancement mais aussi la « résistance passive » que peuvent suivre ses membres. Par ailleurs, elle permet un maintien relatif de la production, imposé par la coercition, les exploitations familiales acceptant des conditions de reproduction extrêmement difficiles. Cette organisation est un facteur d'inertie.

Sur la côte atlantique du Costa Rica, les plantations de type capitaliste, achetant ou payant la main-d'œuvre, sont beaucoup plus sensibles à la conjoncture du marché et disparaissent rapidement à la fin du XVIII^{e} siècle. Leur rentabilité a en effet chuté et d'autres productions, comme le tabac, offrent une opportunité d'investissement plus intéressante.

La comparaison entre ces deux formes d'organisation des plantations, au Costa Rica et sur la côte pacifique de la capitainerie, tend à confirmer qu'elles induisent des réponses productives différentes et qu'elles influencent la dynamique cacaoyère de régions entières.

Le mode d'organisation de la production doit également être pris en compte dans les analyses comparatives plus larges. En Equateur, les *haciendas* de cacao sont proches, dans leur fonctionnement, de celles du Costa Rica (CHIRIBOGA, 1980). Toutefois, l'avantage éventuel de la résistance des exploitations familiales guatémaltèques sur les plantations équatoriennes de type capitaliste semble insignifiant au regard des différences de conditions agroécologiques.

Les réseaux commerciaux

La performance et l'organisation des réseaux commerciaux est un autre élément institutionnel de détermination des cycles cacaoyers en Amérique cen-

trale. Ces réseaux se constituent en tenant compte des rentes de localisation, qui diminuent les coûts et la durée de l'acheminement du cacao. La proximité des centres de consommation, l'existence de ports tout proches, comme Acajutla pour Izalco, de rivières, de routes importantes, de relations commerciales préexistantes sont des éléments qui seront activés par l'intervention d'agents commerciaux pour la construction de ces réseaux. Lors du déclenchement d'un boom, les caractéristiques d'un réseau naissant ou déjà constitué sur d'autres produits ont une influence sur la dynamique cacaoyère ; mais, après la période de construction de la filière, les échanges s'organisent selon des modalités dépendant du cadre juridique et fiscal plus large de l'ordre colonial. L'organisation de la filière apparaît, au moins sur la côte pacifique, comme une conséquence du boom cacaoyer et de son contexte historique, codifiant les comportements des agents.

Au Costa Rica, l'isolement de la côte atlantique a contribué à l'établissement de filières plus complexes où intervient fortement la contrebande.

Les principaux changements dans l'organisation des réseaux commerciaux et les différences géographiques les plus marquées ont été avant tout le fait de l'évolution du cadre juridique colonial, sa définition faisant l'objet de pressions constantes de la part des colons et des marchands espagnols de chaque province. Les innovations techniques apportées par les Espagnols, comme les mules, la roue ou les navires, avaient accru rapidement la vitesse et les capacités d'échange à travers l'ensemble des colonies, mais avaient aussi permis d'élargir le champ de concurrence à l'Amérique du Sud, et réduit l'avantage de l'Amérique centrale quant à la proximité du marché mexicain. L'accumulation de prélèvements fiscaux et de contrôles tout au long de ces filières a par la suite plutôt joué en faveur des productions de Guayaquil, et surtout du Venezuela. Cette extension du champ de concurrence et du champ de construction des réseaux commerciaux a permis l'affirmation de régions cacaoyères concurrentes et a contribué à pérenniser le déclin centraméricain.

Le rôle des agents économiques

Une approche complémentaire à notre démarche consiste à souligner davantage le rôle des agents de l'économie du cacao. Leur comportement, leurs initiatives, leurs logiques varient par rapport au faisceau de déterminations objectives mis en évidence.

Les agents moteurs sont les Espagnols de la capitainerie, qui disposent de marges de liberté importantes, limitées, nous l'avons vu, par les conflits d'intérêts internes et leurs traductions réglementaires. Ce sont eux qui organisent ou permettent la production et les échanges de cacao. La reconstitution de la filière du cacao après la conquête semble être le fait de marchands espagnols de Mexico, se rendant compte de la différence importante de prix entre les zones de production et leur ville [21]. Les booms du XVI[e] siècle se réalisent dans chaque région sous l'impulsion plus ou moins forte de quelques *encomenderos*. Ceux-ci ont généralement une logique « minière »,

21. Juan de Segura envoie une lettre d'Acajutla (Salvador) à Cortés en 1540, pour se renseigner sur le prix du cacao à Mexico ; cité par BERGMAN (1969).

cherchant un enrichissement rapide à court terme sans tenir compte de la reproduction des forces productives. On parle alors effectivement de « *cacaoyères* [...] *qui en réalité sont les mines de cette côte* » (MAC BRYDE, 1969). Bon nombre d'*encomenderos*, mais aussi de prêtres, retournent en Espagne avec un joli magot colonial. Vers 1570, un prêtre est accusé de s'être trop investi dans le commerce du cacao à Soconusco, et d'en avoir extrait plus de 50 000 *pesos* (GASCO, 1987). Juan de Guzman retourne en Espagne à la fin du XVI^e^ siècle avec 70 000 *pesos* (FOWLER, 1986). MAC LEOD (1973) décrit longuement les actions et exactions de Diego de Guzman, puissant *encomendero* du village d'Izalco ; l'encadrement « efficace » des Indiens qu'il met en place et la terreur qu'il fait régner expliquent peut-être localement l'intensité du cycle, et par conséquence son premier déclin rapide au début du XVII^e^ siècle.

Au Costa Rica, les initiatives individuelles de quelques familles bourgeoises de Cartago sont primordiales dans le déclenchement du boom ; le capital disponible est cette fois une condition importante du boom cacaoyer car il permet l'achat de la main-d'œuvre. (ROSÉS ALVARADO, 1982).

Des administrateurs espagnols plus ou moins zélés se substitueront souvent aux *encomenderos* pour tenter de relancer la production aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles ; c'est par exemple le cas de l'*alcalde mayor* de Sonsonate, Carrandi y Menan, qui, en 1731 et 1732, met en place une grande campagne de replantation dans la région (LARDE Y LARIN, 1980).

Les Indiens apparaissent par contre comme des agents soumis à des règles coloniales extrêmement dures sur le plan économique, mais leur accordant tout de même une certaine « protection » et reconnaissance royales. Ils sont considérés par les colons comme de simples exécutants « *incapables de travailler seuls* » et sans individualité (GARCIA REDONDO, 1799). Toutefois, le rôle de certains caciques, remplissant la fonction d'intermédiaire avec l'administration espagnole – et à ce titre souvent « achetés » – a pu être important localement, notamment dans les démarches de plaintes auprès de l'administration royale ; c'est par exemple le cas pour les plaintes des Indiens de Suchitepequez contre la spoliation de leurs plantations en 1766 (AGG).

Prendre en compte le jeu particulier des agents, inscrit dans un champ de contraintes précises mais dépendant aussi des qualités et des représentations de chacun d'entre eux, peut expliquer le détail, la spécificité d'un cycle, mais ne peut en aucun cas se substituer à l'analyse des grandes déterminations historiques, avant tout matérielles et institutionnelles [22].

22. Des éléments religieux ont parfois été évoqués : à la fin du XVIII^e^ siècle, le prêtre de Nahulingo attribue la chute de la production cacaoyère à l'interdiction et à la répression des cérémonies païennes qui y était liées (CORTÉS Y LARRAZ, 1770).

Vers une synthèse explicative

Il est possible de déterminer des relations entre les éléments explicatifs de l'évolution des cycles économiques du cacao, de façon à construire un schéma cohérent et en accord avec les faits. On observe de fortes similitudes de relations explicatives entre les booms de la côte pacifique, alors que le cycle du Costa Rica présente certaines spécificités.

La phase de croissance

Le démarrage et la forte croissance d'un cycle productif dépendent de la conjonction de plusieurs facteurs :
– une différence importante de prix du cacao entre les centres de consommation tels que Mexico, et les zones de production traditionnelle comme la côte pacifique, ou de production expérimentale par quelques *haciendas* innovatrices, comme au Costa Rica avant 1650 ;
– une disponibilité en main-d'œuvre sur la zone de production, puis à proximité pour assurer les migrations, et une fertilité suffisante en fonction des systèmes de production adoptés : plantations intensives compatibles à moyen terme avec un système agraire partiellement défriché et densément peuplé, comme sur la côte pacifique, plantations plus extensives et de front pionnier en zone forestière peu peuplée, comme au Costa Rica ;
– des agents possédant un pouvoir important sur l'organisation des forces productives de par leur position sociale, comme les *encomenderos*, ou de par leur capital comme la bourgeoisie du Costa Rica ;
– des agents possédant un capital commercial susceptible d'être avancé dans l'achat ou le troc du cacao, tels que les marchands au long cours de Mexico, ou les commerçants de Sonsonate.

Durant cette phase, l'augmentation du surplus économique touche l'ensemble des agents – mais elle est polarisée –, assurant une relative cohésion au processus. Mais l'utilisation minière de l'ensemble des ressources productives par les premiers colons remet en cause les équilibres démographiques et agroécologiques locaux.

Le retournement de tendance

Le retournement de tendance a lieu de manière généralement définitive et s'explique par un blocage structurel des ressources productives, la production s'avérant relativement indépendante des variations du prix du cacao. La remontée des cours n'entraîne pas le redémarrage de la production sur la même zone, mais pousse plutôt le développement de nouvelles plantations dans d'autres régions. Malgré nos réserves sur la justification des théories économiques par l'Histoire, force est de constater que nous retrouvons ici un schéma comparable à celui établi par Ruf (1989) sur les déplacements des foyers de production à l'échelle des régions, des pays et des continents.

En Amérique centrale, l'épuisement des ressources en main-d'œuvre, dû à la baisse de la population locale, à la suppression des migrations de travailleurs et au prix élevé des esclaves, semble avoir eu des conséquences plus brutales que l'épuisement parallèle des ressources écologiques. Ce dernier a été retardé en partie dans les systèmes de production intensifs indiens sur la côte, et n'a visiblement pas été atteint au Costa Rica. Le faible espace écologique favorable à la cacaoculture sur la côte pacifique – par ailleurs déjà en partie « consommé » avant les cycles coloniaux – indique que le recours systématique à la replantation pour assurer la croissance cacaoyère a pu se traduire assez rapidement par une fragilisation des plantations.

Le manque de données agronomiques précises ne nous permet pas de conclure sur le rôle, sans doute spécifique à chaque zone, des déterminants agroécologiques et des déterminants liés à la disponibilité en main-d'œuvre.

La phase de déclin

Le long déclin cacaoyer de la côte pacifique, pendant près de deux siècles, a tout d'abord été freiné par la résistance des techniques intensives indiennes, face à l'épuisement des ressources écologiques. Cet épuisement s'est lui-même ralenti, la baisse de la production entraînant une diminution de la pression foncière. Le déclin a aussi été freiné par la résistance des formes de production familiales à un contexte économique défavorable, et par le maintien de mesures coercitives telles que l'emploi des juges de plantation, notamment pour replanter des cacaoyers. Mais, par ailleurs, le déclin était pérennisé, voir aggravé, par une politique de prélèvements excessifs sur les exploitations cacaoyères, par une concurrence accrue et mal combattue avec le Venezuela et surtout avec Guayaquil, par la concurrence d'autres productions et par les difficultés croissantes pour affronter des calamités naturelles, capables parfois d'assener le coup de grâce, comme à Izalco vers 1760.

Le déclin du Costa Rica, beaucoup plus rapide, est avant tout la conséquence d'une baisse de rentabilité des plantations, due à un coût élevé de la main-d'œuvre, et à des difficultés à l'exportation. La bourgeoisie de Cartago a trouvé, dans d'autres régions, des opportunités plus intéressantes.

L'usure des sols et des hommes

C'est donc bien « *l'usure des sols et des hommes* », pour reprendre l'expression de Chaunu [1], qui explique schématiquement les crises cacaoyères aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles en Amérique centrale, mais il faut bien voir que le cadre économique et social colonial, relativement rigide, n'a pas permis de dépasser ce blocage structurel. L'administration espagnole aurait pu éviter la décadence cacaoyère en favorisant la relance de la cacaoculture sur d'autres régions peu défrichées, comme les côtes atlantiques ou la frontière agricole intérieure, ou en relâchant la pression fiscale sur les producteurs indiens. Mais de telles mesures apparaissent clairement en contradiction avec les principes fondamentaux de l'ordre politique colonial, reposant sur un contrôle et une discrimination des populations au profit des groupes espagnols conservateurs tels que l'administration royale, l'église, ou les *encomenderos*.

Dans l'Amérique centrale coloniale, les effets pervers des réglementations administratives qui définissaient les conditions d'échange et de production du cacao s'expliquent par les logiques des différents groupes espagnols et par les faibles références théoriques dont disposait l'administration coloniale ; mais aujourd'hui, quelles sont les marges d'action des politiques nationales, entre les déterminants lourds de leur système productif cacaoyer et les fluctuations de l'environnement international ?

1. « *C'est précisément ce caractère de monoculture qui explique la relative fragilité du cacao guatémaltèque. L'usure des sols et des hommes est toujours plus rapide dans le cadre de tels systèmes de production* » ; cité par FOWLER (1986).

Bibliographie

N.B. Les pages d'où sont tirées les informations citées dans le texte sont indiquées en italique.

AGLIETTA M., 1991. Ordre monétaire et banques centrales. *In* L'économie des conventions, Paris, Centre de recherche en épistémologie appliquée (CREA), Ecole polytechnique.
p. 4, 5.

ARCILAS FARIAS E., 1950. Comercio entre Venezuela y México en los siglos XVII y XVIII. México, Colegio de México.
p. 78, 98.

BARBERENA S., 1969. Histoire de El Salvador. San Salvador, Imprimerie nationale, 2 volumes.

BARBERENA S., 1975. Monografía de Sonsonate. *In* Exploración etnográfica. San Salvador, ministère de l'Education.

BARON CASTRO R., 1942. La población de El Salvador. Madrid, Institut Gonzalo Fernandez de Oviedo.
p. 389.

BENZONI G., vers 1550. History of the new world. Londres, Hakluyt Society, éd. 1857.
p. 103, 148.

BERGMAN J.-F., 1959. Cocoa and its production in Central America. Los Angeles, University of California.

BERGMAN J.-F., 1969. The cultural geography of cocoa in aborigenal America. Thèse PhD, University of California, Los Angeles.
p. 43, 60, 65, 70, 108, 152.

BOYER R., 1989. Economie et Histoire : vers de nouvelles alliances ? Annales Economie Société Civilisation, novembre-décembre 1989, (6) : 1397 - 1426.

BRAUDEL F., 1979. Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle. Tome I : les structures du quotidien, le possible et l'impossible. Paris, Librairie Armand Colin, 544 p.
p. 249.

BRIGNOLI H.P., CARDOSO C.F.S., 1977. Centro América y la economía occidental. San José, université de Costa Rica, 382 p.
p. 37.

BROWNING D., 1971. El Salvador, la tierra y el hombre. San Salvador, ministère de l'Education, 3e édition 1987, 525 p.
p. 492.

CAMBRANES J.-C., 1986. Introduction à l'histoire agraire du Guatemala, 1500-1900. Guatemala Ciudad, Serviprensa, 250 p.

CASIN I., 1972. La hacienda colonial. San Salvador, université centraméricaine.

CENTRO DE INVESTIGACIÓN ECONÓMICO DE LA REFORMA AGRARIA (CIERA), 1985. Y por eso defendemos la frontera: historia agraria de Nueva Segovia. Managua, ministère de l'Agriculture.
p. 53.

CERRATO L. de, 1548. Tasación de los naturales. Transcription du manuscrit original de Séville (n.d.). Guatemala Ciudad, Académie d'histoire et de géographie du Guatemala.

CHIRIBOGA M., 1980. Jornaleros y grandes proprietarios en 135 años de exportación cacaotera. Quito, Edición auspiciada por el Consejo Provincial de Pichinda, 435 p.

COE M., 1968. America's first civilization. New York, Smithsonian institution and american heritage publication.

CORTÉS Y LARRAZ P., 1770. Descripción geográfico-moral de la diócesis de Guatemala. Guatemala Ciudad, Académie d'histoire et de géographie du Guatemala, éd. 1958.

DENYS G., 1962. El cultivo del cacao en El Salvador. Mémoire de fin d'étude, université d'El Salvador, San Salvador, 130 p.
p. 10.

DIARIO CENTRO AMERICA, 1881, 1887, 1915. Numéros du 30 juillet 1881, du 29 août 1887 et du 20 octobre 1915, Guatemala Ciudad.

DIARIO OFICIAL DE EL SALVADOR, 1878, 1879, 1883. Numéros du 14 janvier 1878, du 25 mai 1879 et du 14 juin 1883, San Salvador.

DIRECCIÓN GENERAL DE ESTADISTICAS Y CENSOS DE EL SALVADOR, 1860, 1916, 1917, 1919, 1945, 1946, 1948, 1953, 1970, 1973. Annuaires statistiques du Salvador, El Salvador.

DOCKES P., ROSIER B., 1988. L'histoire ambiguë. Paris, PUF.

ECHEVERS F., 1742. Ensayos mercantiles. *In* Memorias para la historia del antiguo reino de Guatemala, Garcia Pelaez, 1943. Guatemala Ciudad, Tipografía nacional de Guatemala.

FOWLER W., 1986. Cocoa, indigo and coffee: cash crop in the history of El Salvador. Research in Economic Anthropology, (8) : 140 - 162.
p. 140, 145, 162.

FUENTES Y GUZMAN F., 1932. Obras históricas. Guatemala Ciudad, ministère de l'Education.

GACETA DE EL SALVADOR, 1847. Numéro de juin 1847, San Salvador.

GAGE T., 1630. Relación de los viajes de T. Gage. Guatemala Ciudad, José Pineda Ibarre, éd. 1979.
p. 152.

GARCIA ANOVEROS J.-M., 1987. Población de la diócesis de Guatemala del siglo XVIII. Guatemala Ciudad, université San Carlos.
p. 197.

GARCIA DE PALACIO D., 1576. Relación de Diego Garcia de Palacio. México, Université nationale autonome de Mexico (UNAM), Centro de Estudio Maya, éd. 1983.
p. 74, 75.

GARCIA PAIZ H., 1984. Caracterización agronómica de las selecciones guatemaltecas de cacao. Mémoire de fin d'études, université San Carlos, Guatemala Ciudad.

GARCIA PELAEZ F., 1943. Memorias para la historia del antiguo reino de Guatemala. Guatemala Ciudad, Tipografía nacional de Guatemala.

GARCIA REDONDO A., 1799. Memoria sobre el fomento de las cosechas de cacao. Guatemala Ciudad, Société royale d'économie, 20 p.

GASCO J., 1987. Cacao and the economic integration of native society in colonial Soconusco. Thèse PhD, University of California, Berkeley.
p. 58, 98, 143, 146, 165, 181.

GUTIERREZ Y ULLOA A., 1807. Estado general de la provincia de San Salvador. San Salvador, musée Guzman, éd. 1962.

GUYON I., TOUZARD J.-M., 1986. Analyse d'un système agraire au Nicaragua, San Dionisio. Mémoire de fin d'études, Ecole nationale supérieure agronomique (ENSAM), Montpellier.

GUZMAN MONCADO G.H., 1984. Medidas de combate de la pudrición negra (Phytophthora). Mémoire de fin d'études, université San Carlos, Guatemala Ciudad.

HERNANDEZ J.A., 1981. Análisis de la tecnología para la producción de cacao en Suchitepequez. Mémoire de fin d'études, université San Carlos, Guatemala Ciudad.

ISAGOGE, 1935. Histoire des Indes occidentales. Manuscrit anonyme découvert dans un couvent. Guatemala Ciudad, Académie d'histoire et de géographie du Guatemala.

JARRIGE F., RUF F., 1990. Comprendre la crise du cacao. Café Cacao Thé, 34 (3) : 213-229.

JUARROS D., 1823. Statistical and commercial history of Guatemala. New York, collection espagnole.

KAUTZ R.R., MACKINNON J.J., MUHS D.R., 1985. Soils and the locations of cacao orchards at a Maya site in Western Belize. Journal of Archeological Science, (2) : 121 - 137.

KRAMER W., LOVELL G., LUTZ C., 1986. Las tasaciones de tributos de Francisco Marroquin y Alfonso Maldonado. Meso-América, décembre 1986, Antigua Guatemala.

KUNY MENA E., n.d. Caluco. Document polycopié. San Salvador, musée Guzman, 14 p.

LANG J., 1975. Conquest and commerce: Spain and England in the Americas. New York, Academic Press.

LARDE Y LARIN J., 1980. Toponimía autóctona de El Salvador occidental. San Salvador, ministère de la Culture.

LARDE Y LARIN J., 1983. El Salvador, descubrimiento, conquista, colonización. Volume II. San Salvador, ministère de la Culture.
p. 112, 266, 421.

LOSCH B., FUSILLIER J.-L., DUPRAZ P., 1991. Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun. Quelles adaptations à la crise ? Collection « Documents systèmes agraires », n° 12. Montpellier, CIRAD-DSA, 252 p.

MAC BRYDE F.W., 1969. Geografía cultural e histórica del sudoeste de Guatemala. Guatemala Ciudad, José Pineda Ibarre.

MAC LEOD M., 1973. Spanish Central America, a socioeconomic history, 1520-1720. Berkeley, University of California Press.
p. 74, 76, 90, 92, 236, 241, 249, 251, 252, 440.

MAC LEOD M., 1983. Ethnic relation and indian society in the province of Guatemala. Nebraska Press.

MARTINEZ PELAEZ S., 1973. La patria del criollo. San José, Editorial Universitaria Centroamérica (EDUCA), 382 p.

MILLA J., 1937. Historia de la América Central. Guatemala Ciudad, Tipografía nacional de Guatemala. *p. 234.*

MILLON R.F., 1955. When money grew on trees. Thèse PhD, University of Colombia, New York.
p. 108, 110, 130, 131, 137, 275.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU GUATEMALA, 1887. Censo Cacaotero. Guatemala Ciudad, ministère de l'Agriculture.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU GUATEMALA, 1979. Censo nacional agropecuario de Guatemala. Guatemala Ciudad, ministère de l'Agriculture.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU GUATEMALA, 1984. Bilan sur l'économie du cacao au Guatemala, 1950 à 1983. Guatemala Ciudad, ministère de l'Agriculture / USPA (document interne).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU GUATEMALA, INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACION PARA LA AGRICULTURA (IICA), 1987. Développement intégral agricole de la frange transversale du nord. Guatemala Ciudad, ministère de l'Agriculture / USPA, IICA (document interne).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU SALVADOR, 1951, 1961, 1971. Censo agropecuario de El Salvador. San Salvador, ministère de l'Agriculture.

MINISTERE DE L'EDUCATION DU GUATEMALA, 1890. Agricultura, 20 mars 1890 : 5.

NATARENO L. P., 1980. Monografía de Suchitepequez. Guatemala Ciudad, ministère de l'Education.
p. 32.

NUNEZ E., 1972. Cacao. Caracas, Banque centrale du Venezuela.

OVIEDO G. F., 1944 (éd.). Historia general y natural de las Indias, Madrid.
p. 246.

PARDO J.-J., 1944. Efemerides... Guatemala Ciudad, Académie d'histoire et de géographie du Guatemala.
p. 17.

PASO Y TRONCOSO F., 1940. Epistolario de Nueva España. México, Bibliothèque historique mexicaine.

PEISSEL M., 1989. Itza ou le mystère du naufrage Maya. Paris, Laffont. 250 p.

PINEDA J. DE, 1594. Descripción de la provincia de Guatemala. *In* Anales del Museo Guzman, éd. décembre 1952. San Salvador, musée Guzman.
p. 56, 66.

PINTO SORIA J.C., 1982. Economía y comercio en el reino de Guatemala. Guatemala Ciudad, université San Carlos.

PINTO SORIA J.C., 1987. Estructura agraria y asentamiento en la capitanería de Guatemala. Guatemala Ciudad, Editorial universitaria, université San Carlos, 48 p.

PONCE A., 1586. Relación breve y verdadera del padre Fray Alonso Ponce. *In* Anales del Museo Guzman n° 9, éd. avril 1952. San Salvador, musée Guzman.
p. 10, 24, 72.

RODRIGUEZ BECERA S., 1977. Encomienda y conquista. Séville, université de Séville.

ROSÉS ALVARADO C., 1982. El ciclo del cacao en la economía colonial de Costa Rica. Meso-América, décembre 1982, (4) : 247-277. Antigua Guatemala.
p. 254, 266, 269, 270.

RUBIO SÁNCHEZ M., 1958. El cacao. *In* Anales de la Academia de geografía y historia, n° 31. Guatemala Ciudad, Académie d'histoire et de géographie du Guatemala, p. 81-106.
p. 91, 105.

RUBIO SÁNCHEZ M., 1973. Comercio de y entre las provincias de Guatemala. Guatemala Ciudad, Editorial del ejército.

RUBIO SÁNCHEZ M., 1977. Historia del puerto de Sonsonate. San Salvador, Editorial universitaria, 547 p.
p. 30, 60, 140.

RUBIO SÁNCHEZ M., 1985. Jueces reformadores de Milpas. Guatemala Ciudad, Editorial universitaria.
p. 8, 10, 42, 70.

RUF F., 1987. Eléments pour une théorie sur l'agriculture des régions tropicales humides. L'Agronomie tropicale, 42 (3) : 212-232.

RUF F., 1988. Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne. Thèse de doctorat en géographie, université Paris X, Nanterre, 6 volumes, 700 p.

RUF F.,1989. Un modèle de l'agriculture des zones tropicales humides ? Eléments pour sa construction à partir du cas ivoirien et première confrontation à l'expérience malaisienne. Quels problèmes, quelles solutions ? Le cas du cacao. Montpellier, CIRAD-DSA, 10 p.

RUF F.,1990. Les déterminants de l'offre du cacao. *In* La compétitivité du cacao africain. Paris, ministère de la Coopération et du Développement, CIRAD, p. 238 - 257.

RUF F., 1991. Les crises cacaoyères : la malédiction des âges d'or ? Cahiers d'études africaines, (121-122), XXXI (1-2) : 83-134.

RUF F., DE MILLY H., 1990. Comparaison des coûts de production du cacao dans sept pays producteurs. Communication présentée à la septième réunion du groupe consultatif sur l'économie cacaoyère mondiale, Accra, Ghana, 18-22 juin 1990, 14 p.

SALAZAR R., 1900. De que manera decayó el cultivo de cacao. Boletín de Agricultura, 30 décembre 1900, Guatemala Ciudad.

SOLANO F. de, 1974. Los Mayas del siglo XVIII. Madrid, Edition culturelle hispanique.

SOLANO F. de, 1977. Tierra y sociedad en Guatemala. Guatemala Ciudad, Editorial universitaria.

SOLORZANO V., 1970. Historia de la evolución económica de Guatemala. Guatemala, Ministère de l'Education.
p. 80.

THOMPSON J. E., 1975. Historia y religión de los Mayas. México, Siglo XXI.
p. 165.

TORQUEMEDA J. de, 1723. Monarquía indiana. Madrid, éd. 1989.
p. 474, 620.

TOUZARD J.-M., 1988. Estudio de un sistema agrario: el distrito de riego y avenamiento de Zapotitán. Realidad Económica Social (5), septembre-octobre 1988, San Salvador.

VASQUEZ DE ESPINOZA A., 1629. Compendio y descripción de las Indias occidentales. Wahsington D.C., Miscellaneous collections, 102, éd. 1942.
p. 642.

VELASCO L. de, 1572. Geografía y descripción universal de las Indias. *In* Anales del Museo Guzman, éd. 1952. San Salvador, musée Guzman.

WHITE A., 1983. El Salvador. San Salvador, université centraméricaine.
p. 46, 47.

XIMENEZ F., 1722. Historia natural del reino de Guatemala. Guatemala Ciudad, José Pineda Ibarre, éd. 1967, 352 p.

Annexe 1

Exemples de tributs payés par les communautés indiennes de la province de Guatemala en 1548 (Cerrato, 1548)

Traduction : J.-M. Touzard.

Izalco, partie de Juan de Guzman

*En la ville de Santiago de la province de Guatemala, à neuf jours du mois d'avril et 1549 années de la naissance de Notre-Sauveur Jésus-Christ, devant messieurs le Président et les juges de l'*audiencia *et chancellerie royale de Sa Majesté qui résident dans cette ville, a été fixé le tribut de la partie du village d'Izalco donnée en* encomienda *à Juan de Guzman* [...].

Il est exigé aux indigènes dudit village qu'ils livrent chaque année à leur maître 1 000 jiquipiles [1] *de cacao, remis dans ce village, la moitié à la Saint-Jean et l'autre moitié à Noël, ainsi que dix douzaines de poules de Castille, et qu'ils entretiennent et cultivent les cacaoyères que le dit* encomendero *possède dans le dit village, trois fois dans l'année, chaque fois deux jours et chaque jour cinquante hommes, auxquels il se doit de leur donner à manger tout le temps qu'ils sont occupés à nettoyer, du pain, de la viande et du chilate* [2]. *Ils ne doivent donner rien de plus et on ne doit en aucun cas lever un tribut supplémentaire, sous les peines prévues par les lois décrétées par Sa Majesté pour la bonne administration des Indes.*

Le Licenciado *Cerrato, le* Licenciado *Pedro Ramirez, le* Licenciado *Rogel* [...].

Tecocistlan, en charge de Sa Majesté

En la ville de Santiago de la province de Guatemala [...] *a été fixé le tribut du village de Tecocistlan qui est attribué à la Couronne royale de Sa Majesté.*

Il est exigé aux indigènes de ce village qu'ils livrent chaque année 100 jiquipiles *de cacao, remis la moitié à la Saint-Jean et l'autre moitié à Noël, et tous les quatre mois 200 couvertures de la taille qu'ils ont l'habitude de donner et qu'ils fassent dans ce village un semis de maïs de 8* fanegas [3] *et l'entretiennent, le récoltent et le clôturent* [...] .

Note rajoutée le 29 décembre 1552
[...] *Informés que dans le village de Tecocistlán il n'y avait pas de cacao et qu'en outre les indigènes de ce village étaient utilisés pour ouvrir des chemins et autres choses qu'exigeait le service de Sa Majesté, qu'à partir de maintenant ils ne donnent plus les 100* jiquipiles *de cacao qu'ils devaient livrer pour ce tribut.*

---

1. Un *jiquipil* vaut 8 000 fèves.
2. Sauce de piment.
3. Une *fanega* vaut 55 litres.

Annexe 2

Extraits de la description des plantations de cacao sur la côte pacifique de la capitainerie du Guatemala, par le frère Alonso Ponce en 1586

Traduction : J.-M. Touzard,
à partir des annales du musée Guzman, San Salvador.

De la province de Xoconusco **[Soconusco]**

Elle était renommée pour sa richesse et prospérité, très peuplée d'Indiens et fréquentée par les marchands espagnols à cause de l'abondance de cacao qui y était produit et de l'importance du négoce qui en résultait ; il y a maintenant très peu d'Indiens, on dit qu'ils sont moins de 2 000, et le négoce du cacao est en train de disparaître et passe à une autre province, plus en avant sur le même chemin de Guatemala [Antigua Guatemala] *appelée des Xuchitepeques* [Suchitepequez] [...]. *A cause des rivières et marécages, de la chaleur excessive et des nombreuses cacaoyères, les moustiques abondent dans cette province.*

Le cacao est un fruit comme l'amande, sans coque, plus court, plus large et moins effilé [...]. *Les arbres qui portent ces fruits sont de la taille de l'oranger, ils ont la feuille comme celle du laurier, mais plus large ; sur son tronc, depuis même le sol et sur les plus grosses branches, poussent des épis* [cabosses] *et au sein de ceux-ci, sous une écorce, se trouvent les graines qu'on appelle cacao.*

L'arbre du cacao est très délicat, de telle sorte qu'il ne faut pas lui donner le plein soleil et qu'il ne doit pas manquer d'eau, si l'on veut qu'il dure longtemps et porte de nombreux fruits, même si dans le Yucatan il est produit sans eau dans des cuvettes [hoyas] *et lieux humides et sombres, mais ceci est peu, de peu de fruits. Pour ces raisons, les Indiens mettent leurs cacaoyères là où ils peuvent irriguer et quand ils les plantent ils « entreplantent »* [entreplantan] *certains arbres qui deviennent très hauts et qu'ils appellent mères du cacao. Il y a dans toutes ces provinces de Guatemala deux récoltes par an* [...]. *Il y a des arbres qui portent plus de 100 épis, lesquels sont très voyants et chacun contient en moyenne 28 à 30 grains.*

Ce cacao sert de monnaie courante sur toute la Nouvelle-Espagne, de la même manière que les pièces de cuivre en Castille. Une carga *de 24 000 grains vaut autour de 30* reals *de 4* [1] *; rendue à la Nouvelle-Espagne, à la Puebla de Los Angeles, à la Tlaxcalla et à Mexico elle se vend au moins 50* reales *de 4.*

Il y a des Indiens qui, s'ils épargnaient et avaient des perspectives [tuvieran mañana], *seraient très riches grâce à leurs plantations ; il y a par contre parmi les Espagnols qui font du négoce avec ce fruit des marchands très prospères. Ils le portent à Mexico par les chemins de terre ou sur des navires par la mer du Sud* [...].

1. C'est-à-dire 120 *reales*.

En dehors d'être une monnaie, le cacao se consomme comme s'il s'agissait de fèves grillées, et c'est ainsi très savoureux ; ils en font de nombreuses et différentes boissons très bonnes, certaines se boivent froides, les autres chaudes et parmi celles-ci il y en a une très connue qu'ils appellent chocolate, faite de cacao moulu, de miel et d'eau chaude avec quoi ils rajoutent d'autres ingrédients : c'est une boisson très médicinale et salutaire.

Annexe 3

Transcription d'une lettre royale concernant le cacao à Soconusco en 1614

Traduction : J.-M. Touzard.
(AGG : A1.23 leg 1514 f225)

Le Roi

Président et juges de ma royale audiencia *de la province de Guatemala, par lettre de Don Baltazar Muriel de Valdiviezo, gouverneur de Soconuzco, du 4 mai 1613, j'ai appris que les rentes de celle-ci*[1] *ont connu une grande diminution du fait de la disparition de nombreux Indiens depuis quatre ans dans cette partie. Je veux savoir de vous comment vont les choses à présent dans la dite province et quels sont les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre sans préjudice pour les indigènes pour restaurer les rentes, et pour qu'il soit planté des cacaoyères, et que la terre soit cultivée et mise en valeur. Je vous demande qu'à la première occasion vous m'informiez de tout et particulièrement pour que [...] nous pourvoyions à ce qui convient le mieux.*

Le dix-sept août 1614

Moi le Roi

Par ordre du Roi Notre Seigneur

Don Ruiz de Conti

1. de Soconusco.

Annexe 4

Transcription d'une lettre de transaction concernant le cacao en 1782

Traduction : J.-M. Touzard.
(AGG : A35 exp10105 leg 490)

Année 1782 *Reçu n°139*

Administration générale de Goatemala

Don Bernardo de Madrid, administrateur général pour Sa Majesté et juge exclusif des impôts royaux de l'alcabala *et* barlovento *de ce royaume :*

Il est accordé licence à Christobal Chica, citoyen de San Salvador, pour conduire et remettre dans cette ville à Don Pablo Gonzalez les marchandises suivantes : Dix tercios *de cacao de Guayaquil, de 4* arrobas [1] *chacun, déclarant qu'il est avarié et que chaque livre vaut un demi-*real. *Sa valeur principale importée est de 62* pesos *et 4* reales *, et sur [la somme] qu'il obtiendra de sa vente, il sera prélevé l'*alcabala.

*Arrivé à destination, il se manifestera devant le receveur de l'*alcabala *du parti pour que celui-ci, reconnaissant qu'il s'agit des mêmes marchandises et de la valeur légitime comme l'indiquent la lettre et la facture d'origine que doit lui présenter l'intéressé, lui permette la vente sur laquelle il prélevera les droits appartenant à Sa Majesté, et remettra à part le reçu que doit fournir dans un délai de trois mois Don Miguel Molina, citoyen de cette ville, selon l'obligation accordée.*

Nueva Goatemala le 31 mai 1782

Lu et approuvé [tomada razon]

1. Un *arroba* vaut 11,5 kg.

Annexe 5

Mémorandum pour le développement de la culture du cacao présenté à la Société royale d'économie par le sociétaire Dr Antonio Garcia Redondo, chanoine principal de la ville de Guatemala, 1799

Traduction : J.-M. Touzard.

Messieurs,

Votre collègue dévoué a souhaité comme vous tous le développement du précieux fruit du cacao ; mais, bien que nous soyons tous convaincus de cette nécessité et de son importance, il apparaît que ce domaine est celui où la Société royale a obtenu le moins de résultats, malgré tous ses efforts [...].

Quatre mémorandums [sur le sujet] *ont déjà été présentés par différents sociétaires* [...]. *Je vous ferai ici une brève analyse desdits mémorandums :*
Ils s'accordent pour dire que la principale cause du retard, ou de la ruine du cacao, a été le manque d'inspection des cacaoyères par les juges [alcaldes mayores], *suite à la suppression des avantages que ceux-ci tiraient auparavant de ces visites.*

Une fois cette branche lucrative de l'agriculture abandonnée, les Indiens ont sombré dans l'oisiveté, l'ébriété, et autres vices.

Pour remédier à des maux aussi graves, [les mémorandums] *convergent pour affirmer qu'il ne faut en aucun cas compter sur l'Indien à moins qu'il n'y soit forcé : ni les primes, ni les incitations n'auront d'effets sur son esprit, ou même sur ses intérêts. Seule la force, bien dirigée par les juges, serait capable de le motiver.*

[Les mémorandums] *divergent sur les points suivants : L'un préconise que les communautés prennent en charge la plantation et le financement des cacaoyers ; un autre propose que l'Indien soit obligé soit de cultiver sa cacaoyère, soit de la vendre ; un autre pense que le développement du cacao se fera à partir de l'exemple donné par les* hacendados *et le bénéfice qu'ils en tirent...*

Mes idées sont assez générales et applicables à d'autres branches de l'agriculture [...].

Malgré sa paresse tant décriée, l'Indien a été, et est encore, le seul qui soit réellement agriculteur dans nos Amériques. L'Espagnol ne peut, ni n'éprouve la nécessité de l'être, dans l'état actuel des choses [...].

C'est pourquoi, retirer l'agriculture des mains de l'Indien signifierait se priver totalement d'agriculture. Tous nos efforts doivent se concentrer pour mettre [l'Indien] *dans des conditions favorables afin qu'il étende ses surfaces cultivées de façon utile* [...].

Mais avant d'aller plus loin, il m'incombe de prouver ce que je viens d'avancer, car certains ne croient pas même ce qu'ils voient de leurs propres yeux.

L'Indien (je pressens que beaucoup se posent cette question) aime-t-il le travail ? L'Indien aime-t-il l'agriculture ? Pourquoi se refuse-t-il tant à aller travailler dans les haciendas *espagnoles ? Comment a-t-il pu laisser se perdre d'aussi belles et riches plantations de cacao ? Comment peut-il se contenter d'une parcelle de maïs misérable et rester oisif le reste de l'année ?* [...].

Si l'Indien avait horreur du travail, il se refuserait à marcher pendant 40 ou même 50 lieues la tête chargée d'un quintal [100 livres], *pour gagner seulement 10 ou 12* reales [...]. *Voici des faits que nous admettons tous* [...]. *Discutant avec ceux qui accusent et condamnent l'Indien, nous devons reconnaître qu'avant* [la ruine des cacaoyères], *il était travailleur et besogneux ; son oisiveté repose donc sur un principe lourd de conséquences. Je vais montrer que c'est le manque de débouchés* [falta de consumo] *qui a été son ennemi mortel, à quoi s'ajoutèrent d'autres causes qui achevèrent de le ruiner.*

Nous savons qu'avant les années 40 de ce siècle sortait une quantité considérable de cacao pour le royaume de Mexico [...]. *Cette source d'abondance s'arrêta brutalement. Mexico cessa de consommer notre cacao : ceux de Guayaquil et de Caracas prirent sa place car étant si peu chers, même s'ils sont inférieurs* [en qualité], *notre cacao ne put entrer en concurrence* [...]. *Au lieu de prévoir ce coup ou d'appliquer le remède, Guatemala resta sans réaction.*

L'Indien ne vit alors pas d'intérêt dans ce fruit et ne perçut seulement que la charge insupportable que représentaient les repartimientos [travail obligatoire], *qui continuèrent comme avant, et les taxes que demandait le juge pour la visite des cacaoyères. La violence continua, croyant faire à elle seule les miracles que réalisait auparavant l'intérêt ; et ses effets furent exactement ce qu'ils devaient être : les plaintes* [des Indiens] *finirent par parvenir jusqu'au trône* [...]. *Notre monarque catholique décréta l'interdiction des* repartimientos *du juge. Bien avant cet événement, il y eut aussi le fait que les Indiens ne devaient plus payer leur tribut en espèces* [en cacao].

Voici donc les trois éléments qui ont causé la ruine de nos cacaoyères : le manque de rendement [extraccion] *est la cause fondamentale, car sans celui-ci les taxes auraient été supportables. Au contraire, cette baisse a fait sentir tout le poids de celles-ci et a entraîné la ruine entière de la culture, culture à laquelle l'Indien ne fut plus forcé à cause de la juste providence du monarque, et qui enfin n'était plus poussée par le paiement en espèces du tribut.*

Chacun peut imaginer le désespoir dans lequel tomba alors l'Indien [...]. *Quand un peuple se voit dans cette situation fatale, sa seule issue est de se contenter du strict nécessaire physique. Ajoutons que si, selon Montesquieu, la pauvreté produit le désespoir, celui-ci produit l'oisiveté, et l'oisiveté les autres vices ; tous ceux-ci vice versa se tiennent étroitement* [...].

Si l'Indien a toujours eu besoin d'incitation, il faut aujourd'hui le pousser davantage ; mais nous ne parviendrons pas à éliminer ses craintes si nous ne lui faisons pas distinguer matériellement l'utilité que va lui procurer cette culture. ***L'exemple pour une part et une contrainte paternelle d'autre part doivent être, je crois, les ressorts qui peuvent le mettre en mouvement*** [souligné par Redondo].

L'exemple doit être donné par les Espagnols et Métis [Ladinos] *installés dans les villages* [...]. *Le cacao est une culture tranquille* [mui suave]... *Le propriétaire doit attendre cinq ans avant d'utiliser ses arbres : c'est une production de riches et non de pauvres* [...], *même si les fonds à avancer ne sont pas trop élevés. Pour arriver à ce que le Métis se consacre à l'agriculture, il est indispensable* [necessarissimo] *qu'on l'autorise à acquérir une propriété dans les villages indiens... Les autorités ont jusque-là désiré les séparer des Indiens* [...], *mais je crois que cela est contraire à nos propres intérêts* [...].

Pour toutes ces raisons, il faut augmenter le nombre de Métis dans les villages [indiens], *car en plus d'espagnoliser* [espanolizar] *l'Indien et de diminuer sa rusticité, il en résultera une extension du commerce... Mais convenons que ces* Ladinos *ne pourront être utiles que si on leur accorde une existence civile, c'est à dire un droit de propriété...*
[Suit une longue argumentation en faveur de la privatisation des terres communales].

[...] *Il adviendra alors naturellement une augmentation du nombre de petits propriétaires, ce qui est le plus important pour le développement de notre agriculture ; l'Indien accroîtra ses richesses avec la valeur que va acquérir sa propriété... Sans cette valeur on ne peut apprécier et aimer* [sa terre] *; et c'est ce que l'on n'aime pas qui est abandonné* [...].

Ajoutons qu'en plus de ces avantages, l'Indien commencera à sortir de l'état d'assisté [pupilo] *et s'approchera de celui d'homme* [responsable] *; il fera ce que nous désirons tant : devenir un Espagnol jusqu'au vêtement.*

Tout ceci est bien démontré, encore faut-il passer à la pratique [...] *afin de développer l'agriculture et plus spécialement le cacao.*

[Le rapport se termine par une série de recommandations précises concernant le statut des Métis sur le plan juridique et politique, la mise en vente des terres communales indiennes (dix « cordes » de terrain attribuables par Indien), les charges et le financement des juges et délégués de l'administration, le respect dû aux Espagnols, etc.]

Annexe 6

Sources utilisées pour les prix du cacao

Date	Prix *reales/carga*	Lieu	Référence et remarques
1524-1525	32 à 40	Soconusco	Torquemeda, 1723 L'écart est important avec Mexico.
1540	Moins de 48	Guatemala	AGG : A.124 leg2196 f190 « *si le cacao vaut plus de 6* pesos *à Mexico* »
1541	62,5 à 75	Soconusco et Guatemala	Motolinia, III, 8 cité par Bergman, 1969
1548	60 à 70	Guatemala	Cerrato, 1548 Equivalent servant à calculer le tribut
1549	80 à 90	Guatemala	Cité par Mac Leod, 1973
1552	88	Guatemala	AGG : A1.23 leg4575 f121 « *le prix est monté à 11* pesos »
1553	137,5	Guatemala	AGG : A1.23 leg1512 f253 Prix imposé par le Mexique pour freiner la hausse
1560-1561	200	Soconusco	AGI Guatemala 968B
1562	160	Soconusco	AGI lettre de Morales 155
1572	120	Izalco	Velasco, 1572
1574	160 à 176	Soconusco	AGI Guatemala 40
1576	80 à 120	Izalco	Garcia de Palacio, 1576 50 000 *cargas* valent 500 000 *pesos*

Date	Prix *reales/carga*	Lieu	Référence et remarques
1576	80	Izalco	Milla, 1937
1584	88	Izalco	Cité par Bergman, 1969
1585	80	Izalco	Cité par Mac Leod, 1973 *« se maintient à 10* pesos *depuis plusieurs années »*
1586	120	Izalco	Ponce, 1586
1588	120	Guatulco	Acosta, cité par Garcia Pelaez, 1943 *« prix au port »*
1613	192	Soconusco	AGI Guatemala 40
1619	280	Guatemala	AGI Guatemala 22
1621	110	Guatemala	Vasquez de Espinoza, 1629
1622	136 à 140	Guatemala	AGI Guatemala 22
1630	240 à 250	Guatemala	Rubio Sánchez, 1958 *« la* carga *est passée de 136 à 250* pesos »
1638	240	Guatemala	Cité par Milla, 1937
1647	120	Soconusco	Rapporté par Mac Leod, 1973
1651	240	Guatemala	AGG : A1.11 leg 5801
1652	216 à 240	Guatemala	AGG : A3.1 leg 2716
1659	176	Guatemala	AGG : A1.74 leg 1820
1663	104 à 144	Guatemala	AGG : A1.74 leg 1820
1668	200	Guatemala	Cité par Gasco, 1987
1672	260	Guatemala	Cité par Gasco, 1987
1680	240	Soconusco	Cité par Gasco, 1987
1681	240	Guatemala	AGI/AG 28

Date	Prix *reales/carga*	Lieu	Référence et remarques
1682	96 à 120	Guatemala	AGI/AG 28
1682	120	Guatemala	Cité par Rubio Sánchez, 1958 *« est passé de 30 à 15* pesos »
1707	160	Soconusco	Cité par Gasco, 1987
1710	120	Costa Rica	Cité par Rosés Alvarado, 1982 Prix inférieurs à la côte pacifique
1719	110	Costa Rica	Cité par Rosés Alvarado, 1982 Prix inférieurs à la côte pacifique
1720	120	Costa Rica	Cité par Rosés Alvarado, 1982 Prix inférieurs à la côte pacifique
1722	160	Soconusco	Cité par Gasco, 1987
1735	192	Guatemala	Cité par Solorzano, 1970 Référence peu sûre
1738	128	Izalco	AEG : dîmes, Izalco, 1738 Prix au producteur
1743	128	Izalco	AEG : dîmes, Izalco, 1743 Prix au producteur
1748	128	Izalco	AEG : dîmes, Izalco, 1748 Prix au producteur
1763	197	Verapaz	Cité par Rubio Sánchez, 1958
1774	200	Suchitepequez	Registre des *alcabalas* de 1774, AGG
1782	150 à 200	Guatemala Nicaragua Salvador	Registre des *alcabalas* de 1782, AGG

Date	Prix *reales/carga*	Lieu	Référence et remarques
1785	180	Suchitepequez	AEG : dîmes, Suchitepequez, 1785
1787	180	Suchitepequez	Registre des *alcabalas* de 1787, AGG
1788	160	Suchitepequez	AEG : dîmes, Suchitepequez, 1788
1788	192 à 216	Suchitepequez	Registre des *alcabalas* de 1788, AGG
1789	200	Suchitepequez	Registre des *alcabalas* de 1789, AGG
1797	192	Guatemala	Cité par Rubio Sánchez, 1958
1797	160 à 184	Nicaragua	Cité par Rubio Sánchez, 1958
1798	172	Guatemala	Cité par Rubio Sánchez, 1958
1800	300	Sonsonate	AEG : dîmes, Sonsonate, 1800 La région importe alors du cacao
1803	240	Sonsonate	AEG : dîmes, Sonsonate, 1803
1808-1810	280	Soconusco	Cité par Gasco, 1987
1820-1825	200	Soconusco	Cité par Gasco, 1987

Annexe 7

Références écrites consultées sur l'économie coloniale du cacao en Amérique centrale

Codex et textes précolombiens

Codex Mendoza : liste des tributs en cacao payés à la cour aztèque ; rapporté par BERGMAN (1969).

Codex Fejervary-Mayer (civilisation mixtèque) ; représentation d'un cacaoyer, peut-être pour désigner une région.

Récits du Popol vuh : mention du cacao dans plusieurs mythes au Guatemala.

Document de Tezozomoc : évoque le transport de plants de cacaoyers ; cité par MILLON (1955).

Lettres et rapports sous l'administration espagnole

1502 Christophe Colomb croise une embarcation indienne de cacao sur la côte du Belize (récits de Colomb).

1516 Cortés observe l'usage du cacao à Mexico lors de la prise de la ville ; rapporté dans une lettre à Charles Quint (BERGMAN, 1959).

1524 Lettre d'Alvarado à Cortés : description d'une « *forêt dense et de plantations de cacao* » entre Zapotitlán et Suchitepequez ; AGI.

1530 La région de Soconusco doit un tribut de 8 834 *pesos* en cacao à Cortés et Alvarado ; AGI, cité par GASCO (1987).

1532 Marroquin effectue un recensement des tributs versés aux Espagnols de la province du Salvador ; le cacao est présent dans la région d'Izalco et Santa Ana ; AGI, repris par LARDE Y LARIN (1983).

1537 Autorisation accordée à un Espagnol de Mexico pour importer du cacao guatémaltèque ; AGG : A1.24 leg2196 f119.

1538 Lettre de Maldonado signalant des tributs payés en cacao à l'ouest du Salvador et de nouvelles plantations pour les *encomenderos* ; AGI, cité par KRAMER *et al.* (1986).

1540 Juan de Segura envoit une lettre à Cortés depuis Acajutla au Salvador pour savoir si le cacao vaut bien 6 *pesos* à Mexico ; AGI, cité par BERGMAN (1969).

1545 Lettre au roi pour savoir si les Espagnols doivent payer la dîme du cacao qu'ils cultivent et obtiennent des Indiens ; AGG : A1.23 leg4575 f65.

1548 Mention des techniques culturales précolombiennes pour le cacao, et notamment de l'importance des arbres d'ombrages « mères du cacao » AGI/Justicia 289, 23 février 1548.

1552 Lettre de F. Giron, qui se plaint de la diminution des tributs ordonnée par Cerrato, les prix du cacao étant montés à 11 *pesos*. AGG : A1.23 leg4575 f121.

1553 Demande de révision du tribut de cacao des Indiens de Samayac ; AGG : A1.23 leg1512 f253.

1553 Le vice-roi de Nouvelle-Espagne fixe le prix du cacao à 180 fèves pour un *real* ; cité par GARCIA PELAEZ (1943).

1556 « *Sonsonate comprend 150 maisons de marchands* » ; AGI/AG 9A, 21 avril 1556.

1559 Lettre royale pour que le tribut des Indiens de Samayac soit révisé car ils payent 3 000 *pesos* en cacao alors qu'ils ne sont plus que 270 ; AGG : A1.23 leg1512 f253.

1559 Le roi exempte de tribut les Indiens que Medrano possède en *encomienda* car ils ne sont plus que 35 et payent 66 *cargas* de cacao, à 11 *pesos* d'or chaque *carga* ; AGG : A1.23 leg1512 f253.

1560 Interdiction aux particuliers d'exporter du cacao à Mexico sans licence ; AGG : A1.24 2196 f190.

1560 Exportation estimée à 20 000 *cargas* (peut-être à Izalco) ; cité par RUBIO SÁNCHEZ (1958).

1560 Visite de Chilton à Soconusco : « *desolate Soconusco* » ; cité par GASCO (1987).

1566 Résultats de l'application du décret de 1538, qui permet aux *encomenderos* de conserver les plantations qu'ils ont réalisées ; AGG : A1.23 leg4588 f65.

1570 Nahulingo, près d'Izalco, paye 1 000 *pesos* de dîme ; cité par KUNY MENA (n.d.).

1571 Lettre au roi des caciques indiens d'Atitlán : mention des plantations de cacao avant l'arrivée des Espagnols, avec travail d'esclaves et rapports tributaires ; cité par MILLON (1955).

1571 Le cacao exporté du port d'Acajutla paye une taxe de 7,5 % ; cité par RUBIO SÁNCHEZ (1958).

1572 Le roi approuve un projet du juge d'Izalco pour augmenter la production de cacao et pour que les Indiens n'abandonnent pas leurs cacaoyères ; AGG : A1.23 leg1512 f407.

1572 Lettre de l'évêque Carrasco : Izalco est « *une province riche* » parce que plusieurs villages ont de grandes quantités de cacao ; « *sur un espace de trois lieues* », il reste encore « *beaucoup de bonnes terres pour le cacao* » ; AGI.

1571-1574 Passage de Lopez de Velasco : Sonsonate a près de 400 marchands espagnols et exporte pour 300 000 ducats de cacao ; Soconusco produit encore « *beaucoup de cacao* » ; « *les Indiens travaillent dans la forêt où ils ont leurs cacaoyères* » ; la région « *fut la plus illustre sous Moctezuma* » (VELASCO, 1572).

1574 Les frères Cadena, Gallegos et Viana se plaignent du départ de nombreux Indiens des hautes terres du Guatemala vers les plantations de Sonsonate (LARDE Y LARIN, 1983).

1574 Le président de la *audiencia* de Guatemala est autorisé à forcer les Indiens à payer leurs tributs en cacao, vue la baisse survenue dans la production ; AGG : A1.23 leg1512 f443.

1576 Visite de Garcia de Palacio : description de la province des Izalcos ; Sonsonate exporte 50 000 *cargas* de cacao, produit sur 2 lieues^2 par quatre villages ; Garcia de Palacio donne des précisions sur les méthodes de comptage des cacaoyers (GARCIA DE PALACIO, 1576).

1576 Le roi est informé que Soconusco a exporté 6 000 *cargas* de cacao et importé des effets pour plus de 50 000 *pesos* sans payer de droits de douane ; AGG : A1.23 leg1513 f494.

1576 Le roi demande des informations sur la possibilité d'établir à Soconusco une douane pour contrôler les ventes de cacao ; AGG : A1.23 leg1515 f494.

1579 Description de la province de Suchitepequez par Juan de Estrada : les marchands font beaucoup de troc avec le cacao ; autrefois, les Indiens payaient à leurs seigneurs un tribut en cacao ; la forêt reste importante ; il n'y a pas d'irrigation ; cité par BERGMAN (1969).

1582 Inventaire des cacaoyers dans plusieurs villages vers Soconusco ; cité par GASCO (1987).

1584 Lettre signalant qu'à Izalco les veuves indiennes ont du mal à se remarier à cause de la responsabilité du tribut en cacao ; AGI, cité par MAC LEOD (1973).

1584 Diego de Guzman, *encomendero* d'Izalco, retourne en Espagne avec 70 000 *pesos* ; AGI/AG 10, 8 avril 1584.

1585 Description de San Bartolomé, dans la région d'Atitlán ; on y fait référence au cacao.

1585 Demande au roi sur la possibilité de transferts massifs de population vers Soconusco, pour enrayer la décadence de la production de cacao causée par le manque de main-d'œuvre ; AGG : A1.23 leg1513 f649.

1586 Description par le frère PONCE (1586) des villages du Guatemala : Soconusco produit du cacao mais il y a des indices de décadence ; Suchitepequez est en plein boom ; Izalco est une région riche par son cacao, les plantations augmentent ; l'est du Salvador cultive du cacao. Le frère Ponce décrit également des techniques culturales.

1594 JUAN DE PINEDA (1594) fait une description complète de la province de Guatemala ; dans la région d'Izalco, on trouve de nombreux signes d'accumulation chez les familles indiennes ; l'est du Salvador est en pleine production.

1603 Plainte de l'évêque de Guatemala à propos d'une imposition trop élevée pour les producteurs de cacao ; AGI/AG 156.

1605 Lettre interdisant la permanence des marchands espagnols dans les villages producteurs de cacao, où ils font du troc et nuisent au prélèvement du tribut ; AGG : A1.23 leg1514 f77.

1612 Commentaires de Vasquez de Espinosa sur le cacao de la capitainerie, dont les exportations représentent 1 500 000 ducats (VASQUEZ DE ESPINOZA, 1629).

1613 Lettre royale demandant des mesures pour augmenter la production de cacao à Soconusco sans causer de dommage aux Indiens ; AGG : A1.23 leg1514 f225.

1615 Interdiction de couper les jeunes cacaoyers pour éviter la chute de la production de cacao à Izalco ; AGG : A1.23 leg3671 f288.

1618 Le gouverneur de Soconusco propose le repeuplement de la région avec des Indiens du Chiapas, vu la décadence de la production de cacao ; AGG : A1.23 leg4576 f26.

1625 Plaintes contre les pratiques commerciales des Espagnols et des Métis à Soconusco ; AGI/AG, 15 avril 1625.

1626 Demande pour qu'une commission soit envoyée à Tecula pour encourager la culture du cacao, en baisse depuis 1598 ; AGG : A1.23 leg1515 f155.

1629 Nouveaux impôts sur le commerce, dont une taxe sur le cacao pour les exportations supérieures à 8 000 *cargas* ; cité par RUBIO SÁNCHEZ (1958).

1630 Note concernant les « juges de plantation » ; AGG : A1.23 leg1515 f231.

1635 Interdiction d'importer du cacao de Guayaquil, pour éviter la baisse du cacao de Suchitepequez.

1640 Lettre royale pour que soit restitué le cacao pris aux Indiens du Costa Rica sur la côte pacifique ; AGG : A1.23 leg1517f99.

1647 L'évêque de la province du Nicaragua informe de l'usage du cacao comme monnaie courante dans la ville de Granada ; AGG : A1.23 leg1517 f162.

1663 Plainte d'un planteur de cacao pour avoir été dépossédé de sa plantation ; ANCR, cité par ROSÉS ALVARADO (1982).

1673 Lettre royale insistant de nouveau sur les moyens pour éviter la disparition du cacao à Soconusco ; AGG : A1.23 leg1520 f98.

1678 Autorisation accordée à un navire du Pérou pour envoyer un navire supplémentaire à Acajutla, afin d'y prendre indigo et cacao ; AGG : A1.23 leg4584 f269.

1680 Indignation contre le transport de plus de 6 000 *fanegas* de cacao du Pérou, qui traversent le Guatemala pour la Nouvelle-Espagne et *« vont faire baisser les prix à Mexico »*.

1681 Lettre du président de la *audiencia* de Guatemala au sujet d'un navire hollandais chargé de cacao de Guayaquil ; AGG : A1.23 leg1522 f6.

1682 Demande pour interdire le commerce du cacao entre Guayaquil et Mexico ; (RUBIO SÁNCHEZ, 1958).

1685 Interdiction du commerce du cacao avec le Pérou ; AGG : A1.24 leg2198 f155.

1686 Jugement favorable aux Indiens de Chiquimula, fixant la *carga* du tribut à 60 *zontles* de cacao et non 72 livres ; AGG : A1.23 leg4585 f121.

1687 La saisie de 53 *cargas* de cacao sur une frégate au port d'Acajutla est approuvée ; AGG : A1.23 leg1522 f231.

1687 Amende de 500 *pesos* au trésorier de Panama, pour avoir laissé passer un navire de cacao vers la Nouvelle-Espagne ; AGG : A1.23 leg1522 f229.

1695 Le roi désapprouve la demande du vice-roi du Pérou de lever l'interdiction d'exporter du cacao vers les provinces du Guatemala ; AGG : A1.23 leg4593 f126.

1704 Rappel concernant l'interdiction d'importer du cacao de Guayaquil ; AGG : A1.23 leg 1524 f173.

1707 Demande pour que les Indiens rénovent périodiquement leurs plantations ; AGG : A1.23 leg1524 f251.

1708 Mention de l'importance du cacao dans la vallée de Matina au Costa Rica ; ANCR : Cartago 166 (1708).

1709 Lettre au roi de la municipalité de Guatemala, insistant sur l'importance de la chute des prix du cacao ; cité par RUBIO SÁNCHEZ (1958).

1714 Rapport de l'*Ayuntamiento* de Guatemala, faisant référence à la chute de la production de cacao depuis plusieurs décades ; AGI/AG 289, 1714.

1718 Nouvelle confirmation de l'interdiction frappant le cacao de Guayaquil (RUBIO SÁNCHEZ, 1977).

1720 Règlements concernant les droits imposés pour l'exportation du cacao en Espagne ; AGG : A1.23 leg4595 f93.

1723 Description des plantations de cacao par JUAN DE TORQUEMEDA (1723).

1732 Lettres de l'*alcalde mayor* de Sonsonate pour effectuer un recensement des cacaoyers ; résultats du recensement (LARDE Y LARIN, 1983).

1735 Demande pour qu'une part du cacao reçu en tribut puisse être réservé pour approvisionner la ville de Guatemala ; AGG : A1.24 leg2199 f23.

1735 Contrat passé entre un propriétaire et un esclave au Costa Rica, prévoyant sa libération contre un travail sur la plantation de cacao ; ANCR, repris par ROSÉS ALVARADO (1982).

1737 Demande aux Indiens de Zapotitlán de payer un tribut de 11 *pesos* et 4 *reales* par *carga* ; AGG : A1.23 leg4611 f73.

1741 Demande à un propriétaire de clôturer ses plantations de cacao afin d'éviter les dégâts causés par l'élevage bovin ; AGG : A1.1 exp5678 leg256.

1742 La production de cacao de la capitainerie du Guatemala est estimée à 15 000 *cargas* par Fernando Echevers ; cité par Rubio Sánchez (1958).

1766 Plaintes des Indiens de Suchitepequez à propos de la confiscation de leurs cacaoyères par des Espagnols et des *Ladinos* ; AGG.

1773 Liberté de commerce entre le Pérou et le reste des Amériques (Rubio Sánchez, 1958).

1783 Le gouverneur du Costa Rica demande l'interdiction d'utiliser le cacao comme monnaie ; AGG : A3.10 leg198 f50.

1786 Permission de libre circulation du cacao en provenance de Guayaquil ; cité par Rubio Sánchez (1977).

1799 Mémoire de Garcia Redondo (1799) pour le développement de la culture du cacao.

1800 Bilan sur l'évolution de la production de cacao dans la *Gaceta del Reino* : 5 000 *cargas* à Suchitepequez, où la crise a été stoppée ; 500 *cargas* à Soconusco ; 50 *cargas* à Escuintla ; 5 *cargas* à Izalco, où la crise a été considérable ; estimation de la production à 60 000 *cargas* à la fin du XVII^e siècle.

1803 Exonération de taxes pendant dix ans pour les nouvelles plantations de cacao, de café et de coton ; AGG : A1.23 leg1542 f215.

Livres des reçus de l'*alcabala*, liste non exhaustive des années où la taxe a été payée dans chaque région cacaoyère (archives générales du Guatemala)

Soconusco :
1639, 1667, 1676, 1680, 1682, 1713, 1739, 1744, 1755, 1766, 1776.

Suchitepequez :
1676, 1680, 1685, 1700, 1706, 1732, 1741, 1749, 1751, 1753, 1755, 1759, 1764, 1767, 1775, 1780, 1783, 1784, 1787, 1790, 1792, 1796, 1800, 1804.

Sonsonate (région d'Izalco) :
1681, 1714, 1717, 1731, 1767, 1771, 1780, 1787, 1796, 1804.

Ensemble du Guatemala :

1641, 1671, 1679, 1680, 1690, 1700, 1709, 1719, 1729, de 1730 à 1763, 1766 (taxes concernant spécifiquement le cacao), 1769, 1782 (taxes concernant spécifiquement le cacao ; AGG : A 3.5 exp10105 leg490), 1792, 1797.

Ces références sont dispersées (généralement AGG : A3.5.) ; elles n'ont pas été dépouillées.

Références concernant les tributs

1548-1551 Recensement par Cerrato des tributs payés par les villages indiens de la capitainerie du Guatemela ; AGI, copie à l'Académie d'histoire et de géographie du Guatemala.

Aux archives générales du Guatemala (A3.16), on trouve des références pour les années suivantes :
– Guatemala (références souvent incomplètes) : 1694, 1738, 1768 ;
– Suchitepequez : 1702, 1748, 1757, 1791, 1796 ;
– Sonsonate : de 1701 à 1732 (A3.16 exp17517 leg939).

Registres des dîmes (archives de l'épiscopat à Guatemala Ciudad)

On trouve des références pour les années suivantes :
– Sonsonate : 1738, 1743, 1748, 1750, 1758, 1760, 1766, 1768, 1769, 1770, 1777, 1800 ;
– Suchitepequez : 1785, 1787, 1788.

Autres références citées par des historiens

Références sur Soconusco (archives générales des Indes), citées par Gasco (1987).
Références sur le Costa Rica (archives nationales du Costa Rica) citées par Rosés Alvarado (1982).
Références sur Izalco et sur le Costa Rica (archives générales des Indes), citées par Mac Leod (1973).

Abstract

A pre-columbian center of cocoa production, Central America was marked in the XVIth and XVIIth centuries by a series of cocoa booms, veritable "gold rushes" for the Spanish colonists in the region. What, then, caused the decline which followed this colonial prosperity? Was it the result of international competition, a series of phenomena arising out of certain economic conditions, endogenous exhaustion of productive resources, or the perverse effects of economic policies? These are questions which are once again being posed today by economists and agronomists confronted with cocoa crises in other parts of the world.

Bringing together the results of work in economic history, this publication is seen as a confrontation between a deductive approach aiming to verify throughout history certain agro-economic hypotheses, and an inductive approach seeking the historical relevance of available indicators. After presenting the pre-columbian cocoa economy, this document offers a reconstruction of the evolution of the cocoa supply during the three centuries of Spanish rule, followed by an analysis of productive cycles with respect to the transformations in the production and exchange systems. The conclusion confirms contemporary explicative hypotheses held by the CIRAD-SAR researchers: the cocoa decline was primarily due to the endogenous blocking of access to production factors, whose utilization without regard to renewal led to irreversible consequences on the productive system as a whole.

This study is complemented by previously unpublished historical documents. It is also intended as a call for the pursuit of work in economic history within research institutions which must take a certain distance with respect to the historical contingency of their scientific questioning.

Responsable d'édition : C. Rawski
Mise en pages : R. Hamm
Conception couverture et impression : CIRAD

La collection Repères

La collection Repères publie des résultats de recherche obtenus dans les domaines d'activité du CIRAD : agriculture, forêt et élevage. Elle s'adresse aux chercheurs, aux enseignants et aux étudiants.

A paraître

Les ignames au Cameroun
Roland Dumont, Perla Hamon, Christian Seignobos

L'amélioration variétale du cotonnier au Cameroun
Martine Méritan, Jean-Luc Chanselme, Jacques Lançon, Célestin Klassou

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

Département des systèmes agroalimentaires et ruraux

L'Amérique centrale, foyer précolombien de production du cacao, a été marquée aux XVI[e] et XVII[e] siècles par une série de booms cacaoyers, véritables « ruées vers l'or » pour les colons espagnols de la région. Les causes du déclin qui a succédé à cette prospérité coloniale font l'objet de nombreuses interrogations : simple jeu de la concurrence internationale, enchaînement de phénomènes conjoncturels, épuisement endogène des ressources productives ou effets pervers des politiques économiques ? Autant de questions que formulent encore aujourd'hui des économistes ou des agronomes confrontés dans d'autres régions du monde à des crises cacaoyères.

Cette publication restitue les résultats d'un travail d'histoire économique conçu comme une confrontation entre une démarche déductive, visant à vérifier à travers l'Histoire des hypothèses agroéconomiques, et une démarche inductive, cherchant la pertinence historique à partir des repères disponibles. Après une présentation de l'économie précolombienne du cacao, elle présente une reconstitution de l'évolution de l'offre en cacao pendant les trois siècles d'administration espagnole, puis une analyse des cycles productifs en fonction des transformations des systèmes de production et d'échange. Ses conclusions confortent les schémas explicatifs contemporains des chercheurs du CIRAD-SAR : le déclin cacaoyer s'explique avant tout par un blocage endogène dans l'accès aux facteurs de production, dont l'utilisation sans souci de renouvellement a entraîné des conséquences irréversibles sur l'ensemble du système productif.

Cette étude est complétée par des documents historiques inédits. Elle se veut aussi un appel à la poursuite de travaux d'histoire économique au sein d'institutions de recherche amenées à prendre du recul avec la contingence historique de leur questionnement scientifique.

Diffusion : CIRAD-SAR
BP 5035
34032 Montpellier Cedex 1

ISBN 2-87614-134-5